THE UNIVERSITY OF JORDAN SERIALS DIVISION

…quête sur le criminel de guerre

…lois Brunner
…e la piste de Damas

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – N° 14457 – 6 F – MARDI 23 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les leçons d'Hassan II

FIN lettré, Hassan II connaît, sur le bout des doigts, son histoire de France. La grande et la petite. Dans l'émission télévisée intitulée « Le roi du Maroc face à la presse », diffusée par TF 1 le dimanche 21 juillet, il n'a pas manqué d'émailler ses propos, le plus souvent sarcastiques, de citations empruntées à Victor Hugo et à... Robert Lemoureux. Sa Majesté, qui semble apprécier ces rendez-vous avec le grand public – le dernier remonte à décembre 1989, – est ainsi devenue un personnage presque familier de la vie politique... hexagonale.

Jouant de ses titres qui font de lui, « descendant du Prophète », un homme peu ordinaire, de ses talents oratoires et de sa parfaite connaissance du milieu politique français, Hassan II ne s'est pas privé de dire, à mots couverts, son fait à tous ceux qui, de ce côté de la Méditerranée, lui mènent la vie dure. « Entre le président Mitterrand et moi-même, les choses vont comme elles doivent aller », a-t-il assuré. Plutôt mal, à l'entendre royalement récriminer.

LA démocratie constitue le « noyau dur » de ce qui ressemble à un malentendu tenace entre Paris et Rabat. La France, prenant appui sur l'écroulement des régimes totalitaires du bloc de l'Est, s'est autorisée de sa position de premier bailleur de fonds de ses anciennes colonies et protectorats pour inciter, tardivement, leurs dirigeants à ouvrir leurs pays à la vie démocratique. Hassan II a pris le contre-pied du discours prononcé par M. Mitterrand, en juin 1990, à La Baule, et s'est fait l'avocat des anciens régimes et du conservatisme en Afrique.

A cette incompréhension naturelle entre le représentant d'un pouvoir qui se dit socialiste et le détenteur d'un pouvoir féodal presque immémorial se sont greffées, au fil du temps, toutes sortes de griefs, depuis le lancement spectaculaire du livre de Gilles Perrault et l'expulsion ratée d'Abdelmoumen Diouri (qui a fait à ce jour une victime, l'épouse du prisonnier marocain Avraham Serfaty, privée de son droit de visite), jusqu'aux activités semi-officielles de Mme Danielle Mitterrand, qualifiée d'« épouse morganatique » du chef de l'Etat, qui cache mal ses sympathies à l'égard des « renégats » sahraouis du Front Polisario.

AUTRE point de friction avec M. Mitterrand : le sort des quelque 600 000 Marocains qui vivent en France. Hassan II a saisi l'occasion qui s'offrait à lui pour intervenir, de manière quelque peu fracassante, sur la scène politique française elle-même. Pour dire tout le mal qu'il pense des initiatives du chef de l'Etat français en la matière, et notamment de l'idée même d'intégration, et tout le bien d'un discours, qui est en fait celui du Front national, et d'une politique, celle des quotas par nationalité et par profession prônée par l'opposition.

Malgré ce lourd contentieux, Paris et Rabat ne peuvent s'offrir le luxe de se tourner le dos : ces deux pays ont trop d'intérêts en commun. Certes, entre partenaires, la franchise peut être la marque de nouvelles relations, débarrassées de leur gangue sentimentale. Mais, cette fois, Hassan II n'a pas hésité à faire la leçon au président français, comme s'il voulait aider ses adversaires.

Lire nos informations page 20

M 0147 - 0723 0 - 6,00 F

Après la tournée de M. James Baker au Proche-Orient

Les Etats-Unis espèrent une réponse « rapide » de Jérusalem à leur proposition de conférence de paix

A l'issue de ses entretiens à Jérusalem avec le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, M. Yitzhak Shamir a selon la radio israélienne déclaré lundi 22 juillet que les Etats-Unis lui ont indiqué que la Syrie avait effectué un « changement révolutionnaire » dans sa politique au Proche-Orient, et que tous les Etats arabes ont accepté de « négocier directement » avec l'Etat hébreu. M. Baker espère une réponse « rapide » et « positive » d'Israël à la proposition de Washington sur une conférence de paix.

Le dilemme syrien d'Israël

par Jean-Pierre Langellier

Cette fois, quelque chose bouge sur l'échiquier du Proche-Orient, depuis trop longtemps immobile. Le coup est venu du meilleur joueur du moment, le président syrien Hafez el Assad. Et il ressemble fort à un coup de maître.

En avalisant les propositions américaines sur la procédure d'une éventuelle conférence de paix, M. Assad a comblé d'aise les Etats-Unis, pris Israël au dépourvu, et brouillé la donne diplomatique. En acceptant, pour la première fois depuis sa défaite de 1967, l'idée d'une négociation directe avec l'Etat juif honni, il transgresse un tabou arabe que seul le président égyptien Anouar el Sadate avait osé briser – il y a quatorze ans – au prix de sa vie.

En fin stratège, M. Assad a agi au moment propice, après avoir « réfléchi » six semaines. Adressant sa réponse au président Bush à la veille du récent sommet du G 7 à Londres, il ne pouvait donner meilleure chambre d'échos à son initiative.

Lire la suite page 3

Lire aussi

Jérusalem écarte toute idée de gel des implantations dans des territoires occupés

page 3

Transports parisiens : forte hausse des tarifs
Après 4,5 % en 1990, 5,8 % au 1er août de cette année.
page 12

Grève à Air Inter
Deux jours d'arrêt de travail des personnels navigants, mardi 23 et mercredi 24.
page 12

La baisse de la syndicalisation
La France au dernier rang des pays de l'OCDE.
page 12

Mort de Rellys
L'acteur marseillais, qui s'illustra dans les films de Pagnol, est décédé à l'âge de quatre-vingt-trois ans.
page 18

Les nouvelles armes anti-feu
La recherche scientifique permet d'améliorer la prévention des incendies.
page 6

Le sommaire complet se trouve page 20

Kerbala ville sainte, ville martyre

Le régime irakien rase les ruines du quartier des mosquées

KERBALA

de notre envoyée spéciale

Qui dira jamais combien de victimes anonymes reposent dans la ville sainte chiite de Kerbala ? Quatre mois après le soulèvement de la ville, férocement réprimé par la garde républicaine irakienne, fer de lance du régime du président Saddam Hussein, les bulldozers n'en finissent pas de « nettoyer » les ruines autour des mosquées, preuve de l'extrême violence des affrontements qui ont fait des deux côtés des milliers de morts, selon tous les témoignages. Toutes les rues adjacentes, jadis grouillantes de monde avec leurs petites échoppes à souvenirs, ont été rasées, et un vaste terre-plein entoure désormais les sanctuaires de El Hussein et de El Abbas (les deux fils d'Ali), très sérieusement touchés.

Pour effacer à jamais toute trace de cette révolte, et surtout, sans doute, en prévenir toute répétition dans les mêmes conditions de lutte, un périmètre d'environ 500 mètres de rayon autour des mosquées a été créé pour être « *dégagé de toute vie* ». Le travail est loin d'être fini, et entre les ruines de ce qui fut leur maison, se pressent encore quelques femmes en tchador ou des hommes à la recherche d'un vague souvenir.

Un silence pesant règne aujourd'hui sur ces lieux, et la peur se lit sur les visages fermés. Les chiites n'ayant pas eu droit au même titre que les Kurdes à la bienveillante sollicitude de l'Occident, l'Etat est ainsi présent en force, et l'armée, comme la police, campent partout, y compris au milieu des ruines déchiquetées où des policiers en armes surveillent toutes les allées et venues.

Défi volontaire sans doute, les portraits du président arrachés ou troués de balles pendant les émeutes trônent devant les entrées des deux mosquées, à côté d'un fusil-mitrailleur, bien en vue sur une table, canon pointé vers tout arrivant.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite et nos informations page 4

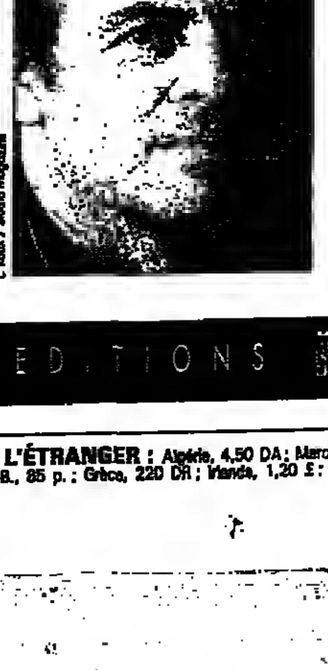
FESTIVALS

AVIGNON, « In » : Tradition chiite avec le Tazieh, tradition juive avec Raymond Jebès ; Georges Lavaudant prépare son chantier de Théâtre Ouvert. Dans la Cour d'honneur, le théâtre cède le pas à la danse avec une création de William Forsythe dont les danseurs jouent pour la première fois en plein air.

ORANGE. Une *Elektra*, de Strauss, à la distribution éclatante, ovationnée aux Chorégies.

Lire pages 8 et 9 les articles de MICHEL COURNOT, d'OLIVIER SCHMITT et d'ANNE REY

PATRICK MODIANO



L. Roux / Studio Magnum

PATRICK MODIANO
Fleurs de ruine
ROMAN
ÉDITIONS DU SEUIL

72 F

ÉDITIONS DU SEUIL

« Ils » ont gardé le Larzac...

Retour, vingt ans après, sur le causse rebelle qui fut le lieu mythique de la France contestataire

MILLAU

de notre envoyé spécial

« *Gardarem...* » la mémoire. « *Vous pouvez remarquer sur ces pierres les sigles de pacifistes, de royalistes, de la CFDT et du Crédit agricole. Au-dessus, sur les poutres, cette phrase du général de Gaulle, traduite en une dizaine de langues :* « *Les armes ont été de tout temps les instruments de la barbarie.* » L'appareil photo en bandoulière, une vingtaine de vacanciers font sagement le tour de la bergerie, en écoutant leur guide, Michel, un vétéran du Larzac...

La Blaquière, Montredon, le Rajal del Guorp, Jassenove, les Baumes, la Salvetat, autant de fermes ou de hameaux qui furent les hauts lieux de la « campagne du Larzac », dans les années 70. A peine rentrée dans ses quartiers, la France, ou du moins celle de 68, était prête à partir en croisade pour des « pays » dont, jusqu'alors, elle n'avait jamais soupçonné l'existence : Golfech, Plogoff, Creys-Malville, et, par-dessus tout, le Larzac. « *Lorsque la bergerie de la Blaquière a été terminée, des femmes s'y rendaient avec un agneau dans les bras. Vous imaginez le symbole ? Si cela avait été des cochons, peut-être que tout cela n'aurait jamais existé* », poursuit le guide de l'association Vacances Auvergne-Limousin. « *Il faudrait peut-être se pousser pour laisser passer les brebis* », propose alors l'un des touristes, en voyant soudain approcher le troupeau.

Pour 120 F, l'excursion de la journée comprend le pèlerinage à la Blaquière, la découverte du rocher dédié à Lanza del Vasto, « *serviteur de la paix* », la visite d'une ferme « historique », un pique-nique sur le causse, le goûter à la Jasse, la Maison du Larzac, et une rencontre avec la communauté non violente du Cun du Larzac. « *Moi, je croyais que ça durait toujours, le Larzac* », confesse une dame, dans le petit groupe.

Mais oui, vingt ans plus tard, ça dure toujours. Sauf qu'avec le temps il faut de plus en plus souvent raconter le Larzac aux enfants. L'une des héroïnes de « la lutte », Marie-Rose Guirand, qui prit la parole, un jour, devant plus de cinquante mille manifestants, en a, du reste, assez des « *commémorations* ». « *Le Larzac*, dit-elle, sans cesser de faire sa provision de fleurs de tilleul, *ça ne fait pas vingt ans. D'ailleurs, j'y suis née. Ça date de cinq mille cinq cents ans !* »

Il n'empêche : c'était en 1971. Le ministre de la défense de l'époque, M. Michel Debré, avait décrété l'extension du camp militaire, créé au début du siècle. Une poignée de paysans, les Burguière, Gastal, Guirand, Jonquet, Maillé et quelques autres décidèrent que « *non* ». Quoi qu'il arrive, on ne leur prendrait pas leurs terres.

JEAN-LOUIS SAUX

Lire la suite page 7

DÉBATS

M. Bergé contre M. Tapie

La perspective d'un PS acceptant d'avoir pour étendard M. Tapie lors des élections régionales fait craindre à M. Bergé une dérive populiste de la gauche tout entière.

Lire, page 2, l'article du PDG d'Yves Saint Laurent

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ La Sardaigne jette des ponts vers la Corse. ■ La CEE épaule le continent sud-américain. ■ Le Pérou balance entre pétrole et forêt. ■ L'Italie hémiplégique, par Rémy Prud'homme.

pages 13 et 14

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Politique

Bernard Tapie est-il dangereux ?

par Pierre Bergé

NOUS savions le Parti socialiste malade. Depuis le congrès de Rennes, il était difficile de feindre et de dissimuler le sérieux de son état, mais nous ne l'imaginions pas aussi sévèrement touché. Faut-il, en effet, qu'il se sente proche de la fin pour laisser Bernard Tapie eonduire, aux proehaines régionales, la liste Majorité présidentielle dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ! Un peu comme, en dernier ressort, on s'en remet aux rebouteux, sorciers et autres diseurs de bonne aventure.

Ainsi, la gauche n'a rien trouvé de mieux pour défendre ses couleurs que ce démagogue populiste qui donne peut-être de la France une image bronzée et sportive, mais en aucun cas n'inspire le sérieux ou le respect. Pourtant, qu'est-ce que la gauche, sinon une morale et une exigence ? C'est pour cela que nous avons voté pour elle et pour cela que se sont battus tous ceux qui espèrent et eroient en elle. Alors a-t-on le droit d'imposer aux électeurs une image aussi douteuse et aussi peu fiable ?

Il ne suffit pas d'être contre Le Pen pour que tout soit permis. Encore ne faudrait-il pas qu'il s'agisse de clientélisme. Car où en sommes-nous de ces fameuses déclarations et de ces shows sans lendemain à propos des banlieues ? Nulle part. Et précisons que bien des maires font mieux que M. Tapie avec plus de discrétion. Tout cela s'aeeompagne de la plus fâebeuse gesticulation qui voit se rejoindre Tartarin et M. Homais.

Les socialistes, qui croient avoir découvert les vertus du capitalisme, prennent M. Tapie pour un chef d'entreprise. Ils se trompent. Un véritable chef d'entreprise n'achète pas des affaires au rabais pour les revendre « par appartement » après les avoir « dégraissées ». Si c'est cet exemple-là qu'on veut donner à la jeunesse, alors disous tout de suite qu'on fait fsusse route. Un ebef d'entreprise a autant le souci de ses employés que de ses résultets. Il grandit avec son affaire et il sait que derrière les chiffres il y a des bommes. Je suis un chef d'entreprise et je connais et respecte beaucoup de patrons qui partagent ce point de vue. Ceux qui se prennent pour des équilibristes financiers ne m'inspirent guère de considération.

Nouveaux bateleurs

La politique est unc cbose sérieuse. Ce n'est pas un match de foot. On ne peut, sans réagir, accepter cette dérive du langage oi cette faconde populiste qui devient un peu partout inquiétanle. Tapie et Le Pen en France, Eltsine en Russie, Walcsa en Pologne. Meis que la gauche prenne garde : Bernard Tapie roule pour lui et pour lui seul. Tout évcotucl succès politiquc lui sera attribué, et à lui seul. Tout échec en revanche sera inscrit au débit de la gauche et de la majorité présidentielle.

A droitc, M. Michel Noir a déclaré qu'il valait mieux perdre les élections que son âme. Les gens de gauche feraient bien de réfléchir. Au moment où le PS s'effondre un peu partout, ce o'est pas en recourant à des remédes d'apothicaire qu'ils empécheront sa chute, mais en faisant preuve d'exigence et de rigueur.

Si la scène politique intéresse de moins en moins de gens, e'est bien parce qu'elle est encombrée de ces nouveaux bateleurs qui, tel Bernard Tapie, confondent bagout et convictions. Penser que la gauche peut être représentée par un homme dont la devise se confond avec le titre de son livre *Gagner* est affligeant ! Il y a d'autres valeurs pour la gauche que le fric érigé en modèle de réussite.

Mais je m'interroge: qu'attendent-ils donc, certains de nos ministres qui s'imaginaient à Matignon et qui, en clignant des yeux, aperçoivent à l'horizon de leurs ambitions se profiler leur destin présidentiel, pour se présenter aux régioonles contre M. Le Pen ? Redouteraient-ils d'être défaits ? Préfèrent-ils vraiment laisser l'honneur dn combat à ce candidat mi-chair mi-poisson qu'est Bernard Tapie ? Ainsi, pas un seul o'osera ? On ne peut le croire.

Bernard Tapic est-il dangereux ? Il est sympathique assurément, plcin de bonnes intentions, et ses prises de position ne sont pas souvent plus bêtes que d'autres, mais il ne représente pas la gauche. Si le Parti socialiste s'engouffre derrière lui, gageons qu'il aura tout à perdre mais, posons la question, lui reste-t-il encore quelque chose à perdre ?

► **Pierre Bergé est président-directeur général d'Yves Saint Laurent.**

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédecteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Danial Varnet
(directeur des relations internationales)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, *gérant*.

Le Monde PUBLICITE SA

Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Télefax : 46-62-95-73. • Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

1990

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 · Tapez LEMONDE
ou 36-15 · Tapez *LM*

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE - BELGIQUE LUXEMB. - PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bolletio accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuille: avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

111 MON 03

Mécénat

Réconcilier économie et culture

par Jean Castarède

SI l'on interroge les étrangers sur les meilleures chances de pénétration dans le marché européen, ils répondent : la France. Quel est le pays que sa tolérance et son sens de l'adaptation ont rendu si bon à vivre? La réponse est facile: la France. Et pourtant ces temps derniers les Français sont moroses. Ils découvrent qu'avant la guerre ils vivaient au-dessus de leurs moyens et préféraient la consommation et les loisirs à l'investissement et au travail. Ils avaient trop vite espéré une sortie de crise.

Voilà que les rudes réalités du ralentissement mondial les obligent à sauver leurs entreprises par des liceociemeots. Eofio, ils preonent conscience de l'inadaptation de leur formation et des conditions de vie difficiles dans les villes (transports, éloignement, pollution), notamment les banlieues.

Enfin et surtout, eux qui avaient tant misé sur l'économie dans la décennie 70 et sur la politique dans la décennie 80 se retrouvent déçus. Entre une image globale extérieure qui est bonne et une réalité quotidienne pleine de déconvenues, quel est le juste diagnostic?

Tout d'abord, qu'on le veuille ou non, tous les problèmes sont devenus mondiaux. Nous oe pouvons plus vivre à l'heure de nos clochers. Nous devons accepter de recevoir l'étranger et d'aller vivre chez lui ou de lui prendre des idées et des hommes à condition qu'ils soient compétents et adaptables.

Ensuite, l'innovation est devenue, plus que jamais, la clé de toutes les réussites. Un produit sur deux que nous eonsommons aujourd'hui n'existait pas il y a dix ans. Et le mouvement ne fera que s'accélérer: d'où la réussite des nouvelles formes de distribution. Or la Fraoce oe représente que 7% de la recherche mondiale. Dans certains domaines comme l'informatique et l'électronique, nous sommes dépassés.

Ouverture et efficacité professionnelle sont les deux secrets de notre avenir: l'ouverture nous permettra de relativiser nos querelles; l'efficacité, de trouver des recettes et des modèles propres à un pays qui n'a que 55 millions d'habitants mais a toujours apporté un certain art de vivre. Cet art de vivre fondé sur une culture, une morale, une élégance, d'où notre réussite dans le luxe, c'est ce qu'il faudrait aujourd'hui mettre en avant vis-à-vis de l'étranger.

Prenons l'initiative de ces nouveaux modes de réflexion. Deux colloques tenus à deux ans d'intervalle peuvent servir de banc d'essai: le sommet culturel franco-japonais de Kyoto, de 1988, consacré au mécénat; le séminaire fraoco-coréen consacré, l'hiver dernier à Séoul, aux défis de la culture et de la géopolitique. Dans les deux cas, des créateurs et des hommes d'affaires venus d'horizons différents découvraient leurs affinités réciproques.

Daos ces deux colloques aux retombées multiples, le monde de la culture et celui de l'économie qui, jusqu'à maintenant, s'ignoraient ou même se combattaient sont apparus enfin réconciliés, chacun s'enrichissant de ses mutuelles différences et apportant à l'autre une dimension qui lui manquait.

Il faudra aussi appliquer cette volooté à l'covirooocmeot et à l'aménagement des villes. En matière d'éducation ou d'environnement, les besoios soot deveous tellemeot grands que l'Etat et les collectivités territoriales oe peuveot plus tout faire. On doit donc trouver de nouvelles sources de financement et de nouvelles structures de décision et de pouvoir.

Une société de partenariat

Il faut faire preuve d'imagination et inventer un nouveau système de société qui sera peut-être aussi révolutionnaire que la réhabilitation de la démocratie au dix-huitième siècle. Ce modèle o'est pas facile à mettre en œuvre, qu'on l'appelle économie mixte, société de participation, partenariat, initiatives décentralisées, petits groupes collectifs.

La société de partenariat peut inventer des mécanismes d'incitation, par exemple des cofinancemeots publics-privés, à condition d'encourager des projets originaux exemplaires, de favoriser des initiatives individuelles et de permettre une véritable coopération internationale faee aux teehniques nouvelles (1).

La France, qui a souvent servi d'exemple pour la culture et l'innovation, peut apporter ce modèle. Après Kyoto et Séoul, un nouvel esprit vient de naître et déjà d'autres colloques se préparent en Asie et en Amérique letinc. Ils traduisent la volonté de trouver, au-delà des guerres, des affrontements commerciaux et des débats d'idées, des occasions concrètes d'agir ensemble et de résoudre des problèmes communs, ceux par exemple du transfert technologique ou de la communication.

Les oavigateurs le savent bien : lorsque la tempête arrive, il faut réduire la toile, certes, mais aussi éeonomiser son énergie, garder la tête froide, et surtout conserver le cap pour, le beau temps revenu, retrouver intaete sa capaeité de rebondir sur les vagues. Ce cap, c'est aujourd'hui – après les désillusions de l'économie et de la politique – celui que, faute de mot mieux adapté, on peut qualifier de culturel ou de spirituel. C'est la capacité de chaque individu ou de chaque collectivité d'« affirmer soo identité confrontée à celle d'autrui».

(1) Ce sont les principes adoptés en France par le Conseil supérieur du mécénat culturel.

► **Jean Castarède est vice-président du Conseil supérieur du mécénat culturel.**

BIBLIOGRAPHIE

L'Est dans la fourmilière européenne

LE NOUVEAU CONTINENT
Plaidoyer pour une Europe renaissante
par Dominique Moysi et Jacques Rupnik, Calmann-Lévy, 200 p., 98 F.

LA CONQUÊTE DE L'EST
Les Atouts de la France dans le nouvel ordre mondial
par Georges Ayache et Pascal Lorot Calmann-Lévy, 270 p., 130 F.

Les Douze se mettaient en frais pour leur grand rendez-vous de 1993 et voilà que des poatulants arrivant impromptu eu bord de leur fourmilière troublent leurs préperetifs. L'Europe, l'Europe. Mais quelle Europe? Celle, réduite à une moitié de continent, qui veut fortifier sa Communauté ou se tranaformer en un ensemble étatique? Ou celle qui, selon la formula du préaident Mittarrand, est sortie de Yelta pour rentrer dans son histoire et sa géographie? La guerre du Golfe a pour un moment relégué au second plen les auites du chemberdement de 1989 à l'Est.

Deux livres parallèles, publiés presque simultanément par le même éditeur et avec la même présentation, posent le même problâme, notre problâme à noua, gens de l'Ouest : l'Est nouveau est arrivé, que va-t-on en faire? Ces deux ouvrages, rédigés l'un et l'eutre par un couple d'euteurs, « doublonnent» un peu mais en fin de compte se complâtent.

La premier est signé par Jacques Rupnik, qui nous avelt donné l'an dernier un tableau remarqué : *l'Autre Europe*, et par Dominique Moysi. Son propos est résumé dans le sous-titre, *Plaidoyer pour une Europe renaissante*, et l'objectif ramassé dans le titre : il s'agit de modeler le *«nouveau continent»*. Les auteurs constatent : *«Hier, la Russie soviétique voulelt intégrer l'Europe à son empire. Aujourd'hui, elle n'a d'autre ambition que de s'intégrer à l'Europe.»*

Cette Russie ne semble pas encore à le veille de remplir toutes les conditions requises pour entrer dans le cercle. Il est assez facile d'étatiser une économie, il est infiniment malaisé de refaire un marché à partir de cette économie délabrée. Et puis on n'introduit pas sans peine dane un système compétitif des citoyens devenus sous le système mort ou morlbond *« des chômaurs déguisés qui consomment dee produits subventionnés»*.

Moysi et Rupnlk ne eous-estiment pas les difficultés de la tâche mais se refusent à claquer la porte au nez des impétrenta. Il eat de l'intérêt de tous de constituer ce nouveau continent. D'ailleurs, le travail ast eommeneé : l'ax-RDA e plua qu'un pied dans le Marché eommun meintenent qu'alla eet, non sans douleur, avalée par la RFA. Va-t-on refuser aux Polonais, aux Hongrois et Tchéeoslovequea ea qui est donné aux Allemanda de l'Est? A terme, leur apport peut fortifier le Communauté. Dans l'immédiat, una association evec l'Europe devreit fortifier leur démocretie retrouvéa meis ai fragile. Ces Européena revenus à la liberté *«doivent être persuadés qu'il y e de la lumière au bout du tunnel et non un tunnel au bout de la lumière»*.

Moysl et Rupnik sont de eeux qui prônent l'Europe à plusieurs vitesaes. En tout cas, ils distinguent plusieurs catégories parmi laa ex-communistea. Le degré d'ouverture à la démocratie et au merché est le critâre. Dena le période ectuelle, les pays de l'Europe du Centre aont les plus avancéa. Comment leur faire une plece? Pour eommencer, lea auteura proposent un programma en dix points avec une aorte de plan Marshell européen qui eccoucherait de ce nouveau continent comme l'eutre engendra le premiàre raneisaenca européenne d'après-guerre.

Le rôle de la France

La second livre, de Georges Ayeche et Pascal Lorot, fait donc trone commun àvee le premier. L'un et l'autre reproduisent une formule d'Anatole Leroy-Beaulieu et c'est la même : *«Dens ce temps de réformes, l'essentiel est que le centre bouge et que la périphérie ne se décompose pas.»*

Il est souvent dit que les peuplea du tiers-monda vont être les grands perdants de l'arrivée sur le Marché commun des pays de l'Est. Crainte exagérée, pensent Moysl et Rupnik. La part du PNB consacrée à l'aide peut être accrue et en même temps on doit être plus exigeant sur l'utilisation de cette eide.

Ayache et Lorot vont plus loin : les relations de la France evec le tiers-monde sont un atout dans la conquête de l'Est. Moins bien placée, moins expérimentée que l'Allemagne en Europe centrale, la France peut agir ailleurs et autrement. Sana être *«pessimistes ni défaitistes»*, les auteurs constatent que *«la réunification de l'Allemagne n'est pas spécielement une bonne chose pour la France»*.

Feut-il e'affoler ? Non. *«La France, quenr à elle, s'eet patiemment extravertie en Afrique et eilleurs, où elle e engrangé des intérêts et des atouts qu'elle peut désormais faire prévaloir, notamment aux yeux de Bonn»*.

Vaste programme que celui esquissé dans cea deux livrea. Et il reste bien peu de temps pour l'appliquer. Non parce que 1993 va si vite erriver mais parce que le tunnel ouvert en 1989 rieque de a'affondrer event que le trafic ne soit essuré.

BERNARD FÉRON

COURRIER

Sang impur

On traque, avec raison, le racisme partout où il s'embusque. Or il n'est pas de jours où, dans les palais nationaux et sur les places de nos villes, nos édiles n'entonnent avec vigueur un chant guerrier dont le refrein exige *« qu'un sang impur abreuve nos sillons »*. Et personne pour s'en étonner.

R. ECOLIVET
Lagny

Arbalète

L'article que vous avez publié dans *le Monde* du 2 juillet sous la signature de M. Hugues de l'Estoile demande un rectificatif.

Osez écrire que l'arbalète était une arme réservée aux troupes pontificales et que son intervention a été décisive à Marignao (1515, merci de le rappeler) est une insulte à l'Histoire.

En effet, il semble que l'arbalète apparaît en Occident eu début du XIIe siècle. Uo corps d'arbalétriers existereit daos les troupes de Louis VI le Gros. Le rôle de l'arbaléte est reconnu à Bouvioes (1214) et Jeanne d'Arc est blessée par un carreau d'arbalète au siège d'Orléans. Les dégâts occasionnés par cette arme soot tels que l'Eglise (loio de s'être réservée cette arme) cherche à en interdire l'utilisation au concile de Latran en 1139. Inutile de dire que cette interdiction est restée lettre morte.

A Marignan, il semble effectivement que des arbalétriers soient intervenus dans la bataille, mais la décision a été obtenue grâce à l'artillerie française.

JACQUES LENOIR
Massy (Essonne)

Une chartreuse à Parme

Suite à l'article sur «Parme, réelle et imaginaire» paru dans *le Monde* du 22 juin, j'aimerais apporter quelques précisions : il existe toujours une chartreuse à Parme, celle de San Lazzaro, à la sortie de la ville. Elle o'est plus en activité, mais toujours debout. Stendhal l'aurait donc connue... Sur la route de Colorno, il y a bien un édifice religieux, en fort mauvais état, l'abbaye di San Martino di Valserena, mais ce o'est pas une chartreuse.

FRANÇOIS NIVOTTI
Saint-Amand (Charente)

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

La visite de M. Baker au Proche-Orient

**Le président Bush s'est déclaré dimanche 21 juillet à Istanbul *«plein d'espoir»* de voir Israël soutenir les efforts de paix américains et a fait état de bonnes nouvelles successives lui parvenant de la mission du secrétaire d'Etat James Baker. *«J'attends avec confiance – j'espère que cette confiance n'est pas mal placée – qu'à l'arrivée de M. Baker en Israël il découvre que ceux-ci* [les Israéliens] *comme tous ces autres pays réalisent que le temps de la paix est en vue»*, a déclaré M. Bush à la presse. Il a lancé un nouvel appel à l'arrêt des implantations juives dans les *territoires occupés*. En quittant Jérusalem, M. Baker a déclaré qu'il espérait une réponse « rapide » et « positive » d'Israël. *« C'est un moment où une occasion historique se présente. Pendant quarante-trois ans, Israël a cherché des négociations directes [avec les pays arabes], et maintenant il s'agit d'une réelle occasion. Il y a des changements positifs dans le monde arabe. (...) Nous attendons avec grand espoir la réponse* de M. Shamir et de ses collègues. » M. Baker a noté un « grand changement politique de la Syrie », même si, sur la question du terrorisme, « il y a encore des divergences qui subsistent avec Washington ». *Le porte-parole de M. Shamir*, M. Avi Pazner, a déclaré : « Nous ne sommes pas sous pression pour répondre rapidement. Il n'y a aucune date butoir. Nous pouvons prendre quelques jours si nécessaire. (...) Nous continuerons nos contacts étroits avec les Etats-Unis, avec l'objectif de progresser dans la voie de la paix. » En Arabie saoudite, troisième étape de M. Baker, après Damas et Le Caire, dans sa cinquième tournée au Proche-Orient, le gouvernement saoudien avait approuvé la proposition du président égyptien, M. Moubarak, de suspendre le boycottage économique arabe d'Israël en échange de l'arrêt de la colonisation des territoires arabes occupés. Le roi Hussein de Jordanie a affirmé dimanche, peu après son entrevue avec M. Baker, que son pays acceptait la proposition de M. Moubarak. Il a par ailleurs souligné que la Jordanie sera *«parmi les premiers à participer à la conférence de paix»* que la secrétaire d'Etat s'efforce de mettre au point : *«Nous sommes plus proches que jamais de la tenue de cette conférence.» Mais à peine* M. James Baker s'était-il envolé pour Israël que le Parlement jordanien condamnait implicitement, sous l'impulsion des Frères musulmans, les propos du souverain hachémite en adoptant une résolution dénonçant le plan américain. Ce vote ne risque pas de modifier la position du roi Hussein, qui a tout pouvoir pour dissoudre le Parlement et gouverner par décrets.

L'OLP, qui suit avec *«attention»* les développements de la tournée de M. Baker, semble observer une prudente attente et n'a pas pris publiquement officiellement pour l'instant sur cette tournée, ni sur la proposition du président égyptien pour la levée du boycottage d'Israël. L'OLP semble attendre les *«clarifications» que pourrait* apporter M. Baker sur la position d'Israël, ainsi que les résultats de la rencontre entre une délégation de trois personnalités palestiniennes des territoires occupés – conduite par M. Faycal Husseini – et M. Baker à Jérusalem. En revanche, le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) de M. Nayef Hawatmeh, l'une des trois principales composantes de l'OLP, a rejeté samedi les propositions américaines pour réunir une conférence de paix, estimant qu'elles ne remplissaient pas les conditions minimales pour une solution globale. Le FPLP de M. Georges Habache a, pour sa part, mis en garde dimanche contre *«les conséquences graves»* de la proposition du président Moubarak. Selon le porte-parole de cette organisation à Damas, la suspension du boycottage d'Israël signifie *«une reconnaissance arabe officielle et collective de l'entité sioniste, et également la normalisation des rapports, alors que les droits nationaux légitimes des Palestiniens sont bafoués par l'expansion sioniste»*. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Les dirigeants de Jérusalem écartent toute idée de gel des implantations juives dans les territoires occupés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il ne reste plus qu'à attendre pour savoir si *«l'optimisme prudent»* qui prévaut depuis l'arrivée à Jérusalem du secrétaire d'Etat James Baker se confirmera ou si le vent tournera à nouveau. Israël finira-t-il par assouplir certaines de ses positions et accepter la formule américaine de conférence de paix ? M. James Baker est prêt, effectivement, à attendre. Il n'a lancé *aucun ultimatum* ni *fixé* aucune date limite. *«Il est inexact*, a-t-il tenu à préciser, *que j'aie donné dix jours* [jusqu'au sommet Bush-Gorbatchev] *au gouvernement israélien pour répondre.»*

M. Baker n'a ménagé aucun effort pour créer un climat serein et amical autour de ses entretiens avec ses interlocuteurs israéliens. Ceux qui s'attendaient à un forcing, à des pressions directes, ont été, une fois de plus, détrompés par la suite des événements. La méthode du secrétaire d'Etat semble toute différente : il s'emploie à rassurer point par point les dirigeants israéliens, de la sorte il réduit leur marge de manœuvre et les contraint à ne plus s'opposer à ses propositions.

M. Baker a utilisé cette tactique dès son arrivée dimanche après-midi en Israël. Dans la voiture qui le conduisait de l'aéroport Ben-Gourion à Jérusalem en compagnie de M. David Lévy, il a apaisé de la manière la plus catégorique toutes les craintes israéliennes concernant des engagements secrets américains pris avec le président syrien Hafez el Assad.

Et M. David Lévy a ensuite fait savoir, par des informations diffusées à la télévision et à la radio, qu'il y avait *«de grandes chances que le processus de paix progresse»* car le secrétaire d'Etat l'avait informé que *«tous les points d'entente agréés entre Israël et les Etats-Unis restaient valables et que les Syriens étaient prêts à des négociations directes et sans condition préalable avec Israël après l'ouverture d'une conférence de paix»*.

Dès lors, certains malentendus étaient apparemment dissipés et c'est dans un climat de meilleure confiance qu'a pu s'ouvrir dimanche soir l'entretien entre M. Baker et M. Itzhak Shamir. Contrairement au programme initialement prévu, le secrétaire d'Etat a préféré rencontrer le chef du gouvernement israélien en tête-à-tête et non pas en présence des ministres des affaires étrangères et de la défense, MM. David Lévy et Moshé Arens.

Prudence israélienne

Les modifications de l'agenda ont été expliquées par *«des raisons de santé»*. Une maladie que certains journaux israéliens qualifient de *«diplomatique»*. M. Baker entendait, en fait, déployer tous ses efforts de persuasion à l'égard de l'homme dont il connaît parfaitement la ténacité et qui détient véritablement les leviers du pouvoir en Israël : M. Itzhak Shamir.

Pour ce faire, le secrétaire d'Etat a rendu compte de manière détaillée du contenu de la réponse du président Assad. C'est exactement ce que les Israéliens réclamaient *depuis plusieurs jours afin de s'assurer* qu'il n'y a aucun *«piège»* ou aucune *«manœuvre»* dans cette réponse et que la Syrie est bel et bien prête à entamer des négociations directes avec Israël (selon certaines informations, le président Assad se serait même déclaré prêt à rencontrer M. Shamir à l'occasion de l'ouverture de la conférence de paix).

M. Baker a-t-il vraiment réussi à persuader M. Itzhak Shamir ? Il faudra donc attendre encore quelques jours pour le savoir. M. Avi Pazner, le conseiller de presse de M. Shamir, s'est contenté d'indiquer que le rapport de la position syrienne fait à M. Shamir était *«complet»* mais que le texte intégral du message du président Assad n'avait pas été présenté au premier ministre israélien car cela est contraire aux règles de la diplomatie. Et, prudent, il a ajouté : *«Il est prématuré de dire que nous nous sommes rapprochés d'une conférence de paix.»*

Cette prudence, en effet, s'impose. M. James Baker a incontestablement réussi, au cours de cette nouvelle tournée au Proche-Orient, à serrer l'étau autour d'Israël. Mais même si le cabinet Shamir finit, au risque d'ailleurs d'une crise gouvernementale, par accepter les propositions américaines, au prix de certaines concessions sur des questions de procédure – notamment au sujet du rôle du représentant de l'ONU, – cela ne signifie pas encore que le secrétaire d'Etat sera au bout de ses peines. Au moins deux questions, auxquelles M. Baker est d'ailleurs déjà confronté au cours de son actuelle visite, devraient encore entraver ses démarches : la représentation palestinienne et les implantations.

La position israélienne reste que la délégation palestinienne doit être composée uniquement de personnalités des *«territoires»* qui ne se réclament pas de l'OLP ; ce qui exclut les représentants de Jérusalem-est ou des *«expulsés»*. Tout porte à croire que les Palestiniens rencontrés par M. Baker dimanche soir à Jérusalem, et dont la liste a été approuvée par l'OLP (M. Faycal Husseini, M. Zakaria El-Agha, président l'Association des médecins de Gaza, et Mme Hanane Ashraoui, de l'université de Bir-Zeit), n'ont adopté une position totalement différente. Ces trois personnalités se sont, à l'issue de la rencontre, refusées à toute déclaration.

La proposition Moubarak

Et puis, il y a donc aussi le problème des implantations. La radio israélienne a annoncé lundi matin la création prochaine de quatre nouvelles colonies sur le plateau du Golan, annexé en 1981 et revendiqué par la Syrie. Vingt-neuf implantations existent déjà sur le Golan dans lesquelles vivent près de douze mille Israéliens. Le projet du gouvernement est de doubler rapidement ce nombre.

Le ministre de l'habitat, M. Ariel Sharon, n'a d'ailleurs pas caché dimanche *qu'«Israël poursuivrait sa politique d'implantation pendant des centaines d'années sans aucun rapport avec les développements diplomatiques de la région»*. M. Sharon, comme les autres dirigeants israéliens, a ainsi rejeté catégoriquement l'offre égyptienne d'un gel des implantations en échange d'une suspension du boycottage arabe contre Israël. Cette offre a été qualifiée de *«manœuvre»* par un autre ministre, M. Moshé Arens, qui a ajouté : *«Il ne peut y avoir le moindre lien entre le droit des juifs à s'installer en Judée et en Samarie* [Cisjordanie] *et le boycottage arabe immoral et inacceptable.»*

Seuls, les petits Partis de gauche proches du mouvement «La paix maintenant» estiment qu' *«il ne faut pas laisser échapper les chances de paix avec la Syrie en raison de quelques caravanes sur le Golan»*. Un millier de sympathisants de ce mouvement «La paix maintenant» avaient manifesté samedi soir à Jérusalem. Sur l'un des panneaux, on pouvait lire : *«Shamir est-il capable de prononcer le mot : oui ?»* La réponse peut-être dans quelques jours. – *(Intérim)*

□ **Mort du fils de l'ancien ministre Ezer Weizman dans un accident de voiture.** – Le fils de l'ancien ministre de la défense Ezer Weizman est mort, ainsi que son épouse, samedi 20 juillet, après que leur voiture eut heurté un mur en bordure de la route de Netanya, au nord de Tel-Aviv. Il avait été grièvement blessé en 1970 par un tireur d'élite égyptien, lors de son service militaire sur le canal de Suez. Le président égyptien Moubarak et son ministre des affaires étrangères ont présenté leurs condoléances à M. Weizman, un des artisans des accords de paix de Camp David et l'une des principales «colombes» du parti travailliste. – *(AFP.)*

Le dilemme syrien d'Israël

Suite de la première page

Se l'était faite confirmer de vive voix à Damas, le secrétaire d'Etat américain, James Baker – pourtant peu enclin aux superlatifs – y a vu aussitôt *«un pas extraordinairement positif» (le Monde* daté 21-22 juillet). Voilà donc la Syrie affichant avec insistance son désir de paix, voilà l'*«Etat terroriste»* d'hier redevenu – comme à l'époque de Henry Kissinger – *un partenaire courtisé*, voilà le plus intraitable ennemi d'Israël en odeur de sainteté à Washington.

Connaissant par cœur les règles du jeu régional, M. Assad a mûri son projet de longue date. Il avait, plus tôt et mieux que ses pairs arabes, évalué la profondeur des bouleversements de l'après-guerre froide, et pressenti – dès un voyage à Moscou en avril 1987 – l'étendue, au Proche-Orient, des ravages de la perestroïka. M. Gorbatchev ayant averti ses protégés arabes qu'ils ne devraient plus *compter sur l'appui* du *grand* frère soviétique, en cas d'attaque contre Israël, le président syrien fit son deuil de son vieux rêve d'une *«parité stratégique»* avec l'Etat juif.

Privée du soutien inconditionnel de l'URSS et désormais impuissante à exploiter une rivalité soviéto-américaine qui s'épaisait, la Syrie décida de sédaire Washington tout en conservant l'amitié de Moscou. D'où le *«bon choix»* de M. Assad, ralliant la coalition anti-irakienne dès les premières semaines de la crise du Golfe, avant de placer dix-huit mille de ses soldats sous commandement américain.

Le souvenir de Sadate

Avoir aidé l'Amérique en temps de guerre fit de M. Assad l'un des grands vainqueurs du conflit. Il prit une éclatante revanche sur Saddam Hussein, ce frère-ennemi juré qui prétendait dicter sa loi à la région. Il empocha, en échange de ses loyaux services, plus de deux milliards de dollars, généreusement dispensés par les pétromonarchies, et en partie consacrés aussitôt à l'achat de chars et de missiles Scud. Il imposa sa *«pax syriana»* au Liban, avec la bénédiction des Etats-Unis, et au grand dam d'Israël. Ayant reconné-co décembre 1989 – après douze ans de brouille – avec l'Egypte, l'autre grand pôle traditionnel du monde arabe, il est maintenant au mieux avec le président Hosni Moubarak.

Pour M. Assad, il n'est pas question de s'arrêter en si bon chemin. Il semble – justement – avoir médité sur l'erreur qui fit jeter l'opprobre arabe sur l'Egypte, au lendemain des accords de Camp David. Est-il parvenu à la conclusion, comme Sadate naguère avec le Sinaï, que seule une négociation directe avec Israël lui permettrait de récupérer le plateau du Golan, perdu en 1967 et annexé par l'Etat juif en 1981 ? Que, sans l'entremise de l'Amérique, il n'obtiendrait rien de Jérusalem ? Qu'il arrive un moment où l'on est plus efficace en disant *« oui »* que *« non »* ?

Il est encore trop tôt pour pousser plus loin le parallèle entre l'Egypte de 1977-1979 et la Syrie d'aujourd'hui. L'état de guerre demeure le fondement juridique des rapports entre Israël et tous ses voisins arabes, hormis l'Egypte. M. Assad ne scellera la victoire posthume du président assassiné que le jour où il écrira directement à M. Shamir, et non plus seulement à M. Bush. En attendant, le dirigeant syrien s'emploie à isoler au maximum Israël, en briguant, aux côtés de l'Egypte, ce qui était autrefois l'apanage de l'Etat juif : l'amitié de l'Amérique.

Jamais sans doute – et on le sait à Damas – les Etats-Unis n'ont été autant en mesure qu'aujourd'hui d'amener Israël à des compromis. Grandi par sa victoire dans le Golfe, protecteur respecté de la majeure partie du monde arabe et fort de l'appui soviétique, George Bush bénéficie d'un bien meilleur contexte international que Jimmy Carter naguère. D'ores et déjà quasiment assuré de sa réélection, le président américain sera moins tenu, qu'à l'ordinaire, de ménager les susceptibilités du lobby juif au Congrès. Il a le monopole de la puissance et du prestige, et du temps devant lui.

Au fil des derniers mois, Washington attendait des dirigeants arabes de la coalition anti-irakienne un geste attestant leur désir de paix. Avec sa réponse positive, M. Assad a renversé la charge de la preuve. C'est à l'Amérique désormais de montrer sa volonté – et sa capacité – de persuasion à l'égard de l'Etat juif.

Sur la défensive

Pris à contre-pied par l'initiative syrienne, Israël est sur la défensive. Avant de prendre connaissance de la teneur exacte de la lettre de M. Assad à M. Bush, le premier ministre Itzhak Shamir avait rappelé aux Etats-Unis leur promesse d'encourager une *«négociation directe et sans conditions préalables»* avec les pays arabes et la triple exigence d'Israël quant à la procédure : pas de rôle actif des Nations unies dans les pourparlers ; pas de convocation périodique de la conférence de paix, laquelle ne se réunirait qu'une seule fois, en prélude aux discussions bilatérales ; exclusion de l'OLP des débats.

Prompts à dénoncer la duplicité américaine, les «durs» du Likoud soupçonnent Washington d'avoir conclu quelque accord secret avec Damas, par exemple sur l'avenir du Golan, dont les Etats-Unis n'ont jamais reconnu l'annexion. Sachant que pour être un médiateur crédible au Proche-Orient, l'Amérique doit rester neutre, M. Baker tient le même langage à tous et s'attache à rassurer ses interlocuteurs israéliens.

Les obstacles de procédure ne paraissent pas insurmontables. En acceptant la formule américaine, selon laquelle un *«observateur silencieux»* des Nations unies serait présent à la conférence de paix et se contenterait d'y *«prendre des notes»*, la Syrie a sans conteste fait une concession, qu'elle s'est empressée – c'est de bonne guerre – de minimiser, au grand contentement de l'extrême droite israélienne, jamais à court d'une surenchère (*«Nous restons fermement hostiles à la présence d'un délégué de l'ONU*, a lancé l'un de ses députés, *même s'il était sourd-muet, aveugle et paralytique»*).

Mais le grand dilemme d'Israël réside ailleurs. Il tient à la contradiction devant laquelle l'a placé le président syrien. Comment, sauf à se renier sans vergogne, l'Etat juif pourrait-il rejeter d'emblée la perspective d'une négociation directe avec un Etat arabe, lui qui a cessé de demander à ses voisins depuis 1948 de s'asseoir à une même table pour faire la paix et qui ne fut entendu qu'une fois, par l'Egypte ? On ne peut, pendant plus de quarante ans, clamer son désir d'être reconnu, son besoin d'être légitimé, son souci de vivre un jour en bon voisinage et négliger la chance d'une normalisation – fût-elle mince – avec son pire ennemi, quand celle-ci se présente, et pourvu qu'elle exprime une volonté sincère de réconciliation.

Agir autrement serait admettre qu'on tenait la *«réprobation»* d'Israël, limpidement exprimée en 1967 par le sommet arabe de Khartoum dans la triple formule *«non à la paix, non à la reconnaissance, non à la négociation»*, pour l'alibi commode de l'immobilisme ou de l'intransigeance. Ce serait exclure l'idée que l'ennemi puisse un jour renoncer à son projet mortel. Ce serait nourrir le pire des pessimismes, celui qui consiste à se résigner à la guerre éternelle. *«Nous n'avons personne à qui parler»*, constatait le père fondateur d'Israël, David Ben Gourion. Et si cela était de moins en moins vrai ?

Gagner du temps ?

Itzhak Shamir doit maintenant choisir entre plusieurs inconvénients. Orfèvre du surplace, son tempérament l'incite à vouloir une fois de plus gagner du temps, en demandant de nouvelles assurances – comme il l'a fait ce week-end à propos de la composition d'une éventuelle délégation jordano-palestinienne à la conférence de paix – en soulevant de nouvelles arguties. Damas a mis six semaines pour répondre à Washington, pourquoi se hâter ? M. Baker peut attendre... Mais cette tactique dilatoire n'aura qu'un temps.

Refuser maintenant – ou un peu plus tard – l'offre de Damas sans argument fondé, c'est prendre le risque d'un terrible isolement et – si l'administration Bush accentue sa pression – d'une dégradation durable des relations avec Washington, c'est ruiner le capital de sympathie engrangé par Israël pendant la guerre du Golfe pour avoir accepté d'encaisser des coups *sans répondre lorsque les missiles* Scud tombaient sur Tel-Aviv.

Mais céder aux demandes de M. Baker, accepter le parrainage d'une conférence de paix selon les procédures actuellement envisagées, c'est provoquer l'inéluctable défection de l'extrême droite parlementaire, l'éclatement de la coalition au pouvoir et la tenue d'élections anticipées. M. Shamir peut être d'autant plus tenté par cette fuite en avant qu'il aurait de bonnes chances de remporter le prochain scrutin.

Dans l'immédiat, M. Shamir a un autre marché en main, que lui a fait le président Moubarak, aussitôt approuvé par la Syrie, le Liban, l'Arabie saoudite et la Jordanie : le gel des implantations dans les territoires occupés en échange de la levée du boycottage arabe d'Israël. Ces deux décisions font partie de la panoplie des *«mesures de confiance»* souhaitées par Washington pour améliorer le climat régional.

L'administration Bush n'a cessé de demander l'arrêt de la colonisation en Cisjordanie, M. Baker la tenant pour un *«obstacle à la paix»*. Et lors du récent sommet de Londres, le G 7 avait, dans un même paragraphe de sa déclaration politique, demandé tout ensemble le gel des implantations et la fin du boycottage arabe. Ce *«lien»* n'est passé inaperçu ni à Jérusalem ni au Caire, où M. Moubarak l'a repris à son compte.

Ce qui place Jérusalem dans un nouvel embarras. La levée du boycottage arabe est l'une de ses plus anciennes requêtes... mais on voit mal M. Shamir promettre un gel des implantations, sauf à sacrifier ce qui lui est le plus cher dans la doctrine du Likoud, le droit de tout juif à vivre en *«Eretz Israël»* (le *«grand Israël»*) provoquant, là aussi, à coup sûr, la fronde de l'extrême droite et des *«durs»* du Likoud.

Face à ces dilemmes, Israël pourra-t-il encore longtemps retarder l'heure du choix ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le boycottage arabe a atrophié l'économie israélienne à celle des Etats-Unis

A dates régulières, les autorités israéliennes ont lancé des campagnes auprès de l'ensemble des gouvernements européens pour les amener à se prononcer ouvertement contre le boycottage organisé par les pays de la Ligue arabe depuis le début des années 50.

M. David Lévy, ministre des affaires étrangères israélien, était encore à Bruxelles à la fin du mois de mai pour tenter d'obtenir de la Communauté une loi anti-boycottage (*le Monde* du 6 juin). Les ministres européens des affaires étrangères n'avaient pas dit non, mais refuseront vraisemblablement de s'engager contre le boycottage tant que les Israéliens n'auront pas signifié clairement qu'ils sont partie prenante d'un processus de *règlement pacifique* global au Proche-Orient.

Le boycottage de la Ligue arabe est à la fois direct et indirect. Il interdit aux pays membres de la Ligue de commercer d'une manière ou d'une *autre avec* Israël, mais il frappe également les entreprises européennes ou américaines qui ont des liens économiques avec Israël. Les cas de Coca-Cola ou de L'Oréal, inscrits puis rayés de la liste noire, sont aujourd'hui célèbres.

L'économie israélienne souffre-t-elle autant qu'elle le prétend de cette discrimination ? Les acteurs économiques israéliens ont en fait trouvé aux Etats-Unis, fidèle soutien politique d'Israël, des débouchés et des ressources qui leur faisaient défaut ailleurs. Mais il n'est pas naturel qu'un pays du Proche-Orient ne soit pas inscrit dans l'économie de sa région. Quant aux relations commerciales avec l'Europe, elles s'établissent par le biais de sociétés-écrans basées à Chypre. Mais toutes les formes modernes de coopération (« joint-ventures », prises de participations croisées, accords de recherches...) sont rendues impossibles pour toutes les entreprises européennes qui ont des marchés importants au Proche-Orient.

Y. M.

PROCHE-ORIENT

La situation en Irak et les déclarations du président américain en Turquie

Amnistie en faveur des opposants et des déserteurs

Le Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance dirigeante irakienne, présidée par M. Saddam Hussein, a décrété, dimanche 21 juillet, une amnistie générale en faveur des opposants et des militaires déserteurs – à l'exception des officiers, – a indiqué l'agence irakienne INA. Cette décision est dictée par *« la nouvelle phase de participation populaire marquée par le multipartisme et les élections dans laquelle le pays s'engage »*, a précisé l'INA. L'amnistie figure parmi les conditions posées par les dirigeants kurdes dans leurs négociations en cours avec Bagdad sur l'autonomie du Kurdistan.

Le président irakien a, en outre, réhabilité samedi les chefs de tribu, traités de féodaux dans le discours du parti Baas au pouvoir, trente-trois ans après qu'ils eurent été dépossédés de leurs terres et de leurs privilèges. M. Saddam Hussein a reconnu que *« l'une des erreurs de la révolution conduite par le parti Baas avait été de faire porter aux féodaux l'ensemble des maux de la société irakienne »*. – *(AFP, Reuter, AP.)*

M. Bush écarte une intervention immédiate de la force alliée contre Bagdad

En visite en Turquie du samedi 20 au lundi 22 juillet, le président américain George Bush s'est efforcé de rassurer les dirigeants turcs, inquiets de la présence sur leur territoire d'une force alliée de protection des Kurdes irakiens, en écartant une intervention de ces troupes dans l'immédiat.

La visite de M. Bush à Ankara et à Istanbul, trente-deux ans après celle du président Eisenhower, avait pour but principal de remercier la Turquie pour son appui durant la crise du Golfe. *« Lorsque la décision a été prise d'utiliser la force, aucun allié n'a été aussi solide que la Turquie, aucun dirigeant plus dévoué que le président Ozal »*, a déclaré M. Bush lors d'un banquet dans le cadre somptueux du palais ottoman de Dolmabahce, sur les rives du Bosphore.

Parmi les sujets qui ont dominé les discussions, la *« force résiduelle »* installée par les alliés à la frontière turco-irakienne après leur retrait de la zone de sécurité pour protéger la population kurde d'Irak, était particulièrement d'actualité. La veille, les observateurs des Nations unies avaient fait mention d'affrontements entre Kurdes et Irakiens dans les régions de Souleymanieh et d'Erbil *(lire le reportage de Françoise Chipaux ci-dessous)*. Selon le Comité international de la Croix-Rouge, ces combats auraient à nouveau causé la fuite de civils vers la frontière iranienne.

Bien que le premier ministre turc ait donné, le 18 juillet, son accord officiel pour la formation d'un détachement spécial des alliés basé sur son territoire, la Turquie – craignant de se trouver entraînée contre son gré dans des opérations hors de son contrôle – reste méfiante. M. Mesut Yilmaz avait d'ailleurs spécifié que cette unité, qui inclura un contingent turc, devra obtenir l'accord d'Ankara avant de pouvoir lancer une action contre l'Irak.

« Cette force a pour but d'éviter une répétition des événements horriblement brutaux dans le nord [de l'Irak], a déclaré le président américain. *Nous ne prévoyons pas de l'utiliser. Nous espérons que Saddam Hussein, ayant appris sa leçon, ne se lancera pas dans le genre de carnage qui avait causé notre intervention. »* Se référant aux récents combats, M. Bush a déclaré que le problème semblait en voie de solution et qu'il ne nécessitait donc pas l'intervention des alliés.

Négociations quadripartites sur Chypre

Autre sujet épineux, celui de Chypre. Le président Bush, qui avait déclaré à Athènes qu'il espérait voir la question réglée avant la fin de l'année, a quelque peu tempéré ses propos à Ankara. Refusant d'entrer dans les détails des progrès obtenus, il s'est contenté d'exprimer son optimisme et d'accorder son soutien à l'idée de négociations quadripartites, suggérée par le président Ozal.

A la fin de sa visite, M. Bush a d'autre part estimé qu'une décennie de gouvernement démocratique et d'économie de marché avait fait de la Turquie une *« étoile montante »* de l'Europe. *« Il n'y a pas de doute que la Turquie mérite d'entrer dans la Communauté européenne et dans l'Union de l'Europe occidentale, et elle peut compter sur le ferme soutien des Etats-Unis »*, a-t-il affirmé.

Pour le président Ozal, souvent contesté dans son pays, l'appui de M. Bush, qui semble sincèrement apprécier sa compagnie, est particulièrement important. Dimanche, le président américain a cependant prudemment pris le temps de rencontrer les deux principaux dirigeants de l'opposition, MM. Suleiman Demirel, du Parti de la juste voie, et Erdal Inonu, du Parti populiste social-démocrate. Alors que l'ANAP – le parti au pouvoir – est vacillant, et que des élections sont prévues au plus tard en octobre 1992, les Etats-Unis, tout en soutenant M. Ozal et le gouvernement de M. Yilmaz, n'ont pas l'intention de mettre tous leurs œufs dans le même panier.

NICOLE POPE

Etrange cohabitation à Souleymanieh

Dans l'agglomération entourée par l'armée, la police irakienne patrouille aux côtés des combattants kurdes

SOULEYMANIEH

de notre envoyée spéciale

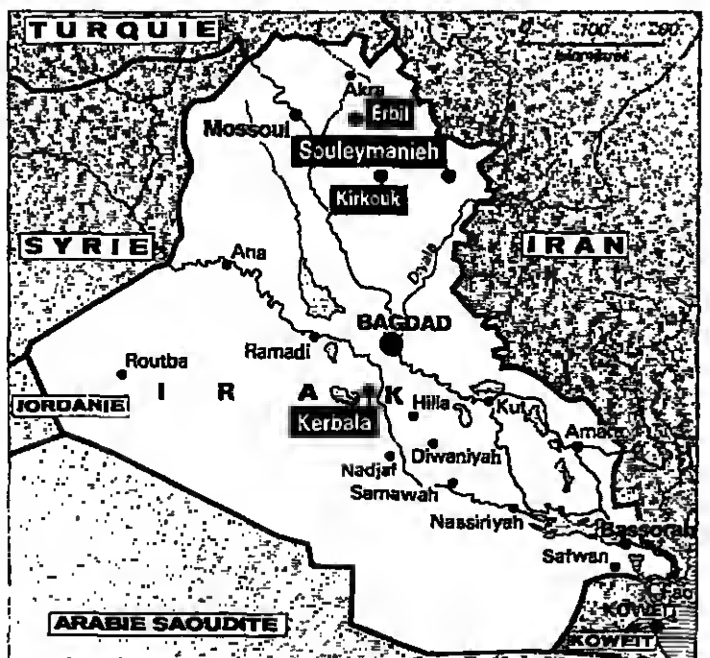
Les combattants kurdes en armes patrouillent dans Souleymanieh, d'où s'est pratiquement retirée l'armée irakienne, qui campe à ses abords. Si les traces visuelles des violents affrontements de jeudi entre peshmergas et armée irakienne ont presque disparu, mis à part quelques débris de chars calcinés et le reste de casemates éventrées, le changement d'équilibre dans le contrôle de cette ville de huit cent mille habitants est net. Devant le gouvernorat, siège du pouvoir central, les combattants kurdes montent désormais la garde à bord des traditionnels 4 x 4 des miliciens, armés d'une mitrailleuse.

Dans le bureau du gouverneur, M. Mohamed Najimeddine Naqchabandi, un Kurde, général de corps d'armée en retraite nommé il y a trois mois, trône le portrait du président Saddam Hussein. Pour cet homme affable qui semble un habitué des voyages de presse organisés par le ministère de l'information, les troubles à Souleymanieh *« ont été provoqués par des éléments venus d'Iran. »*

« Nous sommes près de la frontière iranienne, dit-il, *et ce n'est pas la première fois que cela arrive, mais la troisième. Ils ont attaqué les installations militaires, toutes les usines et ont suscité des troubles. Mais grâce à la très bonne coordination avec les partis kurdes, nous avons très vite repris le contrôle de la ville et toute l'opération a duré six heures. »* Le gouverneur n'a pas *« une idée très claire »* du nombre de morts, mais il les évalue *« entre cent et cent cinquante »*.

Ce bilan n'est-il pas très lourd pour une si brève opération ? *« Non*, répond M. Naqchabandi, *car les envahisseurs étaient habillés en peshmergas et, dans le feu de l'action, il était difficile pour l'armée de distinguer entre les combattants* [favorables à l'accord avec le gouvernement] *et les autres. »* Combien étaient ces fauteurs de troubles ? *« C'est très difficile à dire »*, affirme le gouverneur. Etaient-ils iraniens? M. Naqchabandi ne saurait l'affirmer même s'il *« est sûr que c'est l'Iran qui les a poussés »*. *« Quelques personnes ont été arrêtées »*, ajoute-t-il, mais il ignore de quelle nationalité elles sont. Et les mille deux cents prisonniers de l'armée irakienne annoncés de source indépendante? *« Il n'y a pas de prisonnier*, affirme M. Naqchabandi. *Quand les événements ont commencé, les soldats sont sortis de leurs unités »*, dit-il, ce qui pourrait signifier, comme le soulignent des témoins, que beaucoup d'entre eux ont refusé de combattre, *« et certains sont toujours manquants »*, reconnaît simplement le gouverneur. Resté pendant les troubles à son bureau qui, comme les autres bâtiments officiels, n'a pas été touché, M. Naqchabandi est aujourd'hui protégé, dit-il, par des combattants kurdes et des gardes du corps en civil du gouvernement.

Le gouverneur reconnaît toutefois que, depuis ces troubles, *« l'armée reste en dehors de la ville alors que les peshmergas sont à l'intérieur »*. La seule force gouvernementale encore présente est donc une force de police – cent cinquante hommes – qui assure des patrouilles conjointes avec une cinquantaine de peshmergas.



Si la version des événements avancée par M. Naqchabandi corrobore en tous points celle donnée le lendemain par le ministre irakien de l'information et aussi par le chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et de la délégation kurde aux négociations avec Bagdad, M. Massoud Barzani – qui n'avait toutefois pas mis en cause expressément son ancien allié iranien – se contentant de dénoncer des *« forces étrangères »* – elle est totalement démentie par les habitants.

Versions contradictoires

« Tout a commencé parce que des soldats irakiens ont tué à un barrage cinq peshmergas, affirme Massoud, un petit commerçant en saroual traditionnel. *On est tous sortis avec nos armes et la fusillade a été générale »*. Enterrées lors de la retraite des peshmergas en avril – Souleymanieh avait été le dernier bastion de l'insurrection kurde – les armes n'avaient pas été trouvées par les soldats, affirme, avec un sourire, Massoud.

En ce dimanche, jour férié en Irak en raison de la fête chiite de l'Achoura, Souleymanieh est peu animée à l'exception des permanences des partis kurdes devant lesquelles sont rassemblés des dizaines d'hommes. Aucune tension particulière n'est perceptible, mais les officiels ou représentants du pouvoir de Bagdad n'y sont vraiment pas à l'aise.

Repliée aux abords de la ville qu'elle domine, l'armée y a déployé des chars, canons pointés sur la cuvette où s'étale Souleymanieh, et, dans un repli de terrain près du siège du commandement on peut compter une dizaine de canons sans recul. Elle paraît toutefois pour le moment sur la défensive et se sent en terrain hostile.

Tout le long des 100 kilomètres qui séparent Kirkouk de Souleymanieh, on ne franchit pas moins de quinze barrages et à peu près tous les 300 mètres sur les mamelons rocailleux qui bordent la route, est posté un soldat qui tient la voie dans l'œil de son fusil mitrailleur. Des campements plus ou moins importants sont dispersés partout et beaucoup de véhicules militaires sillonnent cette route fermée à la circulation de 18 heures à 5 heures du matin depuis les événements.

Cette reprise en main de Souleymanieh par les peshmergas qui tolèrent une sorte de cohabitation avec le pouvoir central est une carte supplémentaire pour les partis kurdes dans les négociations qu'ils mènent avec Bagdad. Cette reprise pourrait permettre aux combattants kurdes qui contrôlent désormais entièrement Erbil d'agrandir cette région en leur possession à la lisière de la frontière iranienne.

Dans l'attente de la signature de l'accord avec Bagdad, les peshmergas ont, en tout cas, montré qu'ils n'étaient pas prêts à céder du terrain et que le pouvoir central devait compter avec leurs forces.

F. C.

Kerbala, ville sainte ville martyre

Suite de la première page

Dans les sanctuaires fermés au culte, des ouvriers s'emploient à réparer les très importants dégâts causés lors des troubles par l'emploi massif des chars dans un espace réduit.

A l'occasion de l'Achoura, la plus grande cérémonie du deuil chiite, qui célèbre le martyre d'Hussein à Kerbala, le pouvoir craignait visiblement les réactions des chiites et le parti Baas a été mis en état d'alerte pour contrer tout éventuel mouvement. A l'interdiction, depuis une dizaine d'années, des grandes manifestations de villageois qui marquent traditionnellement l'Achoura, se sont ajoutées cette année, celle de tenir des majlis (réunions privées au cours desquelles les participants lisent et commentent le récit du martyre de Hussein, qui s'étalent sur dix jours) comme celle de la diffusion de ce même texte par les haut-parleurs des mosquées.

Etroite surveillance

L'entrée à Kerbala est, d'autre part, particulièrement surveillée, et pas moins de quatre barrages – ceux de l'armée, de la police, des services de renseignements et de la sécurité – contrôlent les véhicules venant de Bagdad. Vingt-cinq kilomètres avant la ville, les palmeraies ravagées, arbres arrachés ou sciés, abandonnés sur place, témoignent de l'importance des moyens mis en œuvre pour venir à bout de ces troubles, qui ont quand même duré près de deux semaines en mars. Un camp militaire de fortune est toujours installé à proximité de la ville où des blindés sont visibles.

A la place de l'arc de triomphe détruit à l'entrée de la cité, une grande banderole proclame : *« L'amour pour Saddam, la gloire pour l'Irak. »* Sur les murs, les slogans hostiles à Saddam Hussein ont été recouverts à la hâte de peinture noire, et d'autres lui rendant hommage les ont remplacés, certains étant toutefois barrés de croix, une preuve que quelques réfractaires osent encore braver les omniprésentes mesures de sécurité.

Ici, l'électricité n'est qu'intermittente, et les robinets sont le plus souvent à sec. Dans les petits magasins aux vitres soufflées, les étagères sont presque vides et, sur la place du marché, où stationnent police et armée, quelques vendeurs étalent leur maigre stock. Au siège du Croissant rouge, une quinzaine de femmes en noir attendent depuis le matin une aide qui ne viendra pas encore aujourd'hui, dixième jour sans approvisionnement, assure-t-elle. La responsable affirme : *« Nous recevons en principe de l'aide pour trois mille personnes, mais plus de sept mille en ont besoin. »*

Dans un coin, un vieil homme murmure : *« Privées de leurs logement et de leur gagne-pain, beaucoup de familles ne savent plus que faire. Certaines se sont installées chez des parents ou amis, d'autres ont disparu et de toutes façons, il n'est pas bon de demander trop de nouvelles »*, avant de s'éloigner devant des regards trop appuyés.

Le nombre des arrestations, comme celui des victimes, demeurera, sans doute, à jamais inconnu et Kerbala restera comme une des pages les plus noires de la répression des chiites irakiens.

FRANÇOISE CHIPAUX

OCÉAN INDIEN

MADAGASCAR : soutenue par la population

L'opposition est déterminée à installer son gouvernement

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

Pas de repos dominical pour le Comité des forces vives qui a siégé, dimanche 21 juillet, à son quartier général du collège protestant de Rasalama, à « Tana », au cœur du vieux quartier d'Andravoahangy. Dans le vaste bureau du pasteur Richard Andriamanjato, le directeur du collège, une trentaine de personnes préparent studieusement « l'avènement de la troisième République malgache ».

Le pasteur Andriamanjato confirme que *« les forces vives sont déterminées à annoncer, lundi 22 juillet, la composition du gouvernement de transition et à installer les ministres désignés avec le soutien des fonctionnaires grévistes et de la foule »*. En s'adressant, samedi, aux manifestants de la place du 13-Mai, le professeur Albert Zafy, *« premier ministre bis »*, leur a demandé d'*« amener boissons et provisions »* au cas où il faudrait soutenir un *sit in* de protestation devant les ministères si l'armée se déploie autour des bâtiments publics.

Une inconnue de taille demeure : la réaction de l'armée. Même si plusieurs groupes d'officiers ont réaffirmé, la semaine dernière, *« leur attachement indéfectible à la République »* ou bien *« à tout pouvoir démocratique élu »*, leurs déclarations ne s'interprètent pas forcément comme un soutien au régime actuel. Le ralliement-surprise aux opposants, samedi, du général Désiré Rakotoarijaona, premier ministre de 1977 à 1988, et récent démissionnaire de l'Arema (le parti du président) a rassuré ceux qui s'inquiétaient d'une réaction hostile de la troupe.

De son côté, recevant la presse dans sa modeste villa, le général Jean Rakotoharison, nommé, il y a une semaine, *« président de transition »*, a assuré, avec un optimisme un peu forcé, que *« la passation des pouvoirs aura lieu dans le calme »*. S'exprimant sur un ton très « père de la nation », il s'est voulu apolitique : *« Mon parti c'est le peuple*, a-t-il dit, *et en répondant à son appel, je ne fais que mon devoir »*.

S'enfoncer dans la pauvreté

Aucune menace officielle n'a été proférée sauf par le premier ministre, le colonel Victor Ramahatra, qui a exhorté, dimanche, ceux qui voudraient verser dans l'illégalité de *« faire attention aux possibles heurts que leur démarche pourrait entraîner »*. Le quasi-silence du pouvoir accentue l'impression de vide politique perceptible depuis le début de la grève générale, il y a quinze jours. Il faut consulter le *Journal de Madagascar*, quotidien pro-gouvernemental, pour apprendre que *« les Malgaches semblent se résigner à subir les événements qui ne font que les enfoncer dans la pauvreté »*.

Même mutisme du côté du palais présidentiel où quelques observateurs qui y ont accès parlent *« de déphasage avec la réalité »*. Au point de décourager les médiateurs malgaches ou étrangers qui tentent encore d'instaurer un dialogue entre les deux camps. Pour le père Adolphe Razafintsalama, qui patronne le Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (FFKM) et qui cherche à préparer une conférence nationale, *« il est trop tard pour négocier un transfert du pouvoir sous l'autorité du président Ratsiraka »*. Selon lui, *« quiconque compose, aujourd'hui, avec le chef de l'Etat se compromet politiquement »*, la pression de la rue qui exige le départ du président ayant *« rendu la situation irréversible »*.

JEAN HÉLÈNE

EUROPE

YOUGOSLAVIE : alors que le retrait de l'armée a commencé en Slovénie

La présidence ouvre le dialogue sur l'avenir de la fédération

Les dirigeants yougoslaves devaient se rencontrer, lundi 22 juillet, à Ohrid (Macédoine), pour tenter d'amorcer le dialogue sur l'avenir de la Fédération alors que les violences se poursuivent en Croatie où les incidents interethniques ont fait au moins vingt-deux morts la semaine dernière. Six personnes ont ainsi été tuées au cours du week-end. L'armée fédérale a d'autre part commencé à se retirer de Slovénie.

BELGRADE

de notre correspondante

La présidence collégiale yougoslave devait siéger, lundi 22 juillet, à Ohrid (Macédoine) pour poursuivre ses travaux après la décision prise jeudi de faire se retirer l'armée fédérale de Slovénie. Les présidents des six République ainsi que les représentants du gouvernement et du Parlement fédéral, ont été conviés à cette session, qui pourrait aboutir à la signature d'un accord de paix entre tous les protagonistes de la crise. Les responsables yougoslaves tenteront en tout cas de résoudre les problèmes restés en suspens avant la reprise du dialogue sur l'avenir du pays. La question croate devrait notamment être au centre des débats.

Depuis l'annonce du retrait de l'armée fédérale de Slovénie, les réactions de mécontentement ont été nombreuses en Croatie. Le président, M. Franjo Tudjman, a estimé, samedi 20 juillet, dans un communiqué, que les principes de la déclaration de Brioni avaient été violés. *« La décision de la présidence collégiale implique* de facto *la dissociation de la Slovénie du reste de la Yougoslavie alors que la mission européenne avait obtenu à Brioni la confirmation d'un moratoire de trois mois sur la proclamation unilatérale d'indépendance. »* Néanmoins, M. Tudjman a précisé que la décision de la présidence collégiale serait *« dans l'esprit de la déclaration de Brioni si l'armée fédérale recevait l'ordre de se retirer également de la Croatie ».*

Par ailleurs, le président croate a rappelé que les autorités de Zagreb devaient être consultées pour régler les problèmes du passage des troupes fédérales en Croatie lors de leur retrait vers la Serbie et la Bosnie-Herzégovine. Les responsables croates, a-t-il annoncé, exigeront que les observateurs de la mission européenne supervisent ces opérations.

La décision de la présidence met en effet la Croatie dans une position très délicate. Non seulement l'armée fédérale reste en Croatie, mais en plus elle renforce ses effectifs en Serbie et en Bosnie-Herzégovine, c'est-à-dire au sud et à l'est de la République. La Croatie ne cache donc pas son inquiétude et tente de chercher des explications à ce brusque revirement. L'une des principales thèses avancées est celle d'un prétendu pacte entre la Serbie et la Slovénie. La Serbie laisserait, selon Zagreb, la Slovénie – qui est ethniquement homogène – quitter la fédération afin d'accélérer le processus de désintégration de la Yougoslavie et tenter ainsi de réunir, avec l'aide de l'armée fédérale, tous les territoires yougoslaves où vivent des Serbes.

« Une guerre des frontières »

Dimanche, le principal quotidien de Zagreb, *Vjesnik*, affirmait qu'en Croatie il n'était pas question de conflits interethniques entre Croates et Serbes mais d'une agression classique. *« Il s'agit d'une guerre des frontières*, continuait *Vjesnik, d'une amputation progressive des enclaves serbes de Croatie pour les rattacher à la Serbie. »*

En visite à Osijek, chef-lieu de l'est de la Slavonie, où les combats entre les forces de l'ordre croates et des civils serbes armés se sont intensifiés ces dernières semaines, le président croate a lancé, dimanche, un appel à la population serbe de cette région pour qu'elle se démarque des actions des extrémistes venus de Serbie. Il a indiqué que *« la Croatie n'a nullement l'intention de négocier avec la Serbie les territoires de l'est de la Slavonie ».*

FLORENCE HARTMANN

URSS : offensive majeure pour les réformes en Russie

M. Eltsine interdit l'activité des partis sur les lieux de travail

Par un décret prenant effet dans deux semaines, M. Boris Eltsine a interdit, samedi 20 juillet, le maintien des structures de parti au sein des administrations et des entreprises sur le territoire de la Fédération de Russie.

Le texte diffusé, samedi 20 juillet, par l'agence de presse russe RIA interdit *« la création de nouvelles structures et l'activité de partis déjà existants »*, ce qui vise avant tout le Parti communiste, les nouveaux partis n'ayant que des structures embryonnaires dans la société en Russie. L'activité politique n'est autorisée qu'*« en dehors des heures de travail et hors des locaux »* des entreprises et administrations. Les syndicats restent autorisés après accord entre *« l'administration et les collectifs de travailleurs »*, précise le texte.

Investi le 10 juillet dans ses nouvelles fonctions de président élu au suffrage universel, M. Eltsine, réalisant une promesse électorale, a lancé ainsi par décret, sur le modèle utilisé sans grand succès par le président Gorbatchev, ce qu'il n'avait pu faire adopter par son Parlement, où le poids des communistes reste fort. Son décret autorise le gouvernement russe à ouvrir des enquêtes, d'ici au 1er octobre, sur les décisions qui auraient été adoptées par des fonctionnaires *« conjointement avec des organes de partis politiques »*, et à mettre au point des *« mesures indispensables pour reclasser les responsables qui auront été libérés de leurs fonctions en application du décret ».*

Cela devrait ouvrir une phase aiguë de lutte contre les potentats du Parti communiste qui conservent, surtout dans les provinces et zones rurales, le *« rôle dirigeant »* auquel le PCUS a pourtant renoncé officiellement début 1990 avec la suppression du fameux article 6 de la Constitution soviétique.

Mais le rôle principal du Parti communiste reste celui qu'il exerce encore à la tête de l'armée, du KGB, du ministère de l'intérieur et du parquet général. M. Eltsine, évitant de décréter la dépolitisation de ces organes relevant de la compétence de la direction soviétique, recommande dans son décret au Parlement de Russie de soumettre aux députés de l'URSS un projet *de loi à ce sujet.*

M. Eltsine évite ainsi une confrontation trop directe avec M. Gorbatchev, qui avait lancé la marginalisation du PCUS mais avait dû reculer, lors du 28e congrès du PCUS l'an dernier, devant la résistance des conservateurs et des militaires. Mais sa nouvelle initiative jette de l'huile sur le feu à quatre jours d'un plénum du comité central du PCUS, où M. Gorbatchev veut faire adopter un nouveau programme du parti, renonçant aux dogmes communistes. – *(AFP, Reuter.)*

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après les révélations de la presse

L'aide financière du pouvoir au parti zoulou met en émoi la classe politique

Les révélations de la presse sur l'aide financière de la police et des services de sécurité sud-africains à l'Inkatha, le parti à dominante zouloue de M. Mangosuthu Buthelezi, ont déclenché un scandale dont personne ne peut dire, aujourd'hui, où il s'arrêtera (*le Monde* daté 21-22 juillet).

JOHANNESBOURG

de notre correspondant

Les deux 250 000 rands (550 000 francs) touchés par l'Inkatha pour mener des actions dirigées contre le Congrès national africain (ANC), ne sont que la partie visible de l'iceberg, selon M. Kobus Jordaan, député du Parti démocrate. *« J'ai la confirmation qu'environ 5 millions de rands* [11 millions de francs] *ont été donnés par le gouvernement à l'Union des travailleurs sud-africains (UWUSA), le syndicat lié à l'Inkatha, avant 1989 »*, a-t-il déclaré à la presse dominicale.

M. Jordaan avait interrogé le chef de l'Etat, le 5 mars, au cours de la session parlementaire, à propos des *« énormes sommes versées secrètement à l'Inkatha »* mais n'avait pas obtenu de réponse. C'est en revenant à la charge, le 9 avril, qu'il entendit de la bouche du président De Klerk que *« la politique du gouvernement »* n'était pas *« de financer directement ou indirectement un parti politique, quel qu'il soit ».*

M. « Pik » Botha, le chef de la diplomatie, a admis que les fonds en cause provenaient d'une caisse noire, destinée à financer de *« vastes campagnes anti-sanctions ».* Il a déclaré au *Sunday Times* qu'il avait autorisé le versement de ces fonds, gérés secrètement par son ministère, dans *« le strict cadre de la lutte contre les sanctions »* mais a refusé de dévoiler quelles sommes avaient été englouties dans ces campagnes. Le journal dominical rappelle, cependant, que, dans le budget en cours, 380 millions de rands (835 millions de francs) ont été attribués au département des finances, celui des affaires étrangères se taillant *« la part du lion ».*

M. Buthelezi plébiscité

La classe politique est en émoi. Le Parti conservateur a purement et simplement demandé la démission du président De Klerk et l'organisation rapide d'élections. Le Prix Nobel de la paix, Mgr Desmond Tutu, devant trente mille personnes rassemblées, près du Cap, pour une cérémonie funéraire, a souhaité que le chef de l'Etat se démette si une enquête judiciaire prouvait qu'il était au courant des agissements de ses ministres. Le pasteur Allan Boesak, l'un des fondateurs du Front démocratique uni (UDF), a exigé, en outre, la démission des ministres de la défense et de la loi et de l'ordre.

A gauche de l'échiquier politique, M. Don Nkadimeng, le secrétaire général de l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO), n'a pas trouvé ces révélations surprenantes. *« L'Inkatha n'est rien d'autre qu'une marionnette du régime qui, comme les autres institutions des bantoustans, est utilisée dans des opérations contre-révolutionnaires »*, a-t-il estimé.

Au cours d'une émission télévisée, le ministre de la loi et de l'ordre s'est dit satisfait que de *« telles opérations »* aient pu conduire à *« la levée des sanctions économiques ».* Il a réaffirmé qu'il démissionnerait s'il se sentait devenir *« un obstacle aux négociations »*, ce dont il ne discuterait qu'*« avec le président De Klerk ».*

Pour sa part, M. Buthelezi a continué de nier les évidences produites par le *Weekly Mail* et confirmées par le gouvernement. Il a affirmé qu'il n'avait pas l'intention de présenter d'excuses à l'ANC, ni de démissionner de la présidence de l'Inkatha, poste auquel il vient de se faire plébisciter, dimanche, à la fin de la conférence annuelle de son parti. Manière d'asseoir une nouvelle légitimité.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

ALGÉRIE

Le FLN n'a pas réussi à élire son bureau politique

Le comité central du Front de libération nationale (FLN), au pouvoir, a suspendu ses travaux, dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 juillet, sans réussir à élire le bureau politique, a indiqué le quotidien du parti, *El Moudjahid.*

De profondes divergences opposeraient, en effet, les « réformateurs » aux caciques qui reprocheraient notamment aux premiers d'avoir entériné un programme de *réformes libérales* ayant abouti, selon eux, à la *« casse »* de l'économie et à la *« clochardisation »* de la société.

Pour sa part, l'ancien ministre de l'industrie et de l'énergie sous le régime du président Houari Boumediene, M. Belaïd Abdesslam, a démissionné du comité central pour protester, semble-t-il, contre la reconduction de M. Abdelhamid Mehri, au poste de secrétaire général, tandis que MM. Abdelaziz Bouteflika et Ahmed Taleb Ibrahimi, deux des principaux ténors du parti, ont boycotté la fin de la session.

D'autre part, M. Ali Benflis, ministre de la justice du nouveau gouvernement de M. Sid Ahmed Ghozali, a été déchargé de ses fonctions *« pour convenances personnelles »*, a annoncé, dimanche, un communiqué de la présidence de la République. – *(AFP.)*

□ **SOMALIE : signature d'un accord entre six mouvements politiques.** – Les six mouvements politiques réunis à Djibouti pour une conférence de réconciliation nationale, ont signé, dimanche 21 juillet, des accords en vue de se répartir le pouvoir et de garantir la stabilité du pays. L'actuel chef de l'Etat par intérim, M. Ali Mahdi Mohamed, a été confirmé dans ses fonctions pour deux ans. Le Mouvement national somalien (MNS), qui a proclamé l'indépendance de la République du Somaliland le 18 mai, ne participait pas à cette conférence. – *(AFP).*

EN BREF

□ **ANGOLA : nomination d'un premier ministre.** – M. Fernando José De Franca Dias van Dunem, ministre du plan, entré, en décembre 1990, au bureau politique du MPLA au pouvoir, a été nommé premier ministre, samedi 20 juillet.

□ **COTE-D'IVOIRE : remise en liberté du secrétaire général du Parti socialiste.** – Le secrétaire général du Parti socialiste ivoirien (PSI), M. Bamba Moriféré, interpellé, vendredi 19 juillet, à Abidjan, a été remis en liberté après avoir passé onze heures dans les locaux de la police. – *(AFP.)*

□ **COLOMBIE : assassinat du chef d'un escadron de la mort.** – Des inconnus armés de mitraillettes ont assassiné, le samedi 20 juillet, le chef d'un groupe d'« autodéfense paysan », Henry Perez, et six autres personnes, qui prenaient part à une procession religieuse à Puerto Boyaca (150 kilomètres au nord-ouest de Bogota). Les proches d'Henry Perez, condamné par défaut le mois dernier à vingt ans de prison pour le massacre de vingt personnes en 1988, ont accusé Pablo Escobar, chef du cartel de Medellin, d'avoir commandité l'assassinat depuis la prison où il est incarcéré près de Medellin. – *(Reuter).*

DIPLOMATIE

Alors que Moscou propose une doctrine de « dissuasion nucléaire minimale »

Les Etats-Unis réduisent la liste des cibles d'attaque nucléaire

Le liste des cibles potentielles d'une attaque nucléaire américaine – qui est remise à jour annuellement – a été réduite de plusieurs milliers et les pays d'Europe de l'est en sont désormais exclus, a affirmé dimanche 21 juillet le *Washington Post*. Citant de hauts responsables gouvernementaux parlant sous couvert de l'anonymat, le journal indique que le « Plan d'emploi des armes nucléaires » (NWEP) ne répertorie plus que 7 000 cibles, contre 10 000 dans sa précédente version.

Ce nouveau plan a été élaboré à partir d'octobre dernier dans la perspective de la conclusion de l'accord START de réduction des armements nucléaires, qui doit être signé lors du « sommet » Bush-Gorbatchev à Moscou les 30 et 31 juillet prochains. Ce plan devrait subir d'autres modifications de cet ordre d'ici sa prochaine révision en octobre.

La lettre de M. Bessmertnykh

Parmi les liens des cibles soviétiques abandonnées, figurent de nombreux centres régionaux du parti communiste, encore récemment cibles prioritaires, dont l'importance est aujourd'hui jugée secondaire, parallèlement à la baisse d'influence du parti. La réduction du nombre de cibles réaulta également d'une meilleure connaissance des points faibles soviétiques et d'une meilleure précision des missiles, rapporte le *Washington Post*, citant toujours les mêmes sources.

L'URSS a de son côté proposé samedi que des consultations sur une nouvelle doctrine de *« dissuasion nucléaire minimale »* se déroulent entre les cinq puissances nucléaires sous l'égide des Nations unies. Cette proposition est formulée dans une lettre du ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, au secrétaire général du l'ONU, M Javier Perez de Cuellar, publiée par l'agence Tass.

Il s'agirait de définir *« le minimum des moyens de combats permettant à chaque partie de causer un préjudice dissuasif à la partie adverse, dans toutes les conditions possibles (...) une approche permettant d'assurer la stabilité stratégique ».* M. Bessmertnykh a précisé que la création de ce nouveau système passait par une *« réduction radicale du rôle des forces armées dans la politique des Etats et l'ouverture de la sphère militaire, ainsi que le contrôle de leurs activités ».* Enfin, selon l'hebdomadaire *Newsweek*, M. Gorbatchev aurait évoqué la semaine dernière devant les dirigeants du G7 un programme de conversion de l'industrie militaire soviétique aux activités civiles, avec l'aide de sociétés occidentales, dont le budget serait de 30 milliards à 40 milliards de dollars. – *(AFP, Reuter.)*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES SICAV DE L'UAP

L'UAP gère plus de 200 milliards d'actifs dont une partie par l'intermédiaire de 8 SICAV.
Sa gestion est marquée par trois principes majeurs : Sécurité, Rentabilité, Liquidité.

Ces 8 SICAV, à vocation différente, permettent d'offrir aux souscripteurs, soit par le biais de contrats d'assurance vie, soit en direct, une gamme de produits adaptée à leurs objectifs de placement.
Nous appliquons pour les SICAV les mêmes principes de gestion que ceux de l'UAP : sécurité, rentabilité, liquidité.
Globalement, sur les cinq dernières années, les performances de nos SICAV les situent parmi les meilleures de leur catégorie.

SITUATION AU 28/06/91				SUR 6 MOIS Indice SBF : +14% (dividende inclus) Inflation : +1%	SUR 5 ANS en rythme annuel Indice SBF : +5,8% (dividende inclus) Inflation : +3,2%	
	Catégorie (1)	Valeur liquidative (en FF)	Actif total (en MF)	Perf. %	Perf. %	Classement par catégorie
SICAV ACTIONS						
UAP-ACTIONS FRANCE	MONORY-CEA 60% minimum en actions françaises	528,63	1815	+11,4	+8,8	6/22
UAP-EDIFICANDI	IMMOBILIERES actions de sociétés immobilières	564,28	3258	+ 4,2	+4,0	3/13
UAP-INVESTISSEMENTS	DIVERSIFIEES 50% maximum en actions étrangères	426,41	1489	+15,5	+6,6	7/47
UAP-ACTIONS SELECTIONNEES	DIVERSIFIEES 30% maximum en actions étrangères	586,78	1174	+14,1	+6,2	12/47
SICAV OBLIGATIONS						
UAP-ALTO	OBLIGATIONS françaises long terme	152,05	2461	+ 6,1	+8,8	16/59
UAP-ALTEFI	OBLIGATIONS internationales	195,59	1164	+ 7,6	+6,9	7/28
UAP-MOYEN TERME	OBLIGATIONS françaises moyen terme	122,98	658	+ 5,5	-	-
UAP-1ère CATEGORIE	OBLIGATIONS françaises émises ou garanties par l'Etat	10248,50	595	+ 6,1	+6,4	20/33

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS, Tour Voltaire, 1, Place des Degrés, Cedex 58 92059 Paris La Défense (Tél. 49 07 50 50) et dans ses diverses agences.

(1) Catégories FININFO

CPM - BROUD STELLI

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Les nouvelles armes anti-feu

De la brumisation, expérimentée dans le Luberon, au pare-flamme en tissu les techniques de lutte contre les incendies de forêts se perfectionnent

NICE

de notre correspondant régional

Longtemps caractérisée par l'empirisme et la bonne volonté, la lutte contre les incendies de forêts fait désormais l'objet d'une approche scientifique. Il s'agit de mieux connaître le feu pour mieux le combattre – ou le prévenir – avec des méthodes, des matériels et des produits de plus en plus performants. Ces missions sont assumées par le Centre d'essais et de recherche de l'entente interdépartementale en vue de la protection de la forêt contre l'incendie (CEREN), installé à Valabre, près d'Aix-en-Provence. Un organisme créé il y a douze ans, mais qui a acquis sa personnalité actuelle qu'en 1989. Comprenant une dizaine de personnes, dont quatre permanents, il joue le rôle d'un « coordinateur de compétences » en collaboration avec le monde scientifique et industriel.

Grâce à d'importants moyens techniques, dont un « tunnel du feu » de grande dimension et un « tunnel thermique d'expertise et d'analyse informatique de données » – breveté, – il est à même de réaliser presque tous les tests de combustibilité. Soit pour évaluer des produits finis – il sert, alors de laboratoire d'homologation à la sécurité civile – ou pour définir de nouveaux produits. Soit pour faire progresser la recherche fondamentale et appliquée avec ses différents partenaires.

Le CEREN est chargé, en particulier, cet été, du suivi de l'expérimentation d'une nouvelle technique de brumisation. Son utilisation, la semaine dernière, dans l'incendie qui a détruit près d'un millier d'hectares dans le Luberon, a confirmé les résultats encourageants des premiers essais, effectués l'an dernier en Ardèche.

Mise au point par un ingénieur aixois, M. Aristide Kaïdonis, cette technique est issue de la recherche fondamentale, qui a montré qu'un feu se propageait essentiellement par le production de gaz très chauds (800 à 1 200 degrés), due à une réaction de la végétation à l'approche du feu sous forme de vaporisation d'essences ou d'aérosols extrêmement volatils et inflammables. La brumisation, c'est-à-dire la projection sous pression d'un brouillard de micro-gouttelettes d'eau à l'aide d'un turbo-canon, provoque un échange thermique qui abaisse la température des gaz de moitié et fait écran aux ondes de chaleur de l'incendie, à l'origine du dégazement, à distance, des végétaux.

D'autre part, elle contribue, sous l'effet du vent – qui devient un allié – à humidifier une très large zone, vingt fois supérieure, selon l'inventeur, à celle couverte par les lances des pompiers, avec une consommation d'eau quatre fois inférieure. L'expérimentation de la brumisation est réalisée, depuis le début de la campagne, avec cinq véhicules équipés de turbo-canons (1) dont trois acquis par le département des Bouches-du-Rhône et deux par l'Entente en association avec la Fondation pour la forêt méditerranéenne. La mission du CEREN est de vérifier l'efficacité réelle du procédé, baptisé Zeus, et de définir une doctrine d'emploi (en prévention ou dans la lutte en aval ou en amont du feu).

Gros porteurs

Au rayon des nouveaux matériaux anti-feu récemment testés par le centre de Valabre figurent également, un filet ignifugé fabriqué par un industriel d'Armentières et un pare-flamme en textile conçu par une société ariégeoise. Le premier, tissé en mailles carrées de 5 millimètres de côté, à partir d'une fibre de coton trempée dans un bain d'ignifugation, a cependant montré ses limites. S'il crée bien un obstacle au transport de particules enflammées, il ne constitue pas une véritable barrière physique contre le feu. Bien que son coût soit élevé, il pourrait, éventuellement, être utilisé pour la protection de dépôts d'ordures ou de campings. Le second, réalisé dans un tissu de mailles tricoté à partir d'un fil complexe obtenu par l'assemblage de divers matériaux de synthèse, a été jugé, lui, *« très efficace »* comme écran au rayonnement infrarouge d'un foyer d'incendie. Déjà employé dans l'industrie, il a ou avenir certain dans le domaine de la sécurité civile (protection de points sensibles, de véhicules, fabrication de vêtements pour les pompiers).

Dans le domaine des moyens mécanisés, le centre de Valabre poursuit, d'autre part, des essais concernant un nouveau type de canons gros porteurs (12 000 litres de capacité). Équipés pour la pose de barrières de produits retardants, ceux-ci peuvent notamment être utilisés la nuit quand les Canadairs ne volent plus, ou en attaque directe. Deux de ces engins, exploités par le département du Gard, sont opérationnels depuis le début de l'été.

Le CEREN, qui travaille, parallèlement, sur les problèmes de la protection thermique des cabines de « cameras feux de forêts » a également donné son aval à l'utilisation de nouveaux véhicules légers tout terrain dotés chacun de six mini-pompes pour la défense spécifique des bâtissements.

On verra peut-être enfin, d'ici peu, la mise en service de guetteurs automatiques de feux de forêts par détection de fumées et par infrarouges. De fabrication française, ce matériel, qui a déjà été testé dans le Var, est mieux adapté aux contraintes de relief de la région méditerranéenne que les détecteurs à laser. Mais la nécessité de créer des réseaux rend toutefois son installation onéreuse.

GUY PORTE

(1) Il existe également un brumisateur statique pouvant être installé dans les arbres ou sur des points hauts et fonctionnant d'abord en prévention.

EN BREF

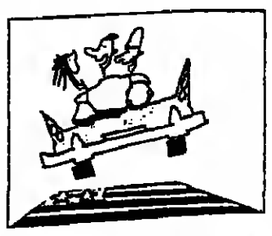
□ **Un pyromane arrêté dans le Gard.** – Après l'incendie qui a détruit la semaine dernière une trentaine d'hectares de bois dans la commune de Vallérargues (Gard), les gendarmes ont arrêté, samedi 20 juillet, un homme de vingt et un ans qui a avoué avoir allumé plusieurs feux aux alentours de la localité, *« pour s'amuser »*. Le jeune homme avait aidé les pompiers à éteindre les flammes.

□ **CRS contre écologistes à Strasbourg.** – Une centaine de CRS ont été nécessaires, dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21 juillet à Strasbourg, pour dégager l'accès d'un chantier d'abattage d'arbres occupé par des militants écologistes. Ceux-ci voulaient empêcher les bûcherons de couper une cinquantaine de marronniers sur une place de la ville où doit être construite une station de tramway. Après plusieurs heures de poursuites et de bousculades, le chantier a été bouclé et les arbres abattus. Ils seront remplacés après les travaux. Les militants écologistes reprochent au maire (PS) de la ville, Mme Catherine Trautmann, d'avoir choisi le tramway contre le projet de métro souterrain.

□ **Menace de marée noire en Australie.** – Un pétrolier grec transportant 80 000 tonnes de brut a pris feu, dimanche 21 juillet, à environ 40 kilomètres des côtes australiennes, au nord de Perth. A la suite de l'incendie, entre 10 000 et 20 000 tonnes de pétrole se sont échappées des soutes du pétrolier. C'est la plus grande menace de marée noire qu'ait jamais connue l'Australie. – *(AP.)*

Jeunesses d'Amérique

Thomas le fermier de Marcellus



MARCELLUS UPSTATE NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

A proximité des Grands Lacs, dans ces vallons couverts d'érables et de pommiers, on est fermier de père en fils. Les villages et hameaux ont conservé le nom qu'un pionnier, latiniste, leur donna voici trois siècles. Simplement, les exploitations se sont concentrées entre quelques mains, sous l'effet conjugué du progrès et du refus des jeunes de rester à la terre.

Thomas, vingt ans, un des cinq fils d'une famille d'éleveurs, sort de l'étable après la traite du soir. Il est 19 heures. Il termine une journée commencée à 4 heures. Son frère aîné prendra la relève, pour le traite de 23 heures, le troisième du jour. Dans la cour sentant le purin, Thomas se lave au jet d'eau. En dépit d'un physique de jeune premier, c'est un timide.

Morale sauve

Être fermier n'est pas du dernier cri. Au lycée déjà, les enfants de paysans rasaient entre eux. Son père, un ancien technicien d'aéronautique, s'est reconverti dans la polyculture : quelques légumes, les fourrages et une centaine de vaches laitières. Mal accepté du voisinage à ses débuts, cet agriculteur peut désormais compter sur le *« coup de main »* d'un collègue, et aux dires de ses gerçons. C'est un presbytérien convaincu, fréquentant assidûment, avec sa famille, infirmière libérale, une petite communauté religieuse très stricte.

Thomas n'a pas voulu rester dans ce climat de religiosité. Il n'habite plus à la ferme. Il partage un appartement avec d'autres apprentis dans un foyer de Syracuse, ville distante de 30 kilomètres. Les visites de jeunes filles y sont interdites.

C'est du moins ce dont se félicite son père. Le morale est sauve. Thomas ne fait aucun commentaire. Qu'importe. Il est en train de construire sa propre maison, à une centaine de mètres de celle de ses parents, sur un bout du terrain familial. Il y vivra avec sa *girl-friend*. Au village il a *« tâté de la drogue »*. Il ricane du *« laissez-aller des jeunes de la ville »*. Il se déclare *« athée »*. Il a choisi de *« vivre au grand air et de devenir son propre patron »*. Durant l'hiver, il occupe un emploi de mécanicien dans un garage, *« pour compléter »*. Il a une voiture et deux motos.

Ce soir, avant le retour au foyer et le coucher du soleil, dans la cour déserte, il répare la Honda du commis qui séjourne pour trois mois à la ferme. Celui-ci est un adolescent aux longs cheveux blonds, venu de Hollande. Là-bas, une organisation se chargea de placer des stagiaires en Amérique et au Canada. Ces futurs agriculteurs savent que ni dans leur pays ni même en Europe ils ne trouveront de terre disponible. Alors ils projettent de s'établir sur les étendues vierges d'Amérique du Sud, après s'être formé ici aux techniques les plus modernes.

La présence du commis hollandais, qui visiblement se plaît à l'étable, témoigne d'une ouverture sur la lointaine Europe. Entre fermiers, on s'apprécie. Thomas acquiesce aux critiques amères de son père. *« La Communauté européenne protège ses éleveurs et nos prix ici s'effondrent. Le GATT lui-même casse nos marchés »*, s'exclame le patriarche, brandissant un récent article de *Newsweek*. A l'entendre, *« les deux dernières années ont été catastrophiques. Les syndicats sont des incapables »*. Dans les yeux verts de Thomas passe furtivement une vague inquiétude sur l'avenir.

DANIELLE ROUARD

POLITIQUE

Selon le baromètre mensuel de l'IFOP

L'action de Mme Cresson suscite un mécontentement croissant

L'« effet Cresson » n'est apparemment pas porteur de popularité. Le sondage de l'IFOP publié dans *le Journal du dimanche* du 21 juillet (un échantillon national de 1 763 personnes interrogées du 1er au 9 juillet) fait apparaître, par rapport à *juin, une baisse de 7 points de* l'indice de satisfaction des Français en égard à l'action de M. François Mitterrand et à celle de Mme Edith Cresson.

33 % des personnes interrogées se déclarent en effet satisfaites (contre 40 % en juin) et 48 % mécontentes (contre 42 % en juin) du président de la République, qui retombe ainsi, selon cette enquête, à son niveau de novembre 1985.

Quant au pourcentage des personnes mécontentes du premier ministre, il est passé en un mois de 18 % à 37 %, soit une progression négative de 19 points; 18 % seulement des personnes interrogées se disent satisfaites de l'action de Mme Cresson (contre 25 % en juin); 45 % des personnes interrogées (57 % en juin) refusent encore, toutefois, de se prononcer.

L'Humanité : *« déception et amertume »*

Commentant ce sondage, l'éditorialiste de *l'Humanité*, Jacques Coubard, écrit notamment dans le quotidien du PCF, lundi 22 juillet : *« Le « parler cru » (pour ne pas dire grossier), l'« agir franc » ne suffisent plus à masquer la réalité. La vie devient plus dure, les acquis sociaux sont minés. L'angoisse de perdre son emploi s'étend, la violence couve dans les banlieues. Plutôt que de muscler l'économie, comme promis, on cède aux groupes japonais et on investit les richesses produites ici dans des opérations spéculatives aux Etats-Unis. (...) A poursuivre une politique inspirée des programmes de la droite, on accroît la déception, l'amertume, qui mènent à la passivité, au renoncement, qui redonnent de l'appétit à Chirac, Giscard d'Estaing et autres... »*

Le débat sur les modes de scrutin

M. Pasqua : « Les socialistes apparaîtront comme des tricheurs et des tripatouilleurs ! »

Évoquant le 21 juillet, dans une interview au *Journal du dimanche*, l'éventualité de réformes électorales, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, déclarait notamment : *« J'ai toujours pensé que les socialistes feraient le forcing pour changer les règles du jeu puisqu'elles ne leur sont plus favorables. Ils ont toujours été mauvais joueurs. Leur démarche est d'autant plus aberrante que, pour les élections régionales, qui sont à la proportionnelle, ils veulent un scrutin majoritaire. Et pour les cantonales, c'est l'inverse. Mais, quels que soient les modes de scrutin, ils seront battus, car ils apparaîtront comme des tricheurs, des truqueurs et des tripatouilleurs ! »*

L'ancien ministre de l'intérieur ajoutait : *« Vouloir faire un scrutin au niveau régional et non plus départemental pourrait avoir d'autres conséquences : l'unité nationale pourrait être menacée avec l'apparition de véritables duchés. C'est le vieux rêve de l'Europe des régions sans les Etats ».*

Une fête champêtre du Front national

M. Le Pen s'en prend aux médecins togolais et aux fils de harkis

ORLÉANS

de notre correspondant

M. Jean-Marie Le Pen, qui participait à une fête champêtre du Front national, dimanche 21 juillet, à Montereau, près de Lorris (Loiret), s'est encore longuement exprimé sur l'immigration, en présence d'un millier de militants.

Le chef de file de l'extrême droite a notamment déclaré : *« Quand ce brave monsieur Yarmanne a été nommé secrétaire d'Etat, j'ai dit que je ne comprenais pas bien ce qu'il faisait dans notre gouvernement. Parce qu'il est ingénieur des mines, et que la Bretagne n'a pas besoin d'ingénieurs des mines... Et puis, a ajouté M. Le Pen, je tiens cela de l'ambassade du Togo, il y a quatre-vingt-douze médecins togolais installés dans la région parisienne. Mais oui ! Comme il y a dans nos universités de plus en plus de professeurs étrangers, près de cent professeurs maghrébins à l'université de Lille... Alors ces quatre-vingt-douze médecins togolais prennent la place de quatre-vingt-douze médecins français... Et l'on envoie là-bas des coopérants français... Ne serait-il pas plus simple qu'ils repartent au Togo pour soigner leurs compatriotes ? Il est vrai que c'est sans doute moins confortable. Mais je le dis franchement, notre préoccupation n'est pas le confort de jeunes médecins togolais. Et je dis cela, mesdames et messieurs, parce que l'homme qui vous parle est né dans une maison où le sol était en terre battue... Et puisque c'est la mode de parler cru,* a encore dit M. Le Pen, *s'il y a des gens qui ne sont pas contents de la façon dont ils sont traités chez nous, eh bien, qu'ils s'en aillent. ».*

Le président du Front national a ensuite parlé des fils d'anciens harkis en disant qu'il éprouvait *« plus de compassion pour les pères que pour eux-mêmes. Il faudrait qu'ils apprennent,* a-t-il dit, *que le destin se forge avec son courage et avec ses bras. Mon grand-père ne savait ni lire ni écrire et il a commencé sa vie à travailler à l'âge de cinq ans en gardant les vaches pour qu'on lui donne de la soupe ».*

« Bluff médiatique »

A propos des mesures envisagées par le gouvernement pour lutter contre l'immigration clandestine, M. Le Pen a affirmé : *« Qu'ai-je dit au soir du discours délibérément provocant de Mme Cresson ? J'ai dit qu'il s'agissait d'un bluff médiatique destiné à provoquer un tollé dans les milieux humanitaires, complices du pouvoir, tollé à l'abri duquel on allait pouvoir régulariser ... C'est exactement ce qui est en train de se faire. Il n'y a pas eu de charter mais, en revanche, officiellement, régularisation de quinze mille clandestins... Quinze mille, cinquante mille ou cent mille, vous n'en saurez jamais le chiffre, on ne sait pas puisque l'administration elle-même n'est pas capable, à un million près, de dire combien il y a de clandestins en France ».*

Enfin, le président du Front national a déchaîné les rires en affirmant : *« Je me marierais avec un homosexuel, noir et juif, qu'on estimerait que je n'ai pas encore apporté la preuve que je n'étais pas raciste ».*

RÉGIS GUYOTAT

Réunis dans le Gard

Des fils de harkis réclament un secrétariat d'Etat spécifique

« Nous demandons la création d'un ministère ou d'un secrétariat aux harkis, sinon, tout dialogue restera impossible », a déclaré, samedi 20 juillet, en fin d'après-midi, le porte-parole d'une centaine de fils d'anciens harkis réunis à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard) dans le but de constituer les bases d'une coordination nationale.

Ce porte-parole, M. Hacène Arfi, qui avait conduit, à la mi-juin, l'occupation de la mairie de cette localité, a lancé un *« ultimatum »* au gouvernement : si d'ici à mercredi, Mohamed Bekram, le fils de harki emprisonné à Nîmes après avoir tiré le 8 juillet sur un gendarme, à Saint-Laurent-des-Arbres, n'est pas libéré, *« barrages et troubles recommenceront ».*

Ce groupe a en outre décidé que la nouvelle coordination nationale constituée par ses soins serait provisoirement dirigée par la communauté de Fumel (Lot-et-Garonne). Deux avocats, Me Nicolas Bedel, du barreau de Montpellier, et Gilbert Collard, du barreau de Marseille, qui assistent les fils d'anciens harkis dans les procédures judiciaires en cours, ont participé à cette réunion. Ils ont indiqué qu'ils déposeraient une demande de libération pour Mohamed Bekram, se pourvoiraient en cassation pour exiger la levée de la mesure de contrôle judiciaire frappant M. Amar Boneif depuis le 18 juillet, et demanderaient une enquête à la Cour des comptes au sujet des attributions des fonds alloués en principe aux anciens harkis depuis 1962.

Une élection cantonale partielle

SEINE-MARITIME : canton de Cany-Barville (1er tour)

Inscr., 6 248 ; vot., 3 577 ; abst., 42,74 % ; suff. expr., 3 433.

MM. Didier Jouanne, div. d., 830 voix, 24,17 % ; Pierre Mius, div. g., 638, 18,58 % ; René Vimont, div. d., 546, 15,90 % ; Emile Canu, div. g., 489, 14,24 % ; Gérard Tassel, div. d., 345, 10,04 % ; Jean-Jacques Carpentier, 223, 6,49 % ; Jean-Marc Coblence, 148, 4,31 % ; Michel Masdehrieu, PC, 121, 3,52 % ; Patrick Dupin, écol., 93, 2,70 %. *Ballottage.*

Il s'agit de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Robert Gabel, UDF-rad. La participation a été faible malgré la variété des candidatures se réclamant de l'opposition nationale et de la majorité départementale conduite par M. Jean Lecanuet, CDS, président du conseil général. En tête du ballottage, M. Didier Jouanne est personnellement soutenu par M. Lecanuet. Il devance nettement M. Pierre Mius, maire divers gauche de Sasseville.

La surprise vient de la progression de la gauche dans son ensemble. La fédération du PS n'ayant pas désigné de candidat officiel, MM. Mius et Canu, qui se réclament tous deux de la majorité présidentielle, totalisent 32,82 % des suffrages, et surtout plus de suffrages que le seul candidat PS de 1985 qui n'en avait recueilli que 18,96 %. Le PC, en revanche, perd 2,09 points et le candidat des Verts ne réalise qu'un score médiocre dans ce canton situé sur la zone nucléaire de Paluel.

Le second tour opposera M. Jouanne à M. Mius qui sont les seuls à avoir franchi le seuil de 10 % des inscrits mais le résultat final n'aura aucune incidence sur la composition de l'assemblée départementale.

En mars 1985, le siège avait été pourvu au premier tour de scrutin. Les résultats avaient les suivants :

Inscr., 5 948 ; vot., 4 352 ; abst., 26,83 % ; suff. expr., 4 187. M. Robert Gabel, UDF-rad., 2 853 voix, 68,13 % ; Me Annick Engels, PS, 794, 18,96 % ; MM. Roland Rico, FN, 305, 7,28 % ; Francis Leroux, PC, 235, 5,61 %.

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

Le Tour de France des enfants des cités

Caravanes de banlieues

« Ils se foutent vraiment de nous ! » Sans aucune compassion pour le commissaire Dubarry, malade, Gigi, vingt et un ans, tire la conclusion d'un débat avorté. Les jeunes de Noisy-le-Grand attendaient un dialogue avec les autorités de la ville : seul le commissaire sera venu, courageusement, affronter la révolte de ses interlocuteurs. Mme le maire (Mme Françoise Richard, RPR), qui avait pourtant promis sa présence, a fait faux bond.

La caravane de l'Organisation des banlieues unies (OBU), filiale de SOS-Racisme, passait jeudi 18 juillet à Noisy-le-Grand, (Seine-Saint-Denis), accueillie par l'association locale Stop-Ghettos. Créée en décembre dernier au lendemain des émeutes de Vaulx-en-Velin par des militants de SOS-Racisme, l'OBU a sat choisi un emblticux slogan : *« Nous sommes les vrais interlocuteurs parce que nous sommes les vrais acteurs. »* Forte d'une centaine de membres, représentent quelque soixante-quinze villes, l'OBU e lancé trois caravanes à travers la France jusqu'au 5 août .

« Soyez cool »

A chaque étape, démonstrations sportives et concerts de rap accompagneront les débats entre jeunes et représentants des mairies, de la police. *« Nous voulons aider les jeunes des cités à s'organiser, pour qu'ils puissent devenir les interlocuteurs des pouvoirs publics,* explique Fodé Sylle, l'un des fondateurs. *Trop souvent, les municipalités ne dialoguent qu'avec les associations para-municipales et ignorent les petites associations du quartiers. »* Parce que l'union fait la force, les caravanes de l'OBU permettront à des jeunes de différentes cités de se rencontrer, de confrontar leurs expériences. Fodé croit fermement qu'il est possible, en les impliquant dans la vie et l'animation de leur quartier de trouver une *« solution à la violence »*. C'est aussi le *« message »* que veulent faire passer les rappers de Zone X, qui feront la tournée aux côtés de RAZ. D. et DSK. *« Soyez cool,* prêche ainsi Gabriel. *Moi aussi, j'étais dans une bande, à la cité des Effes d'Athis-Mons. Mais à vingt ans, il faut se calmer. »* Gabriel a renoncé à la « bastons après avoir rencontré le prison. Aujourd'hui il a repris des études, et, surtout, il rappe.

Ce n'est pas un hasard si l'OBU emmène des rappers dans ses bagages : *« Le rap est un moyen pour ces jeunes de structurer leur discours,* dit Fodé, *ce qu'ils n'arrivent pas à faire autrement. »*

Jeudi soir, ceux de Noisy-le-Grand ont tenté de faire comprendre au commissaire Dubarry leur *« galère »* dans une ville où le seul local existant est fermé après 20 heures, et, réservé aux moins de dix-huit ans ; une ville où, en avril dernier, ils se sont *« fait cherger par les keufs »* après avoir organisé un concert sauvage. Peu satisfaits des réponses du policier, qui invoquait les plaintes des riverains, Gabriel, Daoud, Slimane et leurs « potes » seront, une nouvelle fois, recouru au rap pour raconter la cité.

SYLVIE DERAIME

IMMIGRATION

Manifestation contre la « double peine »

Les larmes des filles de Myriam

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a déclaré, samedi 20 juillet à Châtenay-Malabry, à l'université d'été de SOS-Racisme : ***« Il n'est pas question de remettre en cause le droit d'asile tel qu'il est défini par la convention de Genève, ni de revenir sur la situation des étrangers en situation régulière. (...) L'intégration, cela veut dire faire en sorte qu'en France tous puissent participer à la vie de la société. Et ce n'est pas seulement l'action d'un ministère qui aboutira à cela, mais l'action de la société tout entière. »*** **Au même moment, une quinzaine de militants du Comité contre la double peine manifestaient devant le ministère de M. Bianco. Ils ont été interpellés par la police et retenus pendant deux heures et demie pour un contrôle d'identité.**

Il n'y e pas eu d'excès de zèle. « Juste le foren ntrietement nécenseire », e dit le policier chargé de fsire plece nette, samedi 20 juillet, devant le ministère des effaires socieles, à l'heure précisément où M. Jean-Louis Bianco s'expliquait devant ses anciens « potes » de SOS-Racisme. Ils étaient une quinzaine de manifestants, venus à l'appel du Comité contre la double peine, crier leur détresse face aux situations individuelles qu'ils jugent inhumaines : les peines de prison assorties d'interdictions du territoire français, pour des étrangers résidant en France depuis longtemps et renvoyée dena leurs pays d'origine, dont le plus souvent ils ne conneissent pas la langue et où ils n'ont plus d'attaches. Qu'importe que, dans le dispositif présenté le 10 juillet par Mme Cresson pour maîtriser l'immigration, le gouvernement eit annoncé une modification de la loi, le comité n'entend pas baisser se garde. Il veut faire bouger les choses, et vite. Alors, comme ils l'avaient déjà fait le 14 juillet aux abords de l'Elysée, ses militants ont déployé quelques banderoles et sorti des sifflets qui vrillent les oreilles. Mais la ministère des affaires sociales reste clos, et sourd. Il ne se trouve eucun conseiller technique pour les recevoir. Le dispositif policier – plusieurs cars, des gardiens de le peix retranchéa derrière des barrières mételliques, des commissaires bardés de talkies-walkies – est impressionnant.

Myriam était venue avec ses deux filles : leur mari et père est en prison, où il termine une peine de cinq ans pour trafic de stupéfiants. Il devrait sortir dans deux mois, et être immédiatemnnt expulsé vers la Tunisie. *« Il ne partira pas. Je m'accrocherai aux roues de l'avion, s'il le faut, mais on ne peut pas priver mes quatre enfants de leur père »*, hurle Myriam. Les petites filles sortent leur passeport français, et se mettent à pleurer, lorsque, en n'usant que de la force *« strictement nécessaire »*, les policiers les poussent dans le car qui les embarque vers le commissariat. Deux heures et demie plus tard, elles se retrouvent sur le trottoir. Elles ont séché leurs larmes et rangé leur passeport français. C'éteit leur premier « contrôle d'identité. »

AGATHE LOGEART

□ **Un « commando Charles-Martel » revendique l'incendie du local d'une amicale algérienne en banlieue parisienne.** – Un « commando Charles-Martel » a revendiqué, dimanche 21 juillet, la responsabilité de l'incendie qui s'était déclaré, dans la nuit du samedi 20 au dimanche 21, dans une petite salle de réunion servant d'ordinaire à une amicale d'Algériens de Bondy (Seine-Saint-Denis). L'organisation d'extrême droite, qui s'est sussi appelée « club » ou « groupe Charles-Martel », avait revendiqué plusieurs attentats contre des intérêts algériens ou des organisations d'immigrés originaires du Maghreb, de mars 1973 à mars 1986, notamment à Marseille et à Paris.

« Ils » ont gardé le Larzac...

Suite de la première page

Ce fut – magie des chiffres – le serment des Cent trois. Il y avait de l'Astérix dans l'air. Ou du *Jacquou le Croquant* à la télévision. Ou de la Jeanne – Jeanne de Domrémy – face à ce défi : *« Quand je reviens sur le Larzac, je ne peux m'empêcher de penser à Dieu »*, écrivait, l'autre jour encore, un touriste dans le livre d'or de la Jasse.

Après quelques marches de protestation sur Millau et Rodez, puis un jeûne de Lanza del Vasto, les paysans du Larzac ont choisi de porter leur combat sur le plan national. *« C'était quitte ou double, mais c'est nous qui avons décidé »*, se souvient l'un des leurs, Guy Tarlier, celui que les partisans de l'extension du camp appellent aujourd'hui, en raison de ses sympathies socialistes, *« le préfet du Larzac »*. Ce n'est pas *« quitte »*, ce n'est pas *« double »*, c'est dix, cent, cent mille. La France marche : les maoïstes, les scouts, les non-violents, les enseignants, les chrétiens, les évêques, les socialistes, les zonerds, les syndicalistes, plus quelques militaires contestataires, cela finit par faire du monde lors des rassemblements organisés, l'été, sur le plateau.

Vivre au pays

La France, cette France-là, se met, progressivement, à l'occitan. *« Gardarem »*, « nous garderons ». Deuxième leçon : *« Volem viure al país »*, « nous voulons vivre au pays ». Ils sont nombreux, tout à coup, à Paris, à Lyon, à Bordeaux, à vouloir *« viure al país »*. Dans une lettre aux paysans du Larzac, en 1978, Sartre retrouve les accents haletants d'André Malraux pour saluer *« la plus belle lutte de notre vingtième siècle »*. A peu près au même moment, un autre vieux monsieur, anonyme celui-là, offre secrètement aux Cent trois deux lingots d'or, pliés dans du papier journal, pour les aider à vivre *« al país »*. C'est la lutte du pot de terre contre le pot de fer, et la France, un rien tourneboulée, prend alors, inexplicablement, fait et cause pour Perrette et le pot au lait.

Vingt ans plus tard, le Larzac a pourtant laissé des blessures chez ceux qui ont vraiment souffert de la non-extension du camp. Des commerçants, pour la plupart. *« Les journalistes, vous êtes tous payés pour écrire des mensonges... Le Monde? C'est pire que tout! Parce que l'armée, c'est notre outil de travail, vous comprenez? Moi, je préfère être envahie par les militaires que par les bougnoules »*, s'écrie la patronne du Cévenol, un ancien café, situé juste en face du camp militaire, et reconverti par la force des choses en restaurant.

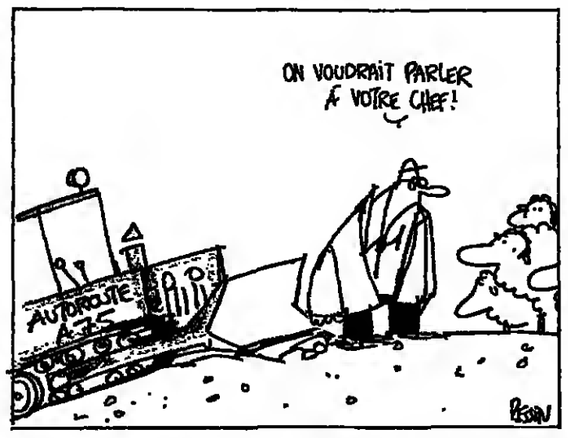
Pendant « la lutte », il est vrai, les partisans du camp n'avaient pas su se faire entendre, ou peut-être – comme ils l'assurent aujourd'hui – étaient-ce les médias qui n'avaient pas voulu les écouter. *« Ils étaient légalistes, même dans leurs formes d'actions,* explique M. Jacques Godfrain, député RPR *« du Larzac »*, comme il aime à le dire lui-même. *Et puis n'oublions pas les menaces, parfois mises à exécution : mes deux prédécesseurs, dans la circonscription, ont vu leurs maisons plastiquées par les non-violents d'aujourd'hui. »*

A cause des *« cheveux »*, des *« griffonnés »*, six bistrots de La Cavalerie, « la capitale du Larzac », ont préféré fermer depuis cette époque, de même que le coiffeur, un pressing, une boucherie et, plus récemment, l'Hôtel des Voyageurs. *« En 1971, il n'y avait que des cailloux. En 1991, il n'y a que des cailloux. Dans dix ou vingt ans, il n'y aura que des cailloux »*, soupire M. Robert Muret, cadre au Crédit agricole et tenancier du Café de l'Avenir. *« Ah! Pour le 14 juillet, il y en avait des caméras pour leur rendre hommage,* dit-il encore en montrant sur les murs de son établissement quelques-uns des écussons de la division Daguet, laissés là, sous vitrine, parmi plus de mille cinq cents pièces de collection léguées par les régiments de passage. *Les militaires n'ont en somme que le droit de verser leur sang, mais pas celui de tenter de le préserver en s'entraînant comme il convient. »*

Un très beau scénario

Dans le camp d'en face, celui des invraisemblables vainqueurs, on mesure, en revanche, avec satisfaction *« les acquis de la lutte »*. *« On avait un très beau scénario : le berger contre le militaire. De bons acteurs, y compris Michel Debré dans le rôle du méchant. Et un public qui n'attendait que ça »*, se souvient une Larzacienne venue de l'Aisne en 1970, Elizabeth Baillon, désormais adjointe au maire de Millau. *« Vive l'immigration, vive les métinges, vive l'intégration !* jubile, de son côté, Guy Tarlier, un rien provocateur. *Le plus beau résultat de la lutte, ce sont les enfants des écoles ! »*

Dans l'école primaire de L'Hôpital, créée de toutes pièces en 1973, au nord du plateau, il y a en effet quarante-cinq enfants, aujourd'hui. Et ils sont, paraît-il, beaucoup plus éveillés que les autres lorsqu'ils arrivent au collège de Millau : tout récemment encore, la fille d'un ancien objecteur a pu faire éclater, sans dommage, un vieux stock de boules puantes, puisé dans le grenier de son père. *« C'est un reste de la lutte du Larzac »*, a-t-elle expliqué simplement chez la surveillante générale...



Dans un contexte général de désertification rurale, le nombre d'exploitants agricoles a légèrement augmenté (119 contre 107, il y a vingt ans), tandis que le nombre d'emplois non agricoles a pratiquement été multiplié par dix dans la même période. Il a pourtant fallu près de quatre ans, après la décision de M. Mitterrand de renoncer à l'extension du camp, pour que le problème foncier soit enfin réglé. En dix ans, l'Etat avait tout de même acquis quelque 6 300 hectares. Comme il ne pouvait être question de les rétrocéder aux anciens exploitants – des fermiers, pour la plupart, – une solution originale fut peu à peu trouvée, sous l'influence des paysans-travailleurs.

Il s'agit de la Société civile des terres du Larzac (SCTL), qui loue les terres à l'Etat, puis qui les sous-loue aux fermiers ou aux résidents non agricoles jusqu'à l'âge de leur retraite. *« Nous avons prévu un système d'indemnités pour ceux qui sont ainsi contraints de partir. Cela favorise les investissements: on les évalue entre 150 000 et 400 000 francs, selon les exploitations, depuis 1981 »*, précise José Bové, un ancien squatter de Montredon, devenu membre du comité national de la confédération paysanne et président de la SCTL. *« Il n'y a pas d'autre exemple de gestion collective de l'espace rural, sauf peut-être en Nouvelle-Calédonie. »*

La « cazelle » de Kanaky

Mais, précisément, cela ne doit rien au hasard. Les paysans du Larzac et les Kanaks eurent le même avocat montpelliérain, Me François Roux. Au moment des accords de Matignon, Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné étaient accueillis dans des fermes du plateau pour s'y reposer. *« Yé-yé se roulait dans l'herbe en arrivant ici, et, le matin, il se levait très tôt pour voir le soleil se lever sur la brousse »*, se souvient Marizette Tarlier, qui fit quinze jours de prison, pendant « la lutte ». Cet été, une « cazelle », un abri de bergers, sera inaugurée sur le terrain de Kanaky, en souvenir du combat des indépendantistes et de leurs deux chefs assassinés au printemps 1989 (1).

Vingt ans après, le Larzac reste une terre rebelle, ouverte sur l'univers. Pas plus tard qu'au mois de mai dernier, le centre de recherche sur la non-violence du Cun du Larzac a ainsi organisé les Assises de l'objection. Ses animateurs ont aussi effectué différentes missions, non seulement en Nouvelle-Calédonie, mais au Maroc, au Guatemala, au Liban, au titre, comme on dit ici, du *« retour de la solidarité »*.

« Par rapport à la lutte, on fait peut-être figure d'endormis, mais par rapport à l'extérieur, on fait toujours figure d'excités », assure Léon Maillé, un « pur porc » – comme on disait, à l'époque, des paysans originaires du Larzac – devenu l'un des principaux animateurs du mensuel *Gardarem lo Larzac* (2). Quand, voilà deux ans, des exercices de tir ont entraîné l'incendie de 400 hectares de terres, la « tribu des Larzac » a de nouveau envahi le camp, en attendant de recevoir les excuses des militaires. *« Cela nous a fait quelque chose,* rapporte l'un d'eux, nostalgique. *Il y avait si longtemps que ce n'était pas arrivé. »* Depuis 1987, « les Larzac » tiennent pareillement toute leur place dans la nouvelle lutte menée contre la politique de maîtrise de la production de lait adoptée par les industriels de Roquefort.

« Dire ce qu'on pense »

Plus modestement, il s'en trouve toujours un pour abriter, dans un petit théâtre, aménagé grâce à la coopération bénévole du syndicat CFDT de l'inspection du travail de Marseille, le groupe de rock local – les Taxus-Baccata (3) –, uniquement formé de « vieux-durs », de nouveaux éleveurs du plateau spécialisés dans la viande d'agneau. Et il s'en trouve toujours un autre pour accueillir, grâce aux anciens réseaux militants, un groupe d'étudiants biélorusses, invités en France par Peuple et culture, ou une colonie de vacances de Paimboeuf. *« Ça faisait un bout de temps que j'entendais parler du Larzac »*, raconte Stéphane, l'un des moniteurs, à l'heure du petit-déjeuner, à la ferme de la Salvetat. *« Ouais, tu parles, on peut même pas faire du skate »*, ronchonne, au même moment, un môme devant son bol de chocolat.

« Ici, on ne parle pas de voisins, mais de copains, témoigne un autre « pur porc », Pierre Burguière. *Le Larzac, ça nous a révolutionnés ! On a pourtant été choqués, au début, de les voir se promener à poil sur le plateau, mais ce que l'on a appris, c'est le pluralisme, le pluralisme multiplié par dix. Ça ne fait rien si on continue de vivre avec cinq ou 5 000 ou 6 000 francs par mois, tant qu'on reste habitués à dire ce qu'on pense. Parce que moi, quand je retrouve des anciens de la JAC* [Jeunesse agricole chrétienne], *on n'a plus grand-chose à se dire. »*

Pourtant, la « tribu des Larzac » n'a guère bougé lorsque, ces derniers temps, elle a vu approcher de ses terres le projet d'autoroute A-75, destiné à relier Clermont-Ferrand et Montpellier, mais surtout à doubler l'axe de la vallée du Rhône et à faciliter les liaisons entre l'Espagne et l'Europe du Nord. Il y a bien sûr les « pour », comme Gérard Deruy, le maire socialiste de Millau, et les « contre », comme Alain Desjardin, un ancien permanent de la CFDT et du PSU, reconverti dans le foie gras, la confiture de framboise et l'accueil en milieu rural.

Ces deux-là, anciens de « la lutte », vont même devoir s'affronter, sur ce dossier, aux prochaines élections régionales : le premier sur la liste du PS, le second sur celle des Verts. Mais « les Larzac » ont jugé, cette fois, qu'il était *« utopique »* de s'opposer au principe de l'autoroute. Les clivages traditionnels ont repris le dessus.

Du côté de la Pezade, au sud du plateau, où les travaux en cours font une longue saignée dans la terre rouge du causse, les panneaux d'information des services de l'équipement se montrent, il est vrai, si apaisants : comment *« fondre l'autoroute dans le paysage »*, pour qu'il *« s'harmonise avec les grands espaces du Larzac »* ? Eh bien, par exemple, en supprimant les glissières de sécurité, en concevant un dallage qui symboliserait la voie romaine, ou encore grâce à des bassins de réception des eaux, qui pourraient être aménagés en « lavognes », ces réservoirs entourés de dalles de pierre et destinés au rafraîchissement des brebis. On songe, devant tant de prévenances, à cette explication de M. Mitterrand lorsqu'une vieille paysanne de La Blaquière l'avait remercié, bien des années plus tard, pour sa décision de 1981 : *« C'est que, madame, je ne pouvais pas faire autrement. Vous aviez tous un si mauvais caractère... »*

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Le Larzac fête les vingt ans de sa lutte par une série de rencontres, débats, expositions et concerts organisés du 15 au 18 août. Programme complet sur demande aux Rencontres du Larzac, Potensac, 12100 Millau. Tél. : 65-60-62-33.

(2) L'histoire complète de la lutte du Larzac n'est rassemblée que dans un seul ouvrage, *Crisis and commitment* (à paraître), dû à des ethnologues américains, Sonia et Alexander Alland Jr., professeurs à l'université de Columbia.

(3) *Taxus baccata* : nom latin de l'if commun, un conifère pouvant vivre jusqu'à mille cinq cents ans. Il est utilisé pour soigner les boutons sur le museau des moutons.

Selon le Centre d'études des revenus et des coûts

Deux mères sur trois exercent une activité professionnelle

Selon une étude du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC), le système français d'aide pour la garde des enfants favorise le travail des femmes.

En France, le nombre de femmes qui s'installent sur le marché du travail ne cesse de croître. Actuellement, deux mères de famille sur trois exercent une activité professionnelle, le plus souvent à temps plein, ce qui n'est pas toujours le cas chez nos voisins. Une étude du CERC, publiée ce mois-ci, montre que, malgré bien des imperfections, le système français prévu pour la garde des enfants facilite ce genre de choix.

Le CERC constate que, contrairement à ce qui se passe en Suède, au Danemark, au Royaume-Uni ou en RFA, les Françaises boudent le travail à temps partiel (en 1989, il n'y avait que 16 % des femmes ayant des enfants à charge à choisir cette formule). Est-ce parce qu'elles ne veulent pas sacrifier leurs ambitions professionnelles ? Cela n'est pas impossible, le Centre souligne toutefois l'impact que peuvent avoir les mesures de prestations sociales, les impôts, l'organisation de la scolarité. Le Royaume-Uni est, par exemple, le pays où les femmes optent le plus fréquemment pour le travail à temps partiel, mais c'est également celui qui a décidé les incitations fiscales les plus importantes : ni les employeurs, ni les salariés ne paient de cotisations sociales si la rémunération brute ne dépasse pas 460 F par semaine. Les femmes en usent dès le premier enfant et continuent à travailler à temps réduit une fois les enfants élevés.

Alors que dans la plupart des pays, les structures n'accueillent les enfants qu'à partir de cinq ou six ans, en France, l'école maternelle est publique et gratuite à partir de trois ans : 95 % des enfants en profitent (40 % des deux à trois ans). Différentes aides financières permettent aux mères de famille françaises de suspendre temporairement leur activité professionnelle, mais elles sont surtout intéressantes pour les femmes ayant un revenu peu élevé.

En conclusion le CERC estime que *« le système français offre des moyens divers pour résoudre les difficultés de garde. Il n'incite pas au travail à temps partiel mais facilite la suspension d'activité pour les mères de familles nombreuses ayant des enfants en bas âge et un revenu d'activité bas. Il allège aussi les frais de garde des enfants et offre des aides sans conditions de ressources, permettant ainsi aux femmes dont les salaires sont plus élevés ou qui ont des ambitions de carrière de continuer à exercer leur profession ».*

Ch. Ch.

□ **L'affaire du Musée Jacquemart-André : inculpation de Mme Lydie Huyghe.** – Mme Lydie Huyghe a été inculpée, le 14 juin, a-t-on appris le 22 juillet, par M. Jacques Clavière-Schiele, juge d'instruction, d'abus de confiance et de complicité de détournement de fonds publics dans l'affaire du Musée Jacquemart-André dont elle est le conservateur. Elle a été laissée en liberté, placée sous contrôle judiciaire, avec obligation de ne pas se rendre au musée, dont la gestion est assurée par l'Institut de France.

Avignon

de nos envoyés spéciaux

MARC ENGUERAND

Voilà le Festival entré dans son second cycle. A partir de ce lundi, les danseurs de William Forsythe inscrivent sur les murailles de la Cour d'honneur le dessin tourmenté de leurs corps, de leurs jambes nerveuses. Ils se produisent pour la première fois en plein air. Le théâtre est toujours présent, et Georges Lavaudant prépare son Chantier de Théâtre Ouvert. Peter Brook fait un malheur avec *la Tempête*, publie un livre, séduit le public pendant les traditionnelles rencontres au Verger. Le théâtre religieux chiite, le Tazieh, inaugure le programme iranien et croise la tradition de la parole perpétuée par Edmond Jabès, poète juif.

Les sabres et les mots

Tradition chiite et tradition juive se croisent à Avignon

Le Tazieh, tragédie religieuse des chiites iraniens ; et un montage de textes imprégnés de la tradition juive : le Festival propose deux manifestations de l'imagination créatrice avant que *« l'art profane devienne rival de l'art religieux »*, comme dit André Malraux, manifestations qui, toutes deux, quoique actuellement de pays adversaires, sont la preuve d'une autre proposition de Malraux : *« L'art est la réponse à l'interrogation que pose à l'homme sa part d'éternité. »*

La tragédie religieuse iranienne a pour origine, comme la tragédie grecque ou celle de Shakespeare, un détournement de pouvoir : Ali, chef des chiites, gendre et cousin du prophète Mahomet, se ressaisit du pouvoir dont s'étaient emparés trois califes. Il est assassiné en 651. Son fils, Hossein, réunit des fidèles. Armée, femmes et enfants sont exterminés le 10 octobre 680, à Karbala, par les troupes du calife de Damas. La sépulture d'Hossein va devenir, pour les chiites, le lieu de leur pèlerinage.

Le Tazieh a chaque fois, en tout ou partie, l'imam Hossein pour protagoniste. Deux clans s'y font face : celui du Bien, qui est celui d'Hossein, en costumes plutôt blancs et verts, et celui du Mal, en costumes rouges. Combats oratoires, puis combats au sabre, puis exécutions de Hossein, de ses officiers, de son fils (très jeune, et qui a pris part aux combats).

Les costumes sont d'une beauté fabuleuse, incroyables casques d'or ou d'argent ornés de grandes plumes d'autruche, cottes de mailles, écharpes multicolores... Le décor est un simple ensemble de trois estrades, mais souvent dominées par des tapisseries qui, parfois, entrent en jeu (des lions figurant sur l'une d'elles sont censés en sortir soudain pour dévorer vite fait un méchant ennemi). Le texte est un poème en vers, anonyme, il est tantôt dit, tantôt chanté avec un art d'une ressource mélodique et rythmique miraculeuse. Les musiciens sont une trompette et deux percussions. Les rôles de femmes sont tenus par des hommes, auxquels toute féminisation du jeu est déconseillée. Enfin, un personnage muet, vêtu de noir, va et vient dans le décor, d'un protagoniste à l'autre, un peu comme faisait Kantor, mais celui-ci n'est pas inactif, il ramasse une ceinture tombée, un fragment de sabre cassé et, très souvent, il va se tenir contre le musicien trompettiste, lui intimant l'ordre de calmer son ardeur, car ce musicien, qui d'ailleurs est un virtuose éclatant et tout en surprises, naviguant entre le tango, le clairon de nos marches militaires et La Nouvelle-Orléans, est bouillant d'impatience lorsque les dialogues simplement parlés ou chantés o *cappella* (comme les muezzins) se prolongent trop à son gré.

Saut-de-lit

Détail charmant : les hommes sont censés être des amateurs, ce qu'ils sont parfois, l'électricien du village, ou son boucher, ou son forgeron, par exemple, et alors le muet vêtu de noir s'emploie à leur déposer, de temps à autre, sur le pommeau de leur sabre ou, à côté d'eux, sur un verre d'eau (qui figure le fleuve Euphrate), une ou deux pages froissées, jaunies, qui sont censées être le texte. L'acteur-électricien y jette (ou feint d'y jeter) parfois les yeux, mais une de ces feuilles tombe au sol, quatre sabres en plein combat lancent des éclairs, un chanteur s'est envolé dans une sinusoïde musicale-charmeuse-animale absolument faramineuse, un chef d'armée sur son vaillant coursier (une chaise de paille) trouve le temps, alors qu'il est en train d'occire quatre adversaires, de rajouter une liquette brodée d'or, un saut-de-lit de velours cramoisi et une plume d'autruche jaune citron à son uniforme déjà époustouflant, le sang bondit brusquement de la gorge d'un fantassin de onze ou douze ans égorgé par un kriss d'argent, derrière un pilier le muet en noir et le musicien s'arrachent à présent la trompette, ça se corse, une panthère de la grande espèce, ayant balancé vingt archers au tapis, regagne d'un pas lent sa tapisserie, tout cela vous laisse forcément baba, et d'autant plus baba que ce théâtre millénaire n'a rien d'une antiquité puisque cette «revanche des chiites» n'a pas disparu de l'histoire.

Changement total de théâtre avec l'autre manifestation d'art religieux : Edmond Jabès. La réalisatrice Marie André, qui avait choisi les fragments du texte avec l'auteur avant sa mort, a opté pour le non-spectacle. Les acteurs, assis sur des chaises, au bas d'un mur de la cour du Palais-Vieux, lisent simplement à livre ouvert : Catherine Sellers, enchantée, sublime, Miloud Khetib, poignante bouche d'ombre, énergique, et Francis Frappat, voix d'une intelligence claire qui a raison de risquer, par brefs instants, un petit rayon de légèreté.

Jeu des mots cachés

Edmond Jabès a choisi de nous faire entendre des pages où apparaissent constamment deux opérations assez singulières : un jeu d'antagonismes du dit et du contre-dit, et une poursuite de certains fragments de termes à l'intérieur de termes plus complets. Le jeu des antagonisme, Jabès le pose ainsi : *« L'ordre de la Création »* a été *« établi » « en vertu de la loi d'équilibre basée sur le jeu des antagonismes »*. Aussi entendons-nous des lignes de «balancements», tels que : *« aucun visage n'est dans le visage, aucun lieu n'est dans le lieu », « est-ce le bruit qui est dans la mer ou la mer qui est dans le bruit ? », « Tout développement de la pensée est d'abord la mort de cette pensée »...*, et ce jeu de contraires va son chemin (qui n'est pas un chemin), sans cesse...

L'autre constante est un repérage de syllabes, ou de lettres seules, blotties dans des termes entiers : *« L'arbre est dans le marbre », « Dans le mot amour il y a le mot mur », « I est dans silence », « Justice et loi ont une voyelle en commun. On la trouve aussi dans bien », « Dans le mot vivre, il y a le mot livre »*, etc.

Soit dit en passant, le jeu des dits antagonistes – *« tout sens est un non-sens »*, – comme le jeu des mots cachés dans d'autres mots, fait beaucoup penser aux enchaînements du discours d'un autre grand esprit, qui lui n'est pas juif mais d'origine protestante, Jean-Luc Godard. Dits à la perfection, avec une infinie pénétration et une fidélité sûre, par de grands acteurs, ces pages de Jabès peuvent être lumineuses et poignantes, et en revanche tourner en rond à l'écoute de qui ne dispose pas de la culture et, dans le sens le plus étendu du mot, de la mémoire juives.

Il aurait été préférable, pensons-nous, de situer ces lectures dans une mise en scène religieuse-historique précise, intensive, et si possible de toute beauté, et dès lors l'art si singulier de l'écriture de Jabès eût été, à tous, toutes cultures confondues, accessible, comme l'est la tragédie religieuse chiite, jouée et chantée dans une langue que pourtant le public du Festival ignore du tout au tout.

MICHEL COURNOT

► **Tazieh, cloître des Célestins, 22 heures, 22 juillet.**

Le principe d'incertitude

Georges Lavaudant ferme les Chantiers de Théâtre Ouvert en méditant sur la guerre

Georges Lavaudant est l'un des plus acharnés compagnons du répertoire contemporain (Boilly, Deutsch, Brecht, Le Clézio, Genet). Amoureux fou du froid et du beau, il s'est attaché un groupe de comédiens, souvent rejoint par de nouvelles têtes. Comme Isabel Otero, qu'il invitait en 1987 à célébrer la fête noire de Baal et qui est revenue cette année en Avignon.

Georges Lavaudant : Ces chantiers, qui ont incontestablement une dimension ludique, sont aussi une mise en jeu profonde de ce que l'on est. Le théâtre est un art trop important pour être simplement amusant. Il faut en revanche qu'existe la gaieté du travail, qu'il dure une semaine ou trois mois. Je me dis qu'on vient de vivre une période dure et qu'il faut faire du mieux possible pour en rendre compte. Une période dure ? J'ai vu qu'à l'occasion de « pas grand-chose », les attitudes se sont tendues de manière schématique. J'ai été effrayé par la rapidité avec laquelle j'étais, nous étions, capables de nous laisser entraîner dans des polémiques, des hystéries, des raisonnements absurdes. Il n'y avait plus moyen de maîtriser une parole sincère, on faisait tous de la géopolitique, de la stratégie militaire, c'était ridicule. Je n'ai pas de jugement sur le conflit du Golfe mais j'ai une honte terrible de la manière dont on l'a commenté, nous-mêmes, les journalistes, les politiques, honte de cette incapacité à prendre sérieusement en charge un tel événement.

» Ce chantier est l'occasion pour moi de retrouver le bonheur que j'ai toujours éprouvé à mener des « travaux parallèles », à Théâtre ouvert ou ailleurs. La forme du chantier est constitutive du théâtre, un peu comme le sont les carnets du peintre ou les journaux de bord de l'écrivain. Un chantier permet de retrouver un peu l'essence du théâtre, une chose sur le fil, hésitante, sans laquelle le grand spectacle, avec les grands décors ne serait plus possible. Malheureusement, une telle aventure n'a lieu que de loin en loin. Elle devrait être un état permanent du théâtre, comme la recherche est un état permanent de la science. »

Isabel Otero : « Cette proposition est venue à un moment où j'avais commencé de réfléchir sérieusement à mon travail. Je ne sais pas si je « reviens » au théâtre, si je « reprends » un travail entamé au Centre dramatique de l'Ouest puis à Strasbourg avec Jean-Pierre Vincent et le groupe XXI de l'école du TNS, ou si je « repars ».

» Dans ce type d'aventure, je retrouve un peu l'atmosphère que j'ai connue en Espagne, où j'ai joué avec des groupes qui, à la fin du franquisme, vivaient une sorte d'engagement, à la fois politique et ludique, et, surtout, jouaient beaucoup sur la dérision. J'ai un peu la nostalgie de cette aventure.

» J'ai fait beaucoup de cinéma ces dernières années. J'ai eu tendance à me colleter avec les gens de manière un peu solitaire tout en ayant constamment l'envie d'un travail un peu plus long. Cela ne veut pas dire que je cherche une famille, cela ne me sécurisera pas du tout. Le seul moyen de garder son intégrité, est de savoir pourquoi on travaille. Ce n'est pas toujours possible. Il y a une masse de propositions divergentes, on arrive à surnager, ce n'est plus qu'une question de survie. »

Propos recueillis par
OLIVIER SCHMITT

► ***Les Iris*. Tinel de la Chartreuse. A 19 heures, les 24 et 25 juillet.**

La création c'est en Seine Saint-Denis

La Seine Saint-Denis en Avignon

9 au 19 juillet
Musée Lapidaire

La Parole Errante
Armand Gatti
Ces empereurs aux ombrelles trouées

Seine Saint-Denis
Conseil Général

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES et MÉDECINE

Une réalité naturelle

Peter Brook, Daniel Mesguich : deux conceptions exposées dans deux livres

En mars, à la Cartoucherie de Vincennes, Peter Brook a parlé de son travail, pendant deux jours, pour les professeurs de lycée qui animent les classes A 3 option théâtre. Un livre est né de cette rencontre « mise en texte » par Jean-Gabriel Carasso, et qui fait rebondir l'essai publié en 1977 : *l'Espace vide. Le diable c'est l'ennui* parle encore de l'espace, mais aussi du rapport au texte, de la forme, du personnage, et propose une éblouissante leçon de jeu shakespearien à partir des césures des vers de *la Tempête*.

Sur certains points, on pourrait penser que les réflexions de Peter Brook font écho à celles de Daniel Mesguich dans *l'Eternel éphémère*, qui doit paraître bientôt. Le vide zen par lequel doit passer l'acteur, selon Brook, pourrait être pris pour le *« rien »* mallarméen auquel se réduit, pour Mesguich, l'événement théâtral. Et l' *« éphémère »* évoqué par le second a quelque rapport avec le *« provisoire »* assumé par le premier dans sa recherche d'une expression toujours réinventée.

Pour l'essentiel, le théâtre pensé par Peter Brook est aux antipodes de la théorie théâtrale récemment mise en scène, à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon par Daniel Mesguich. Son propos n'est pas de faire du spectacle avec son charisme de maître. S'il monte un chef-d'œuvre du théâtre classique, Mesguich veut rappeler toute la mémoire des lettrés sur ce texte. Brook, lui, veut tout oublier : c'est le passage par le vide de l'archer zen.

S'agissant du personnage, les divergences s'accentuent encore. Alors que Mesguich aime utiliser deux acteurs aux comportements contradictoires pour suggérer tous les contenus affectifs possibles d'une phrase prononcée, Brook cherche *« l'étincelle de vie »* qui jaillira quand *« l'attitude juste »*, au terme d'une recherche ascétique, est pour un instant saisie. Il ne craint pas d'évoquer alors ce qui ne manquerait pas de faire bondir un maître ès illusions comme Mesguich : *« une réalité naturelle derrière ce qui est dit »*... Au public de dire si ce « naturel » appauvrit ou non le personnage, lui enlève de son mystère.

BERNADETTE BOST

► ***Le diable c'est l'ennui*, de Peter Brook, quatrième Cahier de Théâtre-Education, éd. Actes Sud-Papiers.**

DANSE

Erotisme du genou

Hervé Robbe signe sa première chorégraphie pour la Rambert Dance Company

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyée spéciale

Le festival Danse à Aix, dont les temps forts auront sans doute été les féroces *Noces* d'Angelin Preljocaj et Stravinski et *Comedia Tempio* de Josef Nadj, vient de s'achever sur deux représentations de la Rambert Dance Company, la plus ancienne troupe de Grande-Bretagne, aujourd'hui placée sous la direction artistique de Richard Alston. On a pu la voir, en janvier dernier, au palais Garnier, où elle remplaçait au pied levé la Martha Graham Dance Company, que la guerre du Golfe et la peur du terrorisme à Paris avait bloquée à New-York.

Le spectacle n'avait pas été bouleversant. Mais l'orgueil national exigeait de revoir cette troupe à Aix, parce qu'elle y créait une œuvre commandée au jeune chorégraphe français Hervé Robbe, qui bénéficiait ainsi d'un honneur qu'elle avait réservé jusqu'ici à des Anglo-Saxons et non des moindres : Merce Cunningham, Trisha Brown, Lucinda Childs...

C'est une pièce étrange et très personnelle (la première réglée par Robbe pour une compagnie étrangère) que cette *Chambre des trois paravents*. Confrontée au postmodernisme américain – le reste du programme comprenait une pièce de Trisha Brown et deux de Richard Alston, qui reste marqué par son maître Cunningham, – elle confirme, s'il en était besoin, à quel point la danse contemporaine française a su radicalement s'en détacher.

« Pièce exclusivement consacrée aux gourmandises du corps galant », dit Hervé Robbe. Montés sur roulettes, faits de rideaux coulissant devant un écran de toile percé de fentes au-dessus d'un lit étroit, les paravents vont être l'instrument des savants jeux de cache-cache de la séduction et du libertinage. Trois garçons et trois filles s'y livrent, qui vont découvrir et dissimuler selon une stratégie perfide leur corps ou une partie de leur corps – on ne verra longtemps dépasser du premier paravent qu'un genou nu. Petits gestes que colore une certaine préciosité, contacts furtifs, regards à la dérobée, alanguissements pervers, simulations de fuite, toute la tactique de la guerre amoureuse se déploie avec une sorte de lenteur sournoise qui en redouble l'efficacité. Et la musique bizarre de Kaspar Tœplitz, un peu genre film d'épouvante : ce n'est nullement péjoratif – ne contribue pas peu à l'érotisme diffus qui baigne le spectacle. Trois couples finiront par se former, sur lesquels une danseuse fermera pudiquement les rideaux. On peut seulement regretter que la gestuelle très écrite du début fasse place, dans le dernier tiers de la pièce, à une chorégraphie plus libre mais plus banale.

Il semble que tout chorégraphe veuille tenter une fois dans sa vie – mais jamais deux, pourquoi ? – l'expérience de la danse sans musique. La plus célèbre et la plus belle de ces pièces silencieuses est sans doute *Moves*, de Jerome Robbins. Trisha Brown a sacrifié à ce rite avec *Opal Loop*, que l'on revoit avec plaisir : l'absence de musique permet peut-être de mieux concentrer son attention sur la complexité du mouvement brownien. On glissera sur *Dealing With Shadows* et *Roughcut* : Richard Alston est peut-être un bon directeur de troupe, ce n'est pas un chorégraphe.

SYLVIE DE NUSSAC

هكذا من الأصل

CULTURE

MUSIQUES

« Elektra » face aux lions

Ovations pour une distribution éclatante, sifflets pour une absence de mise en scène

ORANGE

de notre envoyée spéciale

Le temps est loin (c'était au début des années 70) où le public des Chorégies d'Orange se satisfaisait d'opéras mal éclairés, sans décors, meublés seulement d'immenses voix : on vit à l'époque, dans Wagner, une Birgit Nilsson enténébrée, retransmise à la télévision sur un écran neigeux. Personne ne s'en plaignit. C'était le bon temps ! On voit aujourd'hui à Orange des superproductions dont Nicolas Joël est le Cecil B. De Mille (le *Faust* de Bercy, c'était lui). Il revient cette année début août avec une *Aïda* qui mobilisera des techniciens de trois maisons d'opéra et les voix de trois formations chorales, pas moins.

La petite esclave éthiopienne sera incarnée par la « grande » Aprile Millo, Américaine qui crie à pleins poumons sur le disque qu'elle vient d'enregistrer avec Placido Domingo. Gare aux décibels ! Gwyneth Jones, samedi soir, a tenu en haleine quelque dix mille personnes dans *Elektra*, de Richard Strauss. Le décor, la lumière, c'était elle, si petite, si lointaine vue du haut des gradins qu'on distinguait à peine son visage pâle de ses longs cheveux blonds. Mais sa voix, palpable, à portée de main, passait intacte le maelström furieux d'un orchestre démesuré et venait frapper au cœur de chacun. Il arrivait encore à la soprano galloise (est-elle soprano, d'ailleurs? elle est « la » voix) de se laisser surprendre en difficulté vocale quand elle incarnait Brünehilde sous la direction de Chéreau et Boulez à Bayreuth.

Le mur des Atrides

Elle montra encore de rares efforts, quelques inconforts dans l'*Elektra* mise en scène en 1988 à Bruxelles par Nuria Espert – quelle voix, même au disque, n'en montre pas? Elle domine aujourd'hui la partie de la première à la dernière note, elle la domine tellement que deux ou trois aigus manquants deviennent négligeables, elle atteint un total épanouissement corporel, en oubliant qu'elle chante, comme si le chant n'était plus pour elle d'ordre matériel. Qui dira que les voix s'usent avec le temps?

Le timbre de Léonie Rysanek a gardé, lui aussi, sa violence, sans se dissocier dans un vibrato outrancier. Il s'est assombri, simplement. Et celle qui fut une grande Chrysothémis est désormais une Clytemnestre imposante, sans les rugissements carnassiers d'une Regina Resnik ou d'une Astrid Varnay : dans l'admirable interprétation offerte à Orange, l'horreur gardait ainsi le caractère abstrait du mythe, connu de tous, mille fois répété, intemporel.

Elektra, créé en 1909, n'est pas un opéra expressionniste. Dirigeant l'Orchestre philharmonique de Radio-France avec une sorte de hargne rentrée, sans débordements fracassants, dans une tension sèche et terrifiante (même dans l'épisode en suspens des retrouvailles d'Oreste et d'Electra), Marek Janowski, ici dans la suite de Solti, contribuait pour beaucoup à cette « distanciation ».

Nouvelle venue à Orange et benjamine de cette distribution de vétérans, Elizabeth Connell (Chrysothémis) exécute sans forcer, et sobrement, un rôle qui invite trop souvent au maniérisme. Simon Estes (Oreste) et James King (Egisthe) ont la même retenue, la même noblesse. Signalons en passant que deux de ces chanteurs ont soixante-six ans, et deux autres ont entre cinquante et cinquante-cinq ans. Qui niera qu'une bonne technique vocale prouve la réversibilité du temps? On comprend que dans ces conditions le metteur en scène (Jean-Claude Auvray) se soit fait tout petit, qu'il n'ait pas demandé à Gwyneth Jones de singer l'hystérie, elle dont les piétinements sur place, à peine marqués, disent si bien le basculement final dans la folie.

Fallait-il au drame des Atrides un autre décor que le mur ou du Théâtre antique? Le scénographe, Bernard Arnould, a choisi d'y ajouter un gros tas de sable, une cabane en tôle ondulée et des planches ficelées comme celles qui entourent les monuments en période de ravalement. Risques de quiproquo, évidemment. Le public n'a pas apprécié. Se trompant de cible comme à l'accoutumée, il a impitoyablement sifflé le metteur en scène. Jeux du cirque dans les arènes...

ANNE REY

▶ « Aïda » aux Chorégies d'Orange (avec Aprile Millo, Michael Sylvester, Simon Estes, direction Michel Plasson, mise en scène Nicolas Joël), les 3 et 6 août, 21 h 30.

Elvis Costello, la colère et la compassion

Nouveau groupe, nouveau disque, même intensité, même brio

ELVIS COSTELLO AND THE RUDE 5
à l'Olympia

A la fin de juin dernier, sous un chapiteau, au festival de Roskilde, dehors il pleuvait, sous la toile on s'enfonçait dans la boue jusqu'aux chevilles. Elvis Costello est arrivé sur scène et s'est laissé aller à un accès de sentimentalité : *« Nous allons jouer très longtemps pour vous garder de la pluie. »* Et le groupe a attaqué *Accidents Will Happen*, extrait de *Armed Forces*, 1979.

Il y a douze ans, Elvis Costello et les Attractions ont failli devenir des stars. Bruce Thomas, le bassiste du groupe aujourd'hui dissous, a écrit un petit livre *(The Big Wheel)* sur cette expérience. Il raconte le dérèglement des vies qu'apporte la notoriété, les dérives contradictoires qui ne s'arrêtent que le temps de jouer de la musique ensemble. Pour échapper à la spirale ascendante, Elvis Costello a multiplié les provocations médiatiques, ce qui ne suffit pas pour échapper au vedettariat, et a continué à tracer son chemin tout seul, sans souci des règles du métier ni des désirs de son public, ce qui a largement suffi.

Aujourd'hui, Elvis Costello ressemble tout à la fois à un socialiste révolutionnaire de gauche (les longs cheveux luisants coiffés en arrière, la barbe rougeoyante et pas taillée, les lunettes cerclées d'acier), à un poète *beat* en fin de tour des Etats-Unis (la grosse veste chinée, le regard allumé sans autre passion que celle de voir), et à Elvis Costello (la voix, la musique). Il fait partie des meubles de la scène rock.

En Grande-Bretagne, aux États-Unis, chaque fois qu'un disque sort, il se classe au milieu de la liste des meilleures ventes dès la première semaine, puis il redescend lentement jusqu'à disparaître des *charts*. C'est la manifestation de la fidélité d'un public. A New-York, Costello remplit le Madison Square Garden. C'est aussi la preuve d'une impossibilité : celle d'étendre ce public au-delà des frontières définies il y a douze ans. Dans les quelques interviews qu'il accorde quand il publie un album (le dernier en date, *Mighty Like A Rose*, est sorti au début de l'année), Costello assure qu'il lui suffit de pouvoir continuer son métier d'auteur et de musicien.

Un air fragile et rangé

Pour continuer sur scène, après la dissolution des Attractions, après avoir tourné en solo à l'été 89, Costello a reformé un groupe, The Rude 5 (il faut inclure Elvis dans les cinq grossiers personnages). Alors qu'il avait juré un jour de ne jamais le faire, il a pris un second guitariste. Marc Ribot a joué avec Tom Waits et circule depuis des années dans l'avant-garde new-yorkaise, entre jazz et rock, tout en évitant soigneusement le jazz-rock. A Roskilde, pour le premier concert européen des Rude 5, il donne un nouveau sens à l'expression psychobilly. D'habitude, le genre désignait un rock inspiré des grands anciens, distordu, amplifié, accéléré.

Ribot joue de la guitare en gardant l'élégance de Scotty Moore, le premier guitariste d'Elvis Presley, sa sobriété. Jusqu'au moment où il dévie la ligne mélodique, où il invente des angles cubistes, des décalages rythmiques qui creusent le sol sous les pieds de l'auditeur. Pendant ce temps, Jerry Scheff joue de la basse. On retrouve encore Elvis Ier, que Scheff a accompagné (avec James Burton et Glen Hardin) du temps de Las Vegas. Jerry Scheff a des cheveux blancs, des lunettes, un air fragile et rangé. Et, pourtant, il est à sa manière aussi irrespectueux des usages, aussi courageux et sensuel que Ribot.

A la batterie, seul survivant des Attractions, Pete Thomas, toujours aussi lourd et agile : dans le groupe c'est à lui de jouer l'indéboulonnabilité qui sous-tend presque toutes les chansons de Costello. Enfin, Larry Knechtel aux claviers. Musicien de studio californien, dans toute la splendeur de sa permanente et de sa barbe taillée au cordeau, de sa quarantaine avantageuse, de sa flexibilité étonnante, de sa virtuosité parfaite.

C'est un groupe improbable, dangereux, celui dont Costello et le public avaient besoin pour que les Attractions ne manquent pas trop sans qu'on les oublie. Après *Accidents Will Happen*, le concert déroule tous les titres ou presque de *Mighty Like A Rose*, ponctués de souvenirs. *Mighty* est un grand disque contradictoire. Costello, qui traîne depuis quinze ans sa réputation de teigne nourrie au vitriol, manie en fait la bargne avec amour. Sur scène, *How To Be Dumb*, *Invasion Hit Parade* (le second écrit pour les marines qui essayaient de débusquer le général Noriega de la nonciature de Panama en jouant du rock'n'roll et pour les rockers qui enregistraient des disques pour les troupes américaines dans le Golfe) atteignent à une colère blanche et pure. Comme il pleut dehors, le chapiteau se transforme en sauna, et du front d'Elvis Costello s'élève un petit nuage de vapeur, mystique comme dans un dessin animé de Chuck Jones.

Ce jour-là, parce qu'il fallait faire court, festival oblige, Elvis Costello and The Rude 5 n'ont joué qu'une heure et demie. A peine le temps de glisser *Pump It Up*, *Possession*, c'est-à-dire des chansons qui se glissent dans les hit-parades privés de chacun – chaque fidèle à le sien, jamais le même. Pour finir sur *What's So Funny About Peace Love And Understanding?* Car toute cette rage, cette virtuosité de prédicateur puritain ne seraient rien sans la compassion qui les anime.

THOMAS SOTINEL

▶ Le 23 juillet à 20 h 30, à l'Olympia, 28, boulevard des Capucines, 75009 Paris. Tél. : 47-42-25-49.

COMMUNICATION

Après une pause en 1990

Avenir Havas Médias réoriente sa croissance

Avenir Havas Médias (AHM), filiale à 55,9 % du groupe Havas spécialisée dans l'affichage, la presse gratuite, la régie publicitaire de journaux régionaux et l'édition d'hebdomadaires locaux, a traversé sans encombres l'année 1990 pourtant marquée par l'ambiance morose du marché publicitaire. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 6,4 milliards de francs (en hausse de 5,1 %) tandis que le résultat net – + 257,4 millions de francs – est quasiment identique à celui de l'année précédente. Le groupe multimédia veut aujourd'hui affiner sa croissance.

« Il faut réussir nos opérations de croissance et veiller maintenant au bon équilibre entre la gestion et le développement », indiquait récemment M. André Chadeau, président de AHM depuis décembre dernier, date à laquelle il a succédé à M. Philippe Santini, poussé à la démission (*le Monde* du 15 décembre 1990). Mais *« il est exclu d'abandonner l'une ou l'autre de nos activités, quelle qu'en soit la rentabilité »* a-t-il ajouté.

Leader du secteur affichage en France – où il va progressivement « dédensifier » son implantation, en retirant 4 000 de ses 58 000 panneaux, notamment pour des raisons écologiques – AHM occupe aussi la première place au Royaume-Uni, depuis la prise de contrôle de Sky Sites et celle, contestée, de Dolphin qui représente à lui seul 8 % du marché britannique de l'affichage et 12 % du marché londonien . Leader en Irlande, en Espagne, *au Portugal et en Belgique*, *AHM* s'intéresse aussi à l'Allemagne « pays sans lequel on n'est *pas totalement européen* ». Il est aussi présent, en tant qu'afficheur, en Asie (aéroport de Singapour) et en Australie (chemins de fer).

Premier éditeur de journaux gratuits en France, avec son allié la COMAREG, AHM explore aujourd'hui la voie des gratuits « thématiques » qui publient des petites annonces spécifiques à l'immobilier, l'automobile, etc. En matière de publicité dans la presse, Havas Régie qui s'occupe de la publicité de grands régionaux (*Midi libre*, *Nice-Matin*, *la Nouvelle république du centre-ouest*, etc.), a travaillé en liaison avec la COMAREG au « 66-3 » lancé en début d'année par la presse régionale. Un exemple des *« synergies »* possibles entre les différentes entités d'AHM, que M. Chadeau veut voir privilégiées dans les années à venir, en France comme en Europe.

Y.-M. L.

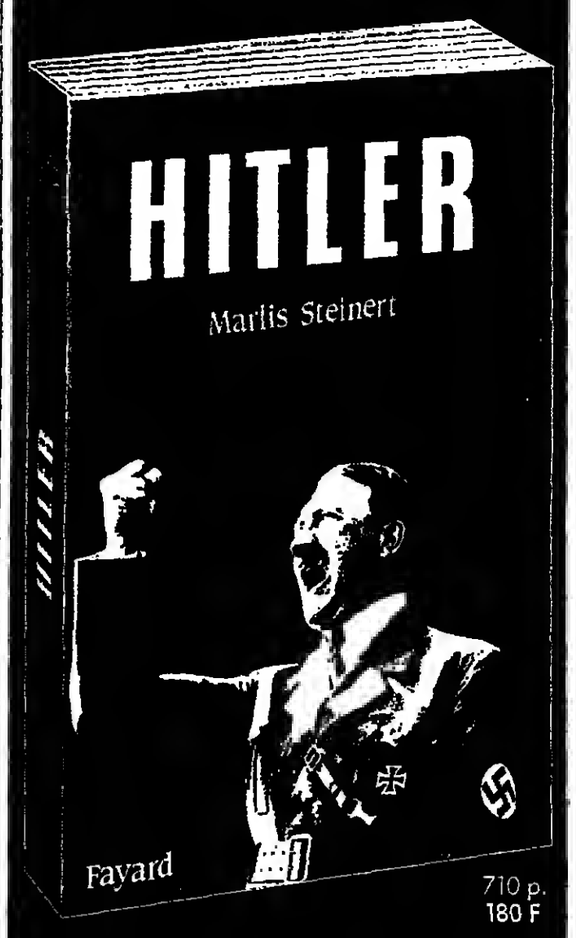
□ **Le ministère de la culture va aider les maisons d'édition.** – Le ministère de la culture et de la communication vient de signer une convention avec l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC) pour aider les petites et moyennes maisons d'édition. Doté d'un nouveau fonds de 17 millions de francs, l'institut élargira ses activités aux industries du livre en garantissant jusqu'à 75 % des prêts destinés à *« renforcer la structure financière des entreprises »*.

Aux Etats-Unis

Les trois grands « networks » contraints à l'austérité

La télévision américaine traverse une passe difficile. Récession économique, baisse des investissements publicitaires, coût des reportages de la guerre du Golfe... Depuis le début de l'année, tout s'est conjugué pour mettre les trois grands « networks » en difficulté. Au printemps, CBS annonçait la suppression de 400 emplois, dont 100 dans le secteur de l'information (*le Monde* daté 7-8 avril). C'est aujourd'hui au tour des réseaux ABC et NBC de prendre des mesures d'austérité. ABC supprime 90 emplois, ferme ses bureaux de Roma et de Saint-Louis (Missouri), réduit les effectifs dans ses antennes de Paris et Miami (Floride). Quant à NBC, elle fermera son bureau local de New-York fin août après avoir supprimé ceux de Francfort, de San-Francisco (Californie) et de Miami (Floride). Elle a aussi réduit ses effectifs à Londres, à Boston (Massachusetts) et à Johannesburg.

HITLER
de l'enfance au bunker



Une biographie-événement et monument... Pour la première fois voici un travail de référence sur le Führer directement écrit en français.
Lire

L'histoire d'un dictateur mégalomane qui, écrasé par les forces gigantesques d'une coalition universelle, crut jusqu'au dernier moment, contre toute réalité, qu'il allait gagner la guerre.
L'Événement du Jeudi

Au-delà du chef de guerre, de l'ordonnateur de terribles tragédies, Marlis Steinert, l'une des très grandes spécialistes des fascismes, de l'Allemagne nazie... pose les raisons de son antisémitisme furieux. Et surtout de ce sentiment d'élection qui l'habite.
Françoise Ducout, *Elle*

FAYARD

SPECTACLES

LUNDI 22 JUILLET

CINÉMAS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

LUNDI

Les Quarante Ans des *Cahiers du cinéma* : le Testament d'Orphée (1959), de Jean Cocteau, 18 h ; Lola (1961), de Jacques Demy, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

LUNDI

Le Cinéma australien : Peel (1982, v.o. s.t.f.), de Jane Campion ; Dad and Dave come to town (1938, v.o. s.t.f.), de Ken G. Hall, 14 h 30 ; Un cri dans la nuit (1988, v.o. s.t.f.), de Fred Schepisi, 17 h 30 ; Sunday too far away (1975, v.o. s.t.f.), de Ken Hannam, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ACTE D'AMOUR (It.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

ALICE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

ALL THE KING'S MEN (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LES ANGES DE LA NUIT (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L'ARME PARFAITE (A., v.f.) : Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (iranien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

CELLINI (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

CHEB (Fr.-Alg.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) : Fauvette, 13e (47-07-55-88).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

DIEU VOMIT LES TIÈDES (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LES DOORS (A., v.o.) : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

ENVOYÉ SPÉCIAL (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LES FEEBLES (*) (néo-zélandais, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

HORS LA VIE (Fr.-It.-Bel.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

JIMI HENDRIX (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LA LISTE NOIRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LUNE FROIDE (**) (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA MALÉDICTION 4 (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA MANIÈRE FORTE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MERCI LA VIE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MISERY (*) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NEW JACK CITY (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LA NOTE BLEUE (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

(47-42-56-31) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

RHAPSODIE EN AOUT (Jap., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

RIEN A PERDRE (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

ROBIN DES BOIS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

ROBINSON & CIE (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Miramar, 14e (43-20-89-52).

LES FILMS NOUVEAUX

BOOM BOOM. Film espagnol de Rosa Vergés, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

CE CHER INTRUS. Film américain de Lasse Hallstrom, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

F X II. Film américain de Richard Franklin, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FRÈRES DE SANG. Film australien de Stephen Wallace, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; *Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38)* ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES FRÈRES KRAYS. Film britannique de Peter Medak, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

KICKBOXER II. Film américain d'Albert Pyun, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'ŒIL DE LA VEUVE. Film américain d'Andrew McLaglen, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

LES TORTUES NINJA II. Film américain de Michael Pressman, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-28) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-87) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE PORTEUR DE SERVIETTE (It.-Fr., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

LE PREMIER EMPEREUR (Can.-Chin.) : La Géode, 19e (40-05-80-00).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA REINE BLANCHE (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

LA RELÈVE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

REVENGE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-28) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

LE SECRET DE SARAH TOMBELAINE (Fr.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE SILENCE DES AGNEAUX (**) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

THE FIELD (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

THE TWO JAKES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; *Gaumont* Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

TOUJOURS SEULS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

UN CŒUR QUI BAT (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE... (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-58) ; Fauvette Bis, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

URANUS (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

LA VIE DES MORTS (Fr., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

LES VIES DE LOULOU (**) (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43).

LES SÉANCES SPÉCIALES

L'ALLÉE DES OSMANTHES (Chin.-Taïwan, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) 14 h 10.

AMERICAN GRAFFITI (A., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) 12 h.

LE BALLON ROUGE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 30.

BLADE RUNNER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h.

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU *HANTÉ* (A.) : *Le Berry Zèbre*, 11e (43-57-51-55) 15 h.

BOUDU SAUVÉ DES EAUX (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h 05.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 20 h.

CENDRILLON (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h.

CRIN BLANC (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 18 h 15.

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol.) : *Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet*, 5e (43-54-42-34).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 21 h 30.

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 12 h.

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 14 h 30.

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI (Pol.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 12 h, 17 h.

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h 15.

LA DÉBENCHANTÉE (Fr.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 17 h 40.

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 20 h.

LES DOUZE TRAVAUX D'ASTÉRIX (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 30.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 20 h.

L'EVEIL (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 18 h.

EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

FANTASIA (A.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

LA FEMME FLAMBÉE (All., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h 20.

GOTHIC (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 15 h 20.

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 45.

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h 20.

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 10 h 50.

HUSBANDS (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 12 h.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

JEAN GALMOT AVENTURIER (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) 14 h.

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h 10.

LOLITA (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 21 h 20.

MACBETH (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 17 h 45.

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 10 h 40.

1984 (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h 15.

MO' BETTER BLUES (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 22 h.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h.

PETER ET ELLIOTT LE DRAGON (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) 15 h 30.

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

48 HEURES DE PLUS (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 20 h.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 21 h.

QUERELLE (Fr.-All., v.f.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

ROUTE ONE-USA (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) 14 h.

SA MAJESTÉ DES MOUCHES (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h.

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 18 h.

SALE COMME UN ANGE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 12 h.

THE LAST MOVIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 10 h 45.

THE TEMPEST (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 21 h 50.

THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 22 h.

LES TORTUES NINJA (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 15 h.

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

UNE HISTOIRE INVENTÉE (Can.) : Latina, 4e (42-78-47-86) 20 h.

VERAZ (Fr.-Esp.-It.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 15 h 45.

VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 17 h.

THÉÂTRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

CINÉMANIAC 2, LE RETOUR DU COME-BACK. Sunset (40-26-46-60). Dimanche, lundi et mardi à 20 h.

LES ÉGAREMENTS DU CŒUR ET DE L'ESPRIT. Lucernaire Forum. Centre national d'art et d'essai (45-44-57-34). Dimanche, 20 h 30.

TANGO JOYEUX. Sentier des Halles (42-36-37-27) 22 h 30.

LES PRÉCIEUSES RIDICULES. Théâtre du Tambour Royal (48-06-72-34). Dimanche soir, lundi, 21 h ; dimanche 16 h.

GÉNÉRAL BARON DE LA CROIX. Œuvre (48-74-42-52). Dimanche soir 20 h 45 ; samedi et dimanche 15 h (23).

PARIS EN VISITES

MARDI 23 JUILLET

« Hôtels, églises et ruelles du Marais sud », 14 h 30, métro Saint-Paul (Lutèce visites).

« Les hôtels célèbres du Marais illuminés », 21 heures, métro Saint-Paul (Lutèce visites).

« Curiosités et souterrain de la montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine (M.-C. Lasnier).

« Le Chinatown du treizième arrondissement », 14 h 30, métro Porte-de-Choisy (C. Merle).

« Les plus célèbres tombes du Père-Lachaise », 10 h 30 et 14 h 45, porte principale (V. de Langlade).

« La Sorbonne », 15 heures, 48, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La prestigieuse histoire du Palais-Royal », 14 h 30, place du Palais-Royal (Connaissance de Paris).

« Le grand tour du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (I. Hauller).

« Le Musée Marmottan », 15 heures, 2, rue Louis-Boilly (Tourisme culturel).

« Promenade dans l'île Saint-Louis », 15 h 30 téléphoner au 47-50-75-48 (P. Fernandez).

« Hôtels et jardins du Marais sud », 14 h 30, *métro Saint-Paul* (Résurrection du passé).

« Cités d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 heures, métro Abbesses (P.-Y. Jaslet).

« La basilique de Saint-Denis et les tombeaux des rois », 15 heures, à l'entrée (P.-Y. Jaslet).

CONFÉRENCES

11 *bis*, rue Keppler, 19 h 30 : « L'itinéraire de l'âme après la mort » (Loge unie des théosophes).

30, avenue George-V, 18 heures : « Concert du groupe Teo Fous » (Espace Kronenbourg-Aventure).

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que *le Monde* vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de nos
2 semaines	115 F	165 F	13
3 semaines	170 F	245 F	19
1 mois	210 F	310 F	26
2 mois	330 F	550 F	52
3 mois	460 F	790 F	78

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-60-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE ____
du ____ au ____
• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM ____ PRÉNOM ____
No ____ RUE ____
CODE POSTAL ____ VILLE ____
PAYS ____
• VOTRE RÈGLEMENT : □ CHÈQUE JOINT □ CARTE BLEUE
• No CB
Expire à fin ____ Signature obligatoire
• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

111 MON 04

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Le Monde de l'ÉDUCATION

Juillet/Août 1991

Sondage exclusif

Faut-il enseigner Dieu à l'école ?

Les Français sont-ils pour ou contre l'enseignement de l'histoire des religions dans les établissements publics ? Les uns y voient une occasion de développer la tolérance. D'autres redoutent des tensions dans l'école. A travers une grande enquête et un sondage exclusif, *le Monde de l'éducation* explique et analyse les positions de l'opinion publique et des enseignants.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الأصل

SPORTS

CYCLISME : le 78e Tour de France

Etincelles italiennes

Les coureurs du Tour de France ne musardent pas après les efforts qu'ils ont déployés lors du parcours pyrénéen. Dans le peloton qui file toujours à vive allure, malgré la canicule, sur les routes du Midi, les vedettes restent à l'abri de leurs équipiers, laissant les chasseurs de primes s'exprimer. Samedi 20 juillet, c'est un italien sorti de l'ombre, Bruno Cenghialta, qui s'est imposé à Castres. Le lendemain à Alès, la victoire est revenue à l'un de ses compatriotes, l'ancien champion du monde, Moreno Argentin. Au classement général, l'Espagnol Miguel Indurain occupe toujours la première place.

ALÈS

de notre envoyé spécial

Les coureurs italiens de la formation Ariostea semblent vouloir venger le retrait prématuré de leur compagnon Rolf Sörensen, privé de maillot jaune pour cause de chute à Valenciennes. Depuis cet épisode, dès que le terrain le permet, les rouleurs de l'équipe tentent la belle pour la gloire. Sur ce Tour où leurs ambitions sont modestes, ils visent la victoire d'étape, pour le public transalpin, pour l'image de leur parrain. *« Pour faire quelque chose dans l'épreuve, je devais tenter ma chance dimanche. C'était une des dernières étapes à ma disposition. »* Vieux routier de trente ans, Moreno Argentin parle en connaisseur.

Il sait que lundi la lutte finale va être entamée dans les contreforts des Alpes. Il y aura bien sûr d'autres Italiens dans l'aventure. Un petit volontaire, comme Claudio Chiappucci, et un seigneur auréolé de son maillot de champion national, Gianni Bugno. Mais pour le moment, ces hommes ne sont que des prétendants. Le grand vainqueur des Pyrénées, un peu comme l'an passé, est Espagnol. Miguel Indurain semble heureux de porter le maillot jaune et ne manifeste aucune envie de s'en séparer.

Il dispose de solides atouts pour faire taire nombre de ses compatriotes qui lui reprochent de n'afficher aucun Tour – en particulier la Vuelta – à son palmarès. « Miguelon » a prouvé, lors de l'étape contre-la-montre, Argentan-Alençon, ses qualités dans cette spécialité. Les cols pyrénéens lui ont donné l'occasion d'afficher sa placidité coutumière, tout en roulant largement en tête. *« Les courses du week-end ont été assez tranquilles et mon équipe a parfaitement contrôlé le peloton »*, déclarait dimanche soir le Basque, assez confiant avant d'aborder les étapes des Alpes.

Miguel Indurain parle aujourd'hui de « son » équipe. Avant le départ du Tour, à Lyon, le langage était bien différent. Il se présentait simplement comme l'un des jokers d'une formation dont Pedro Delgado, le vainqueur de la Grande Boucle en 1988, demeurait l'espoir. Mais déjà à ce moment-là, José-Miguel Echavarri, le directeur sportif de l'équipe Banesto, se voulait discret sur les choix tactiques qu'il allait opérer en fonction des deux hommes. *« Ce Tour comprend quatre parties*, expliquait-il. *Une première pour les rouleurs, ensuite deux phases de montagne, et enfin un contre-la-montre. C'est après les Pyrénées que nous pourrons faire le point. »*

Subtil mélange

Le résultat de l'étape de Val Louron (*le Monde* daté 21-22 juillet) a permis au directeur sportif d'affiner sa stratégie. Miguel Indurain s'est montré le plus fort, il est donc devenu, pour la troisième phase, l'homme à protéger. Pedro Delgado, le plus populaire des coureurs ibériques, a chassé pour lui, se portant en tête du peloton pour contrôler les éventuels échappées. Jean-François Bernard, l'équipier de luxe, a posé quelques *banderilles pour faire sentir* aux autres prétendants qu'il avait retrouvé ses jambes d'antan.

La force de l'équipe Banesto ne réside pas seulement dans le palmarès de quelques-uns de ses membres. Elle est le fruit d'un subtil mélange qui additionne la gentillesse de Delgado, le moral d'Indurain et une bonne entente générale. Sponsor de la formation, la banque espagnole verse 30 millions de francs par an, et plus si les résultats suivent. José-Miguel Echavarri veille sur le recrutement et la stratégie, tandis que Francis Lafargue, un ancien employé de la caisse de Sécurité sociale de Bayonne devenu manager par passion du vélo, joue les confidents et interprètes des coureurs.

Un petit monde qui vit et qui rit ensemble. Un groupe qui, aux dires de Dominique Arnaud, un Français devenu capitaine de route, *« fonctionne bien, sans scènes ni frictions »*. Jean-François Bernard est venu chercher le calme dans cette formation, après ses mésaventures dans différentes équipes françaises. Un autre « travailleur émigré » de cette formation s'est récemment illustré en devenant champion de France. Trop jeune pour figurer sur le Tour, Armnod De Las Coevas, attend de prochaines épreuves pour porter son maillot tricolore et fêter le retour de ses camarades. *« L'image de notre groupe doit être très dynamique et correspondre à une banque qui s'implante en Europe »*, assure Francis Lafargue. Le maillot jaune sur les Champs-Elysées, même s'il est fourni par une banque française (!), pourrait apporter cette consécration publicitaire.

Mais José-Miguel Echavarri se veut prudent. Il a préparé ses troupes aux attaques qui ne vont pas manquer de se produire. Il sait que des Italiens sont encore prêts *à tenter des expériences douloureuses* pour tout le peloton. Il sait surtout que Greg LeMond n'est pas homme à s'avouer vaincu facilement. Il a donc défini les positions de chacun et a distribué les consignes en ruminant son éternel phrase : *« Pour gagner le Tour, il faut avoir la santé, posséder une bonne équipe et... de la chance. »*

SERGE BOLLOCH

(1) Le Crédit lyonnais est le parrain du Tour de France.

Fournaise

ALÈS

de notre envoyée spéciale

Quand le Tarn n'a laissé qu'un souvenir, un souvenir de platanes, quand le Gard n'est qu'un prélude, un avant-goût de Vaucluse, et l'Aveyron une conclusion à vingt-sept départements dont on a déjà oublié le nom ; quand les Pyrénées sont une convalescence, les Alpes, une promesse de rachute, et la quinzième étape une journée de transition.

Quand les Cévennes se prennent pour des montagnes russes, que Jalabert et les autres disputent le sprint comptant pour le classement du meilleur grimpeur ; quand c'est encore Chiappucci le fourni qui l'emporte, mais en l'absence de Museeuw, qui a dû se résoudre à l'abandon ; quand les vignes du Gard escortent le peloton et que les cigales donnent un concert qui accompagne le vent dans les *rayons*.

Quand les volets sont clos à Saint-Affrique et que le goudron fond, quand les cailloux deviennent plage et que les gens qui savent que c'est dimanche se plongent dans le Gard ; quand les autres se réjouissent à Alzon de franchir une rivière et qu'il n'y a même pas une goutte d'eau sous le pont.

Quand il fait trente-sept degrés au thermomètre, quand sur la route les parasols font de l'ombre aux glacières et qu'un *« resto-buvette » est annoncé à la première à droite*. Quand Greg LeMond lui-même ne supporte plus le Coca-Cola, qu'il réclame de l'eau mais que son directeur sportif n'en a pas ; quand il demande une chambre d'hôtel climatisée ; quand LeMond roule avec Ducios-Lassalle au milieu du peloton et qu'il fait mine d'avoir renoncé à toute ambition.

Quand même Thierry Marie, brouillé avec le vocabulaire, ne fait *plus rire personne, et que Miller a* cassé de se moquer, quand Philippe Casado n'a plus le courage d'aller faire du renseignement chez l'ennemi, quand les Colombiens n'attaquent même plus les *« tas de cruttins »*, quand les cheveux dégoulinant sous les casques, quand les cyclistes qui boycottent la coiffure imposée sont passibles d'une amende de 300 francs suisses, et que l'Union cycliste internationale, avec l'argent qu'elle gagne sur la canicule, va pouvoir *fabriquer, comme dit un coureur, « des pin's en or »*. Quand le peloton ruisselle dans les montées, ruisselle dans les descentes, et n'a plus à commenter que la chaleur.

Alors, quand le Gard est un cagnard, Brian Holm, le Danois polyglotte, parle avec ses compatriotes d'un pays où il fait dix-sept degrés l'été et il rêve aux vacances paisibles qu'il y prendra lorsque ce manège infernal aura cessé de tourner.

CORINE LESNES

ÉQUITATION : championnats d'Europe de saut d'obstacles

Quito joue, puis gagne

Le double champion du monde français, Eric Navet, sur Quito de Baussy Weitl, a remporté, dimanche 21 juillet à La Baule (Loire-Atlantique), la finale individuelle des championnats d'Europe de saut d'obstacles. A un an des Jeux de Barcelone, la menace de voir les meilleurs cheveux français vendus à l'étranger se précise.

LA BAULE

de notre envoyé spécial

D'abord, Quito de Baussy s'est amusé. Jeudi, pour la première épreuve, dite « de chasse », les spectateurs ont vu déboucher dans le stade François-André, un cheval qui semblait avoir du poil à gratter sous la selle. Quito ballottait Eric Navet au rythme de ses ruades pendant cinq obstacles avant de refuser catégoriquement de franchir le sixième. En fait, Quito « jouait ». *« Depuis Aix-la-Chapelle, il y a un mois*, expliquait Eric Navet, *Quito n'a plus concouru. A chaque fois, dans ces cas-là, la première épreuve est l'occasion pour le cheval d'exprimer sa gaieté, sa fraîcheur. Jeudi, il était d'autant plus incontrôlable qu'il fallait aller vite. Quand je relâchais les rênes pour accélérer, il croyait qu'il avait le droit de faire n'importe quoi ».* Résultat : Eric Navet est pointé jeudi soir à la vingt-quatrième place du concours. Le titre individuel semblait définitivement compromis pour cause de bonne humeur.

Mais Quito n'a pas seulement le sens de l'humour. Il aime aussi les surprises. La victoire d'Eric Navet l'an dernier, au championnat du monde, pouvait déjà s'apparenter à une grosse farce. Deux mois avant la compétition, le jeune cavalier normand n'était même pas candidat pour une place en équipe de France. Il trouvait Quito, alors âgé de huit ans, trop jeune et voulait le ménager pour la suite d'une carrière qui s'annonçait prometteuse. Il fallut toute l'insistance de Pierre Durand pour que le couple se rende à Stockholm et fasse sensation en remportant l'épreuve individuelle, mais aussi par équipes. Restait à jouer le même tour à La Baule, où Quito était guetté par le public français.

Sous quelles couleurs ?

Dès le vendredi, changement de décor pour les épreuves par équipes. Redevenu sérieux, Quito de Baussy s'adjuge le seul double parcours sans faute de la journée, rayon de soleil dans une équipe de France plutôt tristounette. Les points du concours par équipes comptant pour l'attribution du titre individuel, Eric Navet effectuait une exceptionnelle remontée au classement général, pour se retrouver à la troisième place. Quand il s'élance sur le premier parcours de la finale, dimanche, le plus dur reste à faire : devancer la surprenante jument du Néerlandais Raymakers, et, bien sûr, John Whitaker sur le mythique Milton. Le cheval britannique est un peu le Bubka du saut d'obstacles. Là où les autres s'appliquent, il survole. Et effectivement, le cheval blanc démontre, en début de parcours, toute son aisance. Il efface les oxers... pour mieux tomber dans la rivière. C'en est fini des chances du couple britannique. D'autant plus qu'Eric Navet signe le seul parcours sans faute de la manche. Exploit réitéré dans le deuxième parcours avec un quatrième sans faute consécutif. D'humeur à nouveau enjouée, Quito a droit à sa médaille d'or, au terme d'une remontée très rare à ce niveau de compétition. Championnat du monde et championnat d'Europe avec Eric Navet, il ne sait être à l'heure de ses deux premiers rendez-vous.

Logiquement, le prochain devrait être Barcelone, pour les Jeux olympiques. Mais sous quelles couleurs ? Le risque de voir Quito vendu à une écurie étrangère n'existe pas que dans les rêves les plus sombres de Patrick Caron, l'entraîneur de l'équipe de France. Une hémorragie des meilleurs chevaux menace en effet les écuries françaises dont les résultats ont toujours été supérieurs aux moyens financiers. Le passage en Italie de l'excellente jument Razia *du Poncel, laissant Hubert Bourdy à* pied, n'en est qu'un exemple parmi d'autres ventes récentes.

Quito, qui est né dans l'élevage du père d'Eric Navet, Alain Navet, est une propriété familiale. Jusqu'à présent, les Navet pouvaient rentabiliser leur prodige par la vente de ses saillies (plus de 8 000 francs l'insémination). *« Si Quito avait été castré*, souligne Alain Navet, *il serait moins exubérant, mais nous l'aurions vendu depuis longtemps. Mais cela ne suffit plus. Nous sommes avant tout des éleveurs. Nous devons rentabiliser un capital immobilisé et qui risque de disparaître du jour au lendemain. Quito a neuf ans, après cette victoire il est au maximum de sa cote. Nous avons déjà reçu des propositions de l'étranger et nous en recevons d'autres, de plus en plus tentantes. En revanche, rien ne semble se dégager côté français. »*

Les partenaires du saut d'obstacle français semblent en effet se renvoyer la balle. Lenteur de Patrick Caron à fournir une liste de chevaux à protéger, manque de moyens ou de volonté de la fédération, intérêt des propriétaires, toujours est-il que pratiquement aucun cheval français de bon niveau n'est sûr d'aller à Barcelone sous les couleurs nationales. D'autres vont peut-être jouer pour Quito de Baussy. Et ramasser la mise.

JÉROME FÉNOGLIO

FOOTBALL : le championnat de France

Paris SG, l'ambition retrouvée

Les équipes du Paris SG et de Nantes n'ont pu se départager (0-0), samedi 20 juillet, à Nantes, à l'occasion de la première journée du championnat de première division. Le club de la capitale est désormais très ambitieux, fort du soutien de Canal Plus et de la mairie de Paris qui s'est engagée à éponger un déficit de 50 millions de francs. Le PSG veut devenir le club de la région parisienne et s'ouvrir aux jeunes des banlieues.

NANTES

de notre envoyé spécial

L'histoire du Paris Saint-Germain est celle, déroutante, d'un « nouveau pauvre » qui devient « nouveau riche » sans avoir le temps de comprendre ce qui lui arrive. Curieuse trajectoire. Pauvre, du moins beaucoup moins bien pourvu que Marseille ou Monaco, il l'était jusqu'au printemps dernier. Faute d'avoir eu les moyens de suivre l'évolution du football à la mode marseillaise, il vivait sur son passé, ses coupes de France (1982 et 1983) et son titre de champion (1986). L'équipe était médiocre et le Parc des princes aussi vide que les caisses (déficit estimé à 50 millions de francs).

Un premier plan de relance est alors mis au point (*le Monde* du 14 mai), à l'initiative de Francis Borelli, président du club, et du publicitaire Bernard Brochand, président de la société DDB-Needham International, vice-président du PSG et conseiller en communication de Jacques Chirac. Ce plan, soumis à la mairie, préconise l'appel à de grands partenaires financiers. Il présente le PSG comme le club de l'Ile-de-France. Les dirigeants s'engagent à ouvrir leurs tribunes aux jeunes des banlieues. A l'heure où les cités s'embrasent, l'argument est séduisant.

Parallèlement, Francis Borelli démarche des sociétés susceptibles de renflouer les caisses. Il approche *TF1*. En vain. L'Italien Silvio Berlusconi, président du Milan AC, propose ses services. Les discussions n'aboutissent pas. De même que celles engagées avec la société de travail temporaire *RMO*.

Bernard Brochand, lui, contacte Canal Plus, la « chaîne du cinéma et du football », coéquipière incontournable dans le *milieu* du ballon rond. André Rousselet, son président, a beau être un proche de M. Mitterrand, un terrain d'entente est trouvé, avec l'aval de M. Chirac. En quelques jours, à la fin du mois de mai, la chaîne se lance dans l'aventure. Une société à objet sportif (SOS) est créée. Elle donnera les grandes orientations du PSG – le club reste une structure à part entière, – évoquera les questions financières, contrôlera la gestion.

Présidée par Pierre Lescure, directeur général de Canal Plus et ami de Bernard Brochand, cette SOS rassemble, en un dosage très étudié, toutes les parties concernées : le club, la chaîne, la mairie. Les dirigeants « historiques », autrement dit le club, restent majoritaires (51 % des parts), mais Canal Plus détient 40 % des parts. Les 9 % restants devraient prochainement être attribués à d'autres partenaires. La mairie de Paris, qui ne peut être actionnaire d'une telle société, verse ses subventions directement au club, mais compte, malgré tout, trois représentants au sein du conseil d'administration de la SOS. Rien ne se fera sans son accord.

Francis Borelli est évincé. Car le club, lui aussi, se voit doté d'un nouvel organigramme : Bernard Brochand est président ; Michel Denisot, l'animateur vedette de la chaîne, devient vice-président (il dirigera le PSG au quotidien) ; Charles Talar, un dirigeant de l'ancienne équipe, est vice-président. Le PSG nouveau dispose d'un budget de près de 130 millions de francs (92 millions en 1990-1991). La mairie éponge le déficit. De plus, elle versera chaque année 30 millions de francs de subventions. Canal Plus investira aussi 30 millions de francs par an jusqu'en 1993. *« Si nous n'étions pas intervenus, le PSG allait vers le dépôt de bilan »* certifie Michel Denisot.

Onze mille abonnés

Il reste à bâtir une équipe. Les seuls rescapés de l'ancienne formation seront le gardien de but Joël Bats, le défenseur Antoine Kombouaré, les attaquants Daniel Bravo et Christian Perez. Le PSG change de peau. Il engage un technicien de premier plan, le Portugais Artur Jorge, sélectionneur national et entraîneur du FC Porto. Il enrôle aussi des joueurs : les défenseurs brésiliens Ricardo (Benfica Lisbonne) et Geraldao (Porto) ; le milieu de terrain nantais Paul Le Guen ; les Marseillais Bernard Pardo, Bruno Germain et *Laurent Fournier*, cédés par l'OM en « échange » de l'international Jocelyn Angloma et d'une somme d'argent. En six semaines, Michel Denisot, qui reste salarié de Canal Plus, découvre le football de haut niveau, les transferts, les marchandages (1). Il se dit *« surpris »* par les *« marioulins bien habillés qui se pavanent dans un milieu où deux et deux ne font jamais quatre »*.

Ces nouvelles ambitions séduisent le public. Les demandes d'abonnements affluent. Le club doit parfois utiliser le standard téléphonique de Canal Plus pour ne pas être submergé par les appels. Le conseil régional d'Ile-de-France a acheté cinq mille places pour chaque match. Elles seront distribuées aux jeunes des banlieues. Le département de la Seine-Saint-Denis en réserve mille autres pour les cinq premières rencontres. Des négociations sont en bonne voie avec d'autres départements. Le club compte déjà onze mille abonnés, avant même le début d'une campagne d'affichage e *Paris nouvelle vague*. *« Nous n'avons jamais connu un tel engouement »*, assure Bernard Brochand.

Tout serait pour le mieux si la renaissance ne s'accompagnait de tiraillements assez logiques en pareil cas. Sur le terrain, l'équipe manque encore de cohésion. En un mois, Artur Jorge n'a pu faire de miracles. Paris doit apprendre la patience.

Autre zone d'ombre : la répartition des rôles reste floue. Nul ne sait trop qui détient le pouvoir. Les accords actuels avec Canal Plus portent sur trois ans. Que se passera-t-il ensuite ? Certains dirigeants en place depuis plusieurs années estiment qu'en cas de réussite, la chaîne pourrait s'impliquer davantage encore, quitte à radoyer l'équilibre actuel.

En outre, cette « filiation » suscite des critiques. On craint que Canal Plus ne favorise son *« protégé »* au détriment des autres équipes (2). Bernard Brochand rappelle que Robert Maxwell, le patron de presse britannique, possède plusieurs clubs anglais, que Silvio Berlusconi dirige le Milan AC, sans que cela ne soulève des polémiques. Mais le message est délicat à transmettre en France. Michel Denisot s'y emploie : *« Le PSG n'est pas le club de Canal. On ne nous verra pas plus qu'avant sur les écrans. Peut-être moins, même. Simplement, la chaîne investit dans le foot pour que ses abonnés voient de bons matchs ».*

Paris n'est pas encore Marseille, mais il mettra le prix pour le devenir. Les nouveaux dirigeants assurent avoir déjà dépensé 53 millions de francs...

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Le journaliste de Canal Plus avait déjà une expérience dans le football, puisqu'il était président du club de Châteauroux, qui vient d'accéder à la deuxième division. A la rentrée, il continuera d'animer l'émission *Mon zénith à moi*, mais ne commentera plus de matchs pour le compte de la chaîne codée.

(2) Outre son investissement dans le PSG, la chaîne est associée à plusieurs clubs de première division (Nantes, Lyon, Monaco), mais uniquement en tant que sponsor, non comme actionnaire.

□ **Franck Sauzée, de Marseille à l'OM.** – L'international et Monégasque Franck Sauzée a signé, vendredi 19 juillet, un contrat de deux ans en faveur de l'Olympique de Marseille. Il avait déjà porté le maillot de l'OM lors de la saison 1989-1990. Selon des sources monégasques, le montant du transfert serait de 17 millions de francs.

Les résultats

CYCLISME

TOUR DE FRANCE

Quatorzième étape
Saint-Gaudens-Castres (172,5 km)

Classement de l'étape. – 1. Bruno Cenghialta (Ita.), en 4 h 15 min 61 s ; 2. *Jean-Claude Colotti (Fra.)* à 20 s ; 3. Marco Giovanetti (Ita.), à 21 s ; 4. Andreas Kappes (All.) à 37 s ; 5. Davide Cassani (Ita.), même temps...

Quinzième étape
Albi-Alès (235 km)

Classement de l'étape. – 1. Moreno Argentin (Ita.), en 6 h 21 min 22 s ; 2. Thomas Wegmuller (Sui.) à 1 min 7 s ; 3. Mauro Ribeiro (Bré.), à 1 min 12 s ; 4. Maurizio Fondriest (Ita.), à 1 min 14 s ; 5. Frans Maassen (P-B), à 1 min 14 s...

Classement général. – 1. Miguel Indurain (Esp.), en 68 h 32 min 29 s ; 2. Charly Mottet (Fra.), à 3 min ; 3. Gianni Bugno, (Ita.), à 3 min 10 s ; 4. Claudio Chiappucci (Ita.), à 4 min 06 s ; 5. Greg LeMond (E-U), à 5 min 8 s...

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(première journée)

Monaco b. *Montpellier	4-1
*Sochaux et Nîmes	1-1
*Toulouse et Caen	0-0
*Saint-Etienne b. Toulon	3-1
Metz b. *Lens	0-2
*Auxerre b. Rennes	3-1
*Nantes et Paris-SG	0-0
*Marseille b. Lille	1-0
*Le Havre b. Lyon	1-0
*Nancy b. Cannes	1-0

Deuxième division
(première journée)

GROUPE A

Le Mans b. *Rouen	2-1
*Beauvais et Valenciennes	0-0
Angers b. *Sedan	2-0
*Orléans et Brest	2-2
*Louhans-Cuiseaux b. Ancenis	2-0
*Red Star b. La Roche-sur-Yon	3-1
*Guingamp b. Bourges	2-1
*Laval b. Tours	3-0
*Dunkerque b. Amiens	1-0

GROUPE B

Strasbourg b. *Epinal	3-1
*Istres et Alès	1-1
*Nice b. Ajaccio	4-1
*Châteauroux et Martigues	2-2
*Bordeaux b. Perpignan	2-1
*Grenoble b. Saint-Seurin	2-0
*Annecy b. Gueugnon	1-0
*Bastia b. Rodez	2-0
*Saint-Quentin-Mulhouse reporté	

MOTOCYCLISME

Grand Prix de France (vitesse)

L'Américain Wayne Rainey (Yamaha) a *remporté le Grand Prix de France motocycliste* de vitesse (catégorie des 500 centimètres cubes), dimanche 21 juillet, sur le circuit Paul Ricard du Castellet (Var). Il reste ainsi en tête du championnat du monde. Dans la catégorie des 250 centimètres cubes, la victoire est revenue à l'Italien Loris Reggiani (Aprilia). Son compatriote Luca Cadorola (Honda) occupe la première place du championnat du monde.

ÉCONOMIE

BILLET

Le métro à la poussette

Le creux de l'été est en général une période favorable pour *annoncer* des décisions difficiles, voire impopulaires : 1991 ne faillira pas à la tradition. M. Pierre Bérégovoy vient en effet de donner la feu vert pour une augmentation des tarifs des transports en commun parisiens de 5,8 % au 1er août. Le carnet de dix tickets de métro coûtera par exemple 34,50 francs, au lieu de 32,80 francs. Le dernière hausse des services banlieue de la SNCF et de RATP, il y a un an, avait déjà été de 4,5 %.

Cette année, ce n'est pas tant la hausse (prévue dans les contrats de plan en négociation avec les entreprises de transports) qui pose question que son montant, puisque la décrochage par rapport au rythme annuel d'inflation atteint 2,5 %. *Le ministère des finances,* comme le Syndicat des transports parisiens (STP), justifie ce coup de pouce en invoquant le principe de la vérité des tarifs publics : une philosophie d'inspiration libérale à laquelle les gouvernements socialistes se sont peu à peu ralliés.

Alors que l'Ile-de-France et ses habitants bénéficient par rapport aux usagers de province de revenus supérieurs d'environ 30 %, l'utilisateur du métro, du RER ou de l'autobus parisien (lorsque les agents ne sont pas en grève...) paye son ticket beaucoup moins cher que le Marseillais, le Lyonnais ou le Bordelais. L'Etat – et donc le contribuable de Saint-Girons ou de Quimper – verse la différence. Le système apparaît aussi malsain, sur le plan de l'orthodoxie économique, qu'injuste en termes social et d'aménagement du territoire.

Si le gouvernement a lâché du lest sans trop de crainte de voir déraper l'indice des prix, c'est précisément parce qu'en matière d'inflation les derniers résultats (+ 0,2 % en juin) comblent d'aise M. Bérégovoy. L'appel appuyé à l'usager laisse penser que, dans le budget 1992 qui s'annonce sévère, l'Etat serrera la vis sur tous les chapitres des subventions, notamment celles versées aux entreprises publiques.

L'occasion est bonne de s'interroger sur la véritable nature du Syndicat des transports parisiens. Cet établissement public est présidé par le préfet de région, M. Christian Sautter. Les représentants de l'Etat sont largement majoritaires au sein de son conseil d'administration. Un *statut dont les élus d'Ile-de-France ne manquant jamais de critiquer l'anachronisme à l'époque de la décentralisation. Si le* conseil régional (à majorité RPR et UDF) maîtrisait les tarifs parisiens, ceux-ci progresseraient-ils moins ? Les investissements à faire, en tout état de cause, sont considérables, et très chers...

FRANÇOIS GROSRICHARD

La CEE met en garde la Grèce

Le ministre néerlandais des finances et président du conseil des ministre de l'économie et des finances (Ecofin) de la CEE, M. Win Kok, a achevé samedi 20 juillet une visite de trois jours en Grèce. Au terme de ses entretiens avec les responsables du pays, il a souligné devant la presse les retards pris dans la réduction du déficit public (20 % du PNB en 1990), la privatisation des entreprises publiques et la lutte contre la fraude fiscale. Ces retards *« ne jouent pas en faveur de la Grèce mais contre elle »*, a déclaré M. Kok. Au début de l'année, la CEE a accordé à la Grèce un prêt de 2,2 milliards d'écus (15,4 milliards de francs). Le versement de *la deuxième tranche* de ce prêt, en février prochain, pourrait être suspendu faute de résultats économiques positifs. Mais M. Kok ne s'est pas prononcé sur le sujet, déclarant simplement qu'il appartient au gouvernement grec de *« parvenir aux objectifs qu'il s'était lui-même assigné »*.

Les statistiques de l'INSEE et de l'UNEDIC

Net ralentissement des créations d'emplois au premier trimestre 1991

Au premier trimestre 1991, la création d'emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles s'est fortement ralentie, selon l'INSEE. La croissance des effectifs n'aura *été* que de 0,1 %, en données corrigées, contre 0,4 % au dernier trimestre de 1990, et davantage encore précédemment. La hausse en rythme annuel n'est plus que de 1,4 %, alors que l'évaluation, révisée pour l'ensemble de 1990, a finalement *été* établie à + 1,7 %.

Cette fois, l'emploi industriel, qui s'était stabilisé au cours de l'an passé, poursuit son tassement avec un recul de 0,4 % en trois mois comme en douze mois. Si l'on tient compte de l'intérim, l'inversion de tendance aurait même commencé *à la mi-1990*. Dans un premier temps, les entreprises ont supprimé les emplois précaires, puis ont eu recours au chômage partiel. Désormais, notamment dans l'industrie des biens de consommation ou des biens intermédiaires, *elles* procèdent à des licenciements collectifs.

La publication de cet indice met d'autre part un terme, au moins théorique, aux divergences statistiques qui survenaient régulièrement depuis quelque trois ans entre l'INSEE et l'UNEDIC. A la suite du rapport demandé en janvier 1990 à M. Callies par M. Jean-Pierre Soisson, alors ministre du travail, justement pour mettre fin à des différences d'appréciation parfois importantes, les deux institutions se sont en effet mises d'accord sur l'élaboration d'un baromètre qui donne satisfaction aux deux parties et, surtout, qui devrait être plus fiable.

243 000 salariés supplémentaires en 1990

Dorénavant, l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions de travail incorporera donc, pour la moitié des secteurs d'activité, les données fournies par l'UNEDIC. Celles-ci, notamment pour les emplois du tertiaire, se sont avérées davantage capables de mesurer l'évolution, à la hausse comme à la baisse. Les autres paramètres étant concordants, entre les deux sources, l'instrument devrait gagner 20 % en précision.

Ce réaménagement s'est traduit par une modification de l'estimation qui portait sur le dynamisme des créations d'emplois en 1990. Alors que l'INSEE évaluait l'augmentation des effectifs salariés dans les secteurs marchands non agricoles à + 225 000 (+1,6 %), elle l'établit, après correction, à + 243 000 (+1,7 %). Pour mémoire, et en se limitant aux seuls salariés assujettis à une cotisation d'assurance-chômage, l'UNEDIC constatait que les effectifs étaient en hausse de 1,9 %, correspondant à 310 000 postes supplémentaires (*le Monde* du 8 mai 1991).

Malgré cela, l'UNEDIC poursuit la publication de ses propres statistiques, qui ne portent que sur les effectifs salariés de son champ, celui des entreprises du secteur privé, marchand et non marchand. Au premier trimestre 1991, toutes tailles d'établissements confondues, l'emploi salarié a progressé de 0,2 %, contre 0,5 % au dernier trimestre de 1990. La croissance annuelle serait de 1,8 % et correspondrait à 250 000 cotisants de plus. *Phénomène significatif :* dix régions, dont l'Auvergne et la Lorraine, perdent à nouveau des emplois, alors que toutes en gagnaient l'an passé.

A. Le.

Selon un rapport de l'organisation internationale

La France a le plus faible taux de syndicalisation des pays de l'OCDE

***Dans son rapport annuel sur* les perspectives de l'emploi, publié le 18 juillet, l'OCDE innove, en consacrant pour la première fois une longue étude aux tendances de la syndicalisation. D'ambiée, le ton est donné : si dans les années 70, 14 millions de syndiqués se sont ajoutés aux 78 millions comptabilisés au début de la décennie, dans les années 80, les syndicats ont perdu *« quelque 5 millions de membres »*. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France portent une lourde responsabilité dans cette chute mais *« pratiquement tous les pays de l'OCDE ont connu une croissance réduite ou négative des adhésions »*. La France est le pays au plus faible taux de syndicalisation des 24 pays membres de l'organisation.**

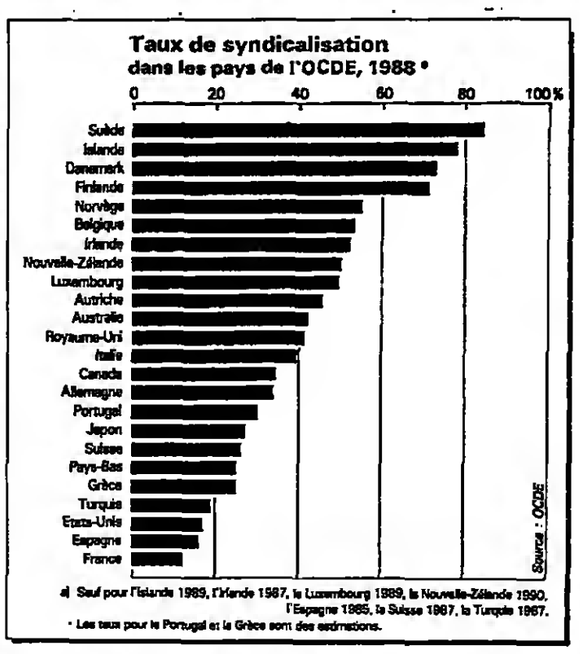
Dans ses travaux, l'OCDE s'entoure du maximum de précautions, l'étude ayant même été présentée avant publication à la Commission syndicale des pays de l'organisation (TUAC). Elle s'est fondée sur des statistiques *« homogènes, excluant les travailleurs indépendants, les retraités et les chômeurs »* et elle a calculé le taux de syndicalisation en divisant le nombre d'adhérents par le nombre de salariés occupés.

Recul dans les pays faiblement syndiqués

Elle rappelle que les définitions de la syndicalisation varient selon les pays. Et surtout, elle souligne que *« le concept même d'adhésion et ce que signifie le fait d'avoir une carte n'est pas transférable d'un pays à l'autre »*, notamment en raison de formes diverses d'incitation et de soutien social au syndicalisme (distribution des prestations de l'assurance chômage par les syndicats en Belgique, emplois réservés aux seuls syndiqués au Canada, en Nouvelle-Zélande, et en partie aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, etc.).

Toutefois, la tendance est nette : *dans 18* pays de l'OCDE, le taux moyen (pondéré) d'implantation syndicale est passé *« de 35 en 1970 à 37 en 1975, puis est redescendu à 35 en 1980, à 30 en 1985 et à 28 en 1988 »*. La majorité des pays ont été affectés par cette désyndicalisation et *« seules la Finlande, la Suède et l'Islande ont continué d'enregistrer une nette progression »*, avec des augmentations respectives des effectifs, de 1980 à 1989, de 18,5 %, de 9,7 % et de 70,1 %.

L'OCDE observe que *« le syndicalisme a encore perdu du terrain dans les pays déjà faiblement syndiqués, tandis que dans les pays où les syndicats étaient très puissants au départ, ils ont mieux résisté »*. En 1988, comme le montre le graphique, la Suède était largement en tête avec un taux de syndicalisation de 85,3 %, alors que la France se retrouve bonne dernière avec 12 % (ce taux apparaissant même légèrement surestimé), juste devancée par l'Espagne et les Etats-Unis. De 1980 à 1989, le recul des effectifs est de 20,9 % en Grande-Bretagne, de 31,7 % en Espagne et de 41,6 % en France.



a) Sauf pour l'Islande 1989, l'Irlande 1987, le Luxembourg 1989, la Nouvelle-Zélande 1990, l'Espagne 1985, la Suisse 1987, la Turquie 1987.
* Les taux pour le Portugal et la Grèce sont des estimations.

« Au cours des années 80, note l'OCDE dans sa recherche d'explications, *les effets combinés de l'arrêt de l'expansion du secteur public, du déclin de la part du secteur manufacturier dans l'emploi et du développement rapide de l'emploi dans les services financiers, services aux entreprises et services personnels, ont entraîné un ralentissement sans précédent de la croissance des syndicats. »*

L'évolution favorable des femmes

Mais si la montée du chômage *« nuit à l'implantation syndicale »*, elle n'explique qu'en partie le déclin du syndicalisme. *« Ainsi, dans plusieurs pays, les niveaux d'implantation syndicale ont fortement chuté alors que le chômage n'augmentait que modérément. »*

Toutefois, l'étude s'attache surtout aux causes extérieures (économiques, politiques, sociétales) de la désyndicalisation et laisse de côté les responsabilités incombant aux syndicats eux-mêmes.

L'étude sur les variations sectorielles de l'implantation syndicale apporte quelques précieuses confirmations. *« En termes absolus, les effectifs d'adhérents ont diminué à un moment ou à un autre après 1974 dans tous les pays, sauf les pays nordiques. Les pays les plus frappés ont été l'Italie (-30 % depuis 1980), les Pays-Bas (-42 % depuis 1973), les Etats-Unis (avec une perte de 2,3 millions d'adhérents, soit un tiers de tous les adhérents du secteur manufacturier, depuis 1980) et le Royaume-Uni (avec une perte de 2,5 millions, soit 50 %, d'adhérents depuis 1979). »*

L'OCDE note que *« la part moyenne des travailleurs syndiqués dans le secteur public a augmenté de près de 10 points au cours des deux dernières décennies »*, cette évolution étant due essentiellement à la croissance de l'emploi public et à la baisse des taux d'implantation dans le secteur privé. Globalement, presque deux syndiqués sur cinq appartiennent au secteur public, cette proportion étant de trois sur cinq en France, où il n'y a que 8 % de syndiqués dans le secteur privé.

Si la syndicalisation des femmes reste très inférieure à celle des hommes, l'évolution est favorable. Entre 1970 et 1988, la part des femmes dans le total des effectifs syndiqués est passée de 24,9 % à 31,3 %. Comme le note la conclusion de l'étude, c'est en organisant davantage les femmes mais aussi les salariés des services commerciaux et les catégories d'employés que les syndicats pourront accélérer leur transformation. Et peut-être commencer à enrayer leur déclin.

MICHEL NOBLECOURT

En appelant à la grève les 23 et 24 juillet

Des pilotes d'Air Inter dénoncent l'affrètement d'avions de l'Aéropostale

Les deux syndicats de navigants d'Air Inter, le SNPL et l'USPNT, ont lancé un appel à la grève mardi 23 et mercredi 24 juillet. Les grévistes dénoncent l'affrètement par Air Inter d'avions de l'Aéropostale, filiale commune avec la Poste.

Les passagers aériens ont du mal à comprendre la raison de l'acharnement de certains navigants d'Air Inter contre l'utilisation d'appareils de l'Aéropostale. Pour s'y opposer, ils ont déjà fait grève, avec relativement peu de succès, le 29 mai, le 30 mai et le 25 juin.

L'idée d'utiliser, durant le jour, pour les passagers, des avions transportant, durant la nuit, des lettres et des colis postaux semble, de prime abord, une mesure de bonne gestion puisqu'elle permet d'économiser 15 millions de francs par an et par avion.

L'emploi du Boeing 737 « quick change », dont les sièges se montent et se démontent en une heure et demie, ne devrait pas dégrader le confort du vol. Le recours à l'Aéropostale – dont le capital est réparti entre La Poste (40 %), Air France (20 %), Air Inter (20 %) et TAT (20 %) – aurait dû calmer les appréhensions de certains pilotes redoutant d'être gérés par des amateurs seulement soucieux de rentabilité.

De même, la promesse faite par la direction d'Air Inter que les pilotes de la compagnie intérieure affectés à la conduite des avions de l'Aéropostale seraient payés selon les mêmes barèmes que s'ils volaient sur des avions d'Air Inter et qu'aucun vol assuré par Air Inter à l'Aéropostale ne serait piloté par des équipages « étrangers » semblait garantir que le recours aux avions de la filiale ne servirait pas à payer moins cher des pilotes moins expérimentés. Selon toute vraisemblance, des pilotes d'Air France et de TAT obtiendront les mêmes conditions.

Le « syndrome d'Aéromaritime »

Les grèves à répétition organisées par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) et l'Union syndicale du personnel navigant technique (USPNT) paraissent inspirées par le « syndrome d'Aéromaritime », cette compagnie charter filiale d'UTA utilisée par la direction de celle-ci pour diminuer fortement les coûts salariaux en pratiquant des *salaires nettement* inférieurs à ceux de l'aviation civile française. Malgré les assurances données par la direction d'Air Inter, certains pilotes persistent à redouter une déréglementation sociale inavouée.

Chez d'autres, et notamment parmi les mécaniciens navigants, on note le désir de « rapatrier » les vols effectués par l'Aéropostale afin d'obtenir la poursuite de l'exploitation des Mercure et des Caravelle 12, avions pilotés à trois, alors que les Boeing 737 ont un équipage de deux pilotes et se passent de mécanicien. En faisant croire que les passagers seraient transportés comme des colis dans ces appareils *à usage mixte, ils peuvent espérer* effrayer le client et contraindre la direction à prolonger, au-delà de 1994, l'utilisation des Mercure, en passe de devenir obsolètes.

ALAIN FAUJAS

La préparation du budget 1992

M. Jean Kaspar critique « l'entêtement » de M. Pierre Bérégovoy

« Je crains que l'entêtement de Pierre Bérégovoy ne coûte cher en emplois et ne fasse peser des risques de récession sur notre pays », déclare M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, dans un entretien publié par le quotidien *le Parisien* le 22 juillet.

D'accord pour reconnaître que *« le respect des grands équilibres »* est de nature à réduire le chômage et à augmenter l'emploi, le responsable syndical constate que, *« depuis dix mois, la formule a des relents inquiétants »*, et il met en cause la politique du franc fort en affirmant que celui-ci *« est surévalué par rapport à notre économie »*. La situation est qualifiée d'*« artificielle »*, et ce qui était favorable pendant la phase de développement économique se transforme *« en cercle vicieux en période de ralentissement »*.

Avec les restrictions budgétaires, *« on risque bel et bien d'encourager un cycle récessionniste », « avec, pour conséquence, une augmentation du chômage »*, poursuit M. Kaspar, qui préconise *« un accroissement léger et temporaire du déficit budgétaire »*, le lancement d'un emprunt obligatoire *« de masse »* et la vente des participations de l'Etat dans les entreprises nationalisées pour les ramener à 51 % ou 66 %.

Après les révélations du « Sunday Times »

La BCCI soupçonnée de liens avec les terroristes palestiniens

La Haute Cour britannique devait examiner le 22 juillet la demande de liquidation de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) formulée par la Banque d'Angleterre après la décision internationale de suspension des activités de cet organisme, BCCI prise le 5 juillet (*le Monde* daté 7-8 juillet).

La Banque d'Angleterre a cherché, lors du week-end, à convaincre l'émirat d'Abou-Dhabi, actionnaire à 77 % de la BCCI, d'accepter cette mise en liquidation, alors qu'un groupe important de déposants devait la contester devant la Haute Cour.

Déjà accusée de fraudes à grande échelle et de blanchiment d'argent de la drogue, la BCCI a de nouveau fait la une des journaux britanniques. Le *Sunday Times* du 21 juillet a en effet affirmé que le terroriste palestinien Abou Nidal y détenait plusieurs comptes, grâce à des prête-noms.

Il ne fait ainsi que confirmer des révélations faites dès le 6 juillet par le *Financial Times* (*le Monde* daté 7-8 juillet) et sur lesquelles la Banque d'Angleterre, soupçonnée d'avoir été informée début 1990, a jusqu'ici refusé de faire des commentaires.

Le gouverneur de la banque devrait être entendu le 23 juillet par la commission des finances de la Chambre des communes, alors que l'opposition travailliste réclame, sur cette affaire, une audition du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, et du premier ministre, M. John Major.

EN BREF

□ **La grève à la SNCF suspendue à Calais.** – Les agents de manœuvre de Boulogne-sur-mer et de Calais de la SNCF (Pas-de-Calais) ont décidé, dimanche 21 juillet, de suspendre leur mouvement. Un compromis a été trouvé sur le paiement des jours de grève. Les syndicats ont accepté la proposition de la SNCF sur le versement d'une prime estivale de 250 francs (au lieu des 300 demandés), assortie d'une augmentation de 10 % de la prime de travail. Les sanctions *« ne resteront que symboliques »*, ont annoncé les syndicats. Les agents de l'agglomération lilloise se prononceront lundi sur la poursuite de la grève.

□ **La Ciotat : un gréviste de la faim hospitalisé.** – L'un des quatre grévistes de la faim du Comité des chômeurs de La Ciotat (Bouches-du-Rhône) a été hospitalisé le 21 juillet, à la suite d'une crise d'hypoglycémie. Depuis vingt-quatre jours, les quatre hommes ont cessé de s'alimenter, pour demander la reprise de l'activité des chantiers navals, et espèrent que le dossier sera examiné, le 25 juillet, lors de la table ronde organisée par le conseil général.

□ **L'excédent commercial du Brésil s'est accru au premier semestre.** – La balance commerciale brésilienne a enregistré un excédent commercial en hausse au cours des six premiers mois de l'année, selon les statistiques du ministère de l'économie. Il s'est inscrit à 7,2 milliards de dollars (43 milliards de francs), en progression de 23 % par rapport à la même époque, l'année précédente.

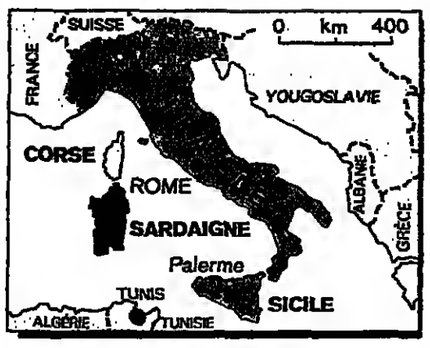
هكذا من الأصل

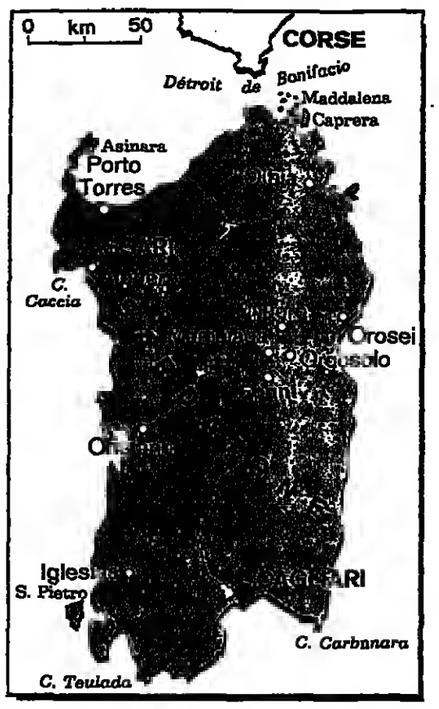
Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

La Sardaigne jette des ponts vers la Corse

Les deux îles, handicapées, veulent coopérer plus activement sous l'égide de Bruxelles





LA facétieuse boutade lancée au visiteur français fait mnucbe : *« Par rapport à vntre Corse qui n'n que 249 000 habitants, nous les Sardes, nous sommes dans notre île 1,6 million. Mais nvec 3,5 millinns de têtes, les mnutnns snnt beaucoup plus nmbreux... »* Marin Lenni, haut fnnctinnnaire chargé des relations avec la CEE au gouvernement régional, continue ses enmparaisnns insulaires : *« En revanche, ln Sicile est presque une île-Etat : 5,1 millions d'habitants – soit 9 % de ln population italienne sur la même superficie que la Snrdaigne, – alors que nous ne cnmptons que pour 2,9 %. »*

Avant de quitter le terrain de la pnlémiqne, relevnns le titre du grand jnurnal de Cagliari, *l'Uninne sarda*, dans son édition du 22 mai : *« La Sardaigne n conquis pour la deuxième année consécutive le rang peu enviable de région la plus froudeuse en mnlière fiscale : une évasinn qui représente 77 milliards de lires (1). »* Voilà un record de nature à faire réfléchir les bailleurs de fonds de la CEE, à Bruxelles!

Mais lnnte l'économie insulaire, bien sûr, ne se résume pas à ces flasbs caricaturaux. D'autant qne plusieurs indices démontrent que la grande île en forme de semelle a vu globalement, depuis dix ans, sa situation s'améliorer relativement par rapport aux autres régions défavorisées dn Mezzoginrnn, antrement dit la partie sud de la botte et les îles. Comparée, par exemple, à la Calabre ou à la Basilicate, en lermes macroécnnomiques, la Sardaigne ne s'en tire pas trop mal, grâce aux investissements publics massifs des années 60 et 70.

Le chômage? Le nombre des sans-emploi a régressé de 8 % entre le premier trimestre 1990 et le début 1991, alors qu'il progressait de 21 % en Mnlise nn de 5,7 % en Basilicate. Aujourd'hui, avec 19 %, la Sardaigne affiche un taux d'inemplol plus faible que la Campanie (21,5 %), que la Sicile (24 %) et que le Mezzogiorno en général (20,7 %, snil tnnt de même le dnuble de la mnyenne natinnale). L'élevage, la vigne, la culture du blé ou du riz, la production de sucre se snnt même payé le luxe de gagner en un an 4 000 emplois supplémentaires.

Le produit intérieur brut par habitant? En dix ans, il a progressé au rythme moyen annuel de 1,6 %, soit légèrement plus que dans l'ensemble des régions dn Snd, et il dépasse sensiblement la moyenne de ces zones. Il n'empêche que l'écart entre le nnrd (surtont la Lombardie) et le snd du pays a lendance à se creuser sur une longue périnde, ce qui veut dire qn'en termes d'aménagement du territnire la décennie 80 aura marqué en Italie (comme en France) une période d'aggravatinn des déséquilibres réginnaux. Un critère parmi d'autres : exprimée en lires de 1980, la valeur ajnutée par actif est passée entre 1980 et 1989 de 16,5 millions à 18 en Sardaigne, de 14 à 15,5 en Calabre, mais de 20,5 à 24,5 pour l'ensemble du nord et du centre de l'Italie.

Ile authentique, la Sardaigne l'est à coup sûr, dans la mesure où les distances qui la séparent du continent sont suffisamment grandes pour que la notion d'isolement, réel et psychnlogique, prenne tout son sens. Dans cette nptique, elle se compare à la Corse ou aux Baléares, pour l'économie desquelles l'avion el le ferry jnuent un rôle essentiel, souvent dénnncé pourtant par les populatinns comme l'incarnatinn d'nn mnnnpnle abusif. Cagliari est plus proche du littoral tunisien que de Rome. Les Sardes bénéficient encore, pour leurs voyages aériens vers le « cnntinent » italien, d'une rédnction de 30 %, mais depuis nn an le même avantage, qui traditionnellement s'appliquait aux marchandises, a été supprimé sur injonction de la CEE.

Le poids des groupes publics

Avec la Corse, pourtant proche à toucher, la Sardaigne n'a jamais entretenu de relations étroites. Bref, toutes les revendications, objectives ou irratinnnelles, d'un statut spécial, au sein de la République italienne comme dans l'Europe, sont icl cnnjnguées, au même tilre qu'aux Shetland, aux Açores ou à la Réuninn. Chaque jnur, le pouvnir, qu'il soit économique à Milan, politique à Rome ou snpranational à Bruxelles, en fait l'expérience.

La faiblesse économique majeure tient au fait que l'industrie lnurde est dominée par les grands groupes publics italiens, dont le siège est dans la péninsule et la stratégie mondiale. Le 24 mai, pendant que le conseil réginnal tenait une séance extrannrdinaire à Cagliari, nne importante manifestation de travailleurs envahissait les grandes artères, prenant à partie l'IRI, l'ENI ou l'ENICHEM. Elus politiques et syndicalistes n'avaient qu'un mot d'nrdre – *« La mobilisation pour l'industrie »* – et un slogan – *« Plus nous serons unis, plus la Sardaigne sera forte en Italie »* – ...sous-entendn : pour obliger les dirigeants des entreprises chimiques, textiles, minières ou d'aluminium à renoncer à leurs plans de réductinn des capacités de production.

Le tissn des PME, à part le bâtiment et les travaux poblics, ne pèse pas lourd. Machines, voitures, papier, matériels sophistiqués sont importés. Quant au tourisme, qui a pris un essor remarquable (attirant un flux d'investissements multinatinnaux dans le Nord-Est), même s'il reste encore essentiellement alimenté par une clientèle nationale, il s'appuie davantage sur la formule des villages de vacances que sur l'hôtellerie proprement dite. Conséquence : en termes d'emplois permanents, il génère assez peu de valeur ajoutée. L'office 'dn tourisme s'attend cependant à une bonne saison 1991, à cause des soubresauts qui agitent la Yongoslavie el qui nnt provoqué une vague d'annulations dans ce pays et des transferts de clientèle correspondants.

« Nous craignons que le grand marché européen ne se traduise, pour nos régions, par des menaces plus que par des avantages, nnus a déclaré Mario Floris, président de la jnnte régionale, *car l'ouverture de ln CEE à l'Est risque de faire passer les régions du Sud au second plan. Les subventions européennes commencent à diminuer, ou alors Bruxelles reprend dans ses nouveaux programmes ce qui nous nvait déja été attribué au titre, par exemple, des anciens programmes intégrés méditerranéens (PIM). »*

Démocrate-chrétien (qui a succédé en 1989 à un membre dn Parti autnnomiste aujourd'hui député européen), assisté de douze assesseurs et « régnant » sur quelqne cinq mille fonctionnaires, M. Floris ajnnte : *« Il est important que le dialogue continue avec le gouvernement de Rome, qui semble d'ailleurs plus disponible qu'avant, plus ouvert sur les questions de reconversion industrielle. »* Mais vis-à-vis de la CEE, le président ne craint pas de juger *« asphyxiants »* les contrôles que prétendent exercer les fnnctinnnaires communautaires sur les aides régionales et étatiques à l'économie sarde. Un énervement qui pourrait encore s'exacerber si Rome accepte, au terme d'une lnngue procédure juridique, une révisinn dn statut d'autonomie de 1949, dans le sens évidemment d'un élargissement des pouvoirs régionaux.

« Il fnut ouvrir les yeux et les oreilles des Sardes aux grands enjeux de l'Europe de 1993, c'est notre rôle à nnus, universitnires », lance Panln Fnis, dnyen de la faculté de droit de Sassari. *« Attention aux réginns à deux vitesses! Mais le gouvernement régional actuel est trop nbsédé par la logique des subventinns obtenues à Rome et à Bruxelles. Il faut réfléchir à une stratégie à long terme. »* C'est dans cette nptique, précise-t-il, qne les trois universités de Cagliari, de Sassari et de Corte (Haute-Corse) nnt conclu en jnin 1989 un accord de coopération, *« pratique, pas du tout solennel »*. Professeur de programmatinn économique à l'Université, Antnnelln Paba défend, pour sa part, nne théorie nuvertement industrialiste : *« L'économie régionale s'affaiblit. La consommation s'accroît à un rythme deux fois plus rapide que* [celui des] *investissements. La grande difficulté n'est pas de trouver des mnyens financiers mais des entreprises dignes de ce nom qui attirent l'épargne et créent de la sous-traitance. »*

Pnur l'beure, le bane d'essai le plus concret pour une coopération entre la Corse et la Sardaigne, avec l'appui évidemment de Rome et de Paris, porte le nom barbare d'Intereg. Il s'agit d'une initiative de la Commission de la CEE destinée à renforcer les actions de développement dans les zones frontalières. Pour Bruxelles – qu'on ne peut que louer, – les frontières ne passent pas seulement entre la Wallnnie et le Nord ou à travers les Alpes, mais anssi en mer. Si ce programme est approuvé – on attend le feu vert pour l'antnmne, – 42 millinns d'écus (2) seront dégagés dnnt 21 payés par l'Europe, 11,9 par la région sarde, 5,8 par les collectivités locales corses et... 1,63 par l'Etat français. Parmi les principaux nbjectifs, retennns la notinn de continnité territoriale entre les deux régions, la valorisation de l'environnement marin, le renfnrcement des échanges culturels et technologiques à partir des universités, la définition en commun de produits touristiques nouveaux, la formation aux métiers dn sport et du tourisme.

Deux initiatives pourraient être prises à bref délai : l'nnverture d'une ligne aérienne régulière entre les deux îles, subventionnée pendant trois ans à titre expérimental – pourquoi pas à base de capitaux nriginaires de Sardaigne et de Corse? – et la réalisation d'un parc marin international, assortie de mesures immédiates de protection visant les archipels de la Maddalena (où existent des bases militaires de l'OTAN) et des Lavezzi. Vnilà un programme, même s'il est géographiqnement limité, intelligemment conçu parce que très concret et très différent d'un catalogue à la Prévert. Il présente anssi l'avantage d'obliger les responsables politiques à dépasser, face à l'Europe, leurs clivages.

La Corse est en effet présidée par nne personnalité RPR dans une France gouvernée par les socialistes, alors qu'en Sardaigne, aux côtés du président démocrate-chrétien Floris, le ministre assesseur chargé de la négociation de ce programme avec Bruxelles est un de ses alliés dans la coalition réginnale, de lendance socialiste...

de Cagliari
FRANÇOIS GROSRICHARD

(1) 1 000 lires = 4,55 F.

(2) 1 écu = 6,9 F.

□ Nous poursuivons la publication d'une série d'enquêtes sur les « îles de l'Europe » dans la perspective du marché unique de 1993. Sont déjà parus des reportages consacrés à la Nouvelle-Calédonie (3 juillet 1990), à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion (10 avril 1990), à Malte (17 octobre 1989), aux Açnrea (4 juillet), à Man (30 mai), à la Corse et aux îles du Pnuant (10 mai), aux Canaries (14 février), à Rhodes (31 janvier 1989) et à Madère (20 décembre 1988).

La CEE épaule le continent sud-américain

Moindre qu'en Afrique, l'aide européenne permet cependant d'alléger le fardeau de l'endettement

L'AMÉRIQUE LATINE est bien lnin de la CEE. Elle l'est nn peu moins depuis que l'Espagne et le Portugal ont adhéré, en 1986, à l'Europe communautaire. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'à la Commission de Bruxelles un Espagnol, M. Abel Matules, est chargé du dossier. Reste que, en dépit des effnrts de relance, encouragés par la démocratisatinn de plusieurs régimes du continent américain, les relations avec les Douze ne sont pas à la mesure des ambitinns nourries il y a quelques années.

Le 22 juin 1987, le consell des ministres des affaires étrangères de la CEE prenait acte de *« la dimension historique et culturelle supplémentaire apportée nux liens traditionnels entre les deux réginns par l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté »*. Il affirmait ensuite *« la communauté de valeurs et d'intérêts entre les peuples d'Europe et d'Amérique latine et leurs aspirations communes à une conception de ln société, fondée sur le respect des droits de l'homme »*. Sur le plan économique, les Douze prenaient l'engagement d'aider leurs partenaires à surmonter leurs difficultés les plus graves, notamment *« les contraintes liées au poids de la dette extérieure et à une inflation souvent à trois chiffres »*.

Le dialogue avec des pays latino-américains avait en fait commencé en 1984 à San José de Costa Rica avec les Etats d'Amérique centrale et du groupe de Contadora (1) au mnment du plus fnrt de la crise dans la réginn. Le processus de démncratisatinn dans le sud du continent a accéléré la relance de la coopération et le renforcement des liens politiques. L'engagement de la CEE répondait ainsi aux efforts déployés par plusieurs pays ponr apporter des solutions à la situation de crise permanente. Ainsi se sont développées des rencontres ministérielles avec le gronpe de Rin (2), constitué d'Etats démocratiques et représentant 80 % de la population d'Amérique latine.

Ce rapprochement a conduit la Cnmmunauté à soutenir toutes les initiatives visant à améliorer le traitement des problèmes de la dette des pays latino-américains (422 milliards de dollars à la fin de 1989), notamment en acceptant de doter les institutions internationales de moyens supplémentaires. Les Douze ont aussi appuyé le projet des Etats-Unis portanl sur la possibilité de consacrer l'aide publique à la réduction de la dette. L'Europe s'intéresse de près également aux efforts d'intégration économique et commerciale entrepris par l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie pour créer nn marché commun, le Marché commun du « cône sud » (MERCOSUR).

Mais pour institutionnaliser ces relations avec l'Amérique latine, la CEE a surtoul conclu des accords de conpératinn. Aux premiers, signés dans les années 70, qui se limitaient pour l'essentiel au bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, a succédé une deuxième génération de traités dnnt le contenu va au-delà du simple volet commercial. Les accords négociés ou sur le point de l'être avec les vingt Républiques latino-américaines portent désormais sur la coopération dans de multiples secteurs : écnnnmie, Industrie et technologie, sciences, promotion commerciale, énergie, aide au développement...

La politique de coopération avec les Etats sud-américains s'appuie sur une aide financière qui peut paraître symbolique en regard de l'effort des Douze en faveur de l'Afrique par exemple, mais qui ne l'est pas toujours compte tenu de la conception de ce soutien. Bien que les fonds mis à la disposition de la Cnmmissinn aient sensiblement progressé ces dernières années (22 millions d'écus en 1989, 111 millions en 1990 et 133 en 1991), l'aide financière de la Communauté reste modeste. Aussi les autorités de Bruxelles ont-elles pris le parti de coordonner étroitement leurs projets avec ceux financés par les pays membres de la CEE.

Au total, les Douze viennent juste nprès les Etats-Unis pour l'aide publiqne au développement dans cette région. En réalité, les Américains dnnnant prinrité à l'Amérique centrale, les Européens sont les principales sources d'aide pour le sud du continent. Les fonds communautaires sont surtout dirigés vers les Etats les plus panvres (c'est-à-dire les pays andins) ; le Brésil, le Mexique, l'Argentine, l'Uruguay et le Venezuela ne recevant que 7 % du volume.

Le cas de la viande bovine

Il faut ajouter à cette coopération financière une série d'actions (aides aux populations victimes de catastrophes naturelles, aux réfugiés) et surtout l'aide alimentaire. Depuis 1979, les nations d'Amérique centrale et des Andes (Bolivie, Pérou) bénéficienl largemenl de ce soutien commnnautaire : 206 millinns d'écus en 1990, soit environ 40 % du programme de la CEE en faveur de l'ensemble des pays en développement.

Au titre du système communautaire des préférences généralisées (SPG), la CEE accorde depuis 1971 la franchise des droits de douane – assortie de plafonds et de contingents pour les produits dits « sensibles » (textiles, chanssures, produits agricoles et alimentaires) – aux impnrtations en provenance des pays latino-américains. Néanmoins, ces derniers n'ont pas su profiter du SPG autant que d'autres régions dn mnnde (notamment l'Asie) pour développer leurs exportations.

Il est vrai que les avantages nfferts par le mécanisme européen sont plus déterminants pour les biens manufacturés, peu exportés par l'Amérique latine, que pour les prodnits primaires, pour lesquels les droits de douane sont peu élevés. La structure des ventes aux Douze n'évolne guère en effet depuis des années. Elle est toujours constituée à concurrence de 50 % de produits agricoles et alimentaires, de 15 % d'hydrocarbures et d'un même pourcentage de minerais et de métaux, alors que les exportations latino-américaines de biens d'équipement et de consommation représentent 40 % de leurs ventes totales aux Etats-Unis.

Bien que l'Amérique latine enregistre globalement un excédent commercial conséquent avec les Douze (10,2 milliards d'écus en 1990), les Etats concernés demandent à bénéficier de meilleures conditions d'accès au marché communautaire pour leurs exportations de viande bovine par exemple, à l'instar de ce qu'ont obtenu les pays du Maghreb et d'Afrique noire.

Comme il n'en est pas question pour la majnrité des Etats membres, la CEE a apporté, à titre de compensatinn, une série de retouches afin d'améliorer l'efficacité du SPG pour les exportatinns latino-américaines : réduction des droits de douane pour le café vert, le tabac et les fleurs et des limitations quantitatives pour les produits textiles et industriels.

Difficile sans donte d'être plus nuvert pour la Communauté, dont les ventes (constituées à 95 % de produits manufacturés) aux pays latino-américains ne représentent pas plus de 4 % de ses exportations totales conte 6 % vnilà dix ans à peine. Les difficultés liées an surendettement n'expliquent peut-être pas tout dans cette évolution défavorable pour l'Europe des Douze. La proximité et le renforcement, en règle générale, des liens avec les Etats-Unis jouent probablement de manière non négligeable.

MARCEL SCOTTO

(1) Venezuela, Colombie, Panama, Mexique.

(2) Argentine, Bolivie, Brésil, Chili (depuis 1990), Colombie, Equateur, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela.

CHAMPS ECONOMIQUES

L'Italie hémiplégique

La moitié sud du pays produit peu et le secteur public fonctionne mal

par Rémy Prud'homme

L'ITALIE a un nouveau gouvernement, toujours dirigé par l'inégalable Giulio Andrentti, et qui ne compte pas mnins de soixante-dix-huit vice-ministres. Ce gouvernement est déjà divisé et attaqué par les partis qui y ont des représentants. Il est fragile, et nn se demande s'il passera l'été.

Tout cela serait anecdntique si derrière ces difficultés politiques ne s'accumulaient des problémes économiques, qui leur sont liés, et qui sont graves. Pour les Italiens, et aussi pnur nnus. L'Italie est le deuxième partenaire commercial de la France, et l'un des quatre grands de la CEE. Une crise de l'écnnmie italieone aurait des conséquences graves.

Une coûteuse assistance

En apparence, l'écnnnmie italienne se porte plutôt bien. La productinn augmente. L'emploi aussi. La lire est solidement accrochée au système monétaire européen. Les exportatinns se développent. En réalité, l'écnnnmie italieooe est doublement malade : le mnitié sud du pays oe produit pas grand-chose, et la mnitié publique de l'écooomie fonctionne mal. Le pays est comme un être frappé è la fois de paraplégie et d'bémiplégie.

Le Sud – 36 % de la populatioo – o'arrive pas à décoller. La production par travailleur y est bien plus faible que dans le Nord. Le taux d'activité aussi. La production par habitant y est ainsi le moitié de ce qu'elle est dans le Nord. Et encore, ces chiffres enjolivent la situatioo, car ils comptent comme travailleurs et comme productioo les employés du secteur public et ce qu'ils font.

Quarante ans de la politique régionale la plus massive, la plus snutenue, la plus cnûteuse du monde, n'y nnt pas changé grand-ehose. Le fossé entre le produit par habitant dans le Sud et dans le Nord s'est réduit dans les années 50 et 60. Il s'est stabilisé dans la décennie suivante. Mais il se creuse de nouveau depuis 1983.

Les sommes considérables déversées par le budget sur le Sud, sous forme de lnis spéciales, d'emplnis publics, d'investissements, d'assistaoee eo tout geore, limitent les dégâts et permettent aux habitants de ne pas vivre trop mal. Mais elles ne ebangent pas la structure productive du Sud, ou plutôt ne la créent pas.

La preuve en est dans la balance des paiements (vis-à-vis du reste de l'Italie et du monde) de ces régions. Le Sud exporte la moitié de ce qu'il importe. On dnit même se demander si cette assistance, parce qu'elle est un succédané au développement, n'est pas finalement un obstacle au développement.

Elle permet, eo tout cas, aux maffias, aux camorras et autres cosche, de prospérer, qui entretiennent de véritables milices, fortes de dizaioes de milliers d'bommes armés. L'extorsioo de foods, l'enlèvement avec demande de rançon sont dans le Sud les industries eo croissance rapide. Elles font d'ailleurs preuve d'un beau dynamisme, étendent de plus eo plus leurs activités au nord du pays, s'internationalisent, se diversifieot (ootammeot dans la drogue). L'ampleur de cette gaogrène en fait un pbénomène écooomique, et pas seulement éthique ou folklnrique.

Voilà pour la paraplégie. Quant à l'hémiplégie, elle est dans l'inefficacité de la moitié publique de l'économie. Il y a des pays, comme les Etats-Unis, qui oot uo Etat inefficace, mais à boo marché. D'autres, comme la France, qui oot un Etat coûteux, mais efficace. Il y en a même, comme le Japon, qui ont un Etat efficace et à bon marché. Mais l'Italie a un Etat à la fois inefficace et coûteux.

Inefficace, en ce sens que la plupart des services pnblics fonctionnent mal, qu'il s'agisse des postes, des routes, des hôpitaux, des villes, de la recherche, de la police, ou de la télévisinn. La politisation, le elientélisme et la décentralisatinn se combinent à cet effet. En souffrent non seulement les ménages, mais aussi les entreprises, qui ne trouvent pas en quantité nu en qualité les services publics dont elles ont besoin.

Coûteux, car cet Etat dépense beaucoup. Le poids des dépenses des admioistrations, rapporté au produit intérieur brut (PIB), est de 51 %, un des plus élevés du monde, plus élevé qu'en France (50 %), eo Allemagne (47 %) ou au Royaume-Uni (41 %), pour ne pas parler des Etats-Uois (36 %) nu du Japoo (33 %). De plus, les dépenses publiques, toujours rapportées au PIB, augmentent en Italie, alors qu'elles dimiouent daos la plupart des eutres pays. Ces dépenses sont en partie finaocées par l'impôt, qni s'accroît très rapidement.

De 1986 à 1990, en quatre ans, le poids des impôts (toujnurs par rapport au PIB) est passé de 36 % à 40 % ; et les premières mesures do (septième) gouveroemeot de M. Andrentti sont des augmentations d'impôts. Mais ces impôts ne suffisent pas pour couvrir un déficit du budget qui n'a jamais, depuis des anoées, été inférieur à 10 % du PIB. L'Etat empruote. Mais un Etat oe peut pas indéfioiment emprunter cbaque aonée 11 % d'un PIB qui o'augmente que de 2 % à 3 % par an. Il eo résulte au moins trois incoovénients graves.

Pour trouver des prêteurs, l'Etat italieo est obligé d'eccorder des taux élevés. Les entreprises qui oni besoio d'emprunter pour iovestir sont obligées de s'aligner sur ces taux. Voilà qui leur rend la tâche plus difficile.

L'Etat italien s'adresse aussi au marcbé international, et contribue ainsi (modestement, il est vrai) à l'eugmentation de la dette extérieure du pays. Celle-ci aurait atteint – selnn la dernière étude éconnmique de l'OCDE sur l'Italie – le chiffre à peine eroyable de 120 milliards de dnllars : c'est la dette du Brésil.

Des phènomènes cumulatifs

Enfio, le déficit des finaoces publiques contribue à alimenter l'ioflation. Depuis 1985, les prix ont augmenté de 37 % en Itelie, contre 19 % eo France et 9 % en Allemagne. Voilá qui ne favorise pas la compétitivité des entreprises italienoes sur les marchés internationaux.

Le plus grave est que ces phénomènes soot cumulatifs. La dette de l'Etat, qoi dépasse maintenant le PIB de l'Italie (elle eo représente mnins du quart en France), est telle que les intérêts de cette dette pèsent lnurdemeot sur les dépenses de l'Etat, et creusent le déficit du budget, obligeant l'Etat à emprunter toujours davantage. L'inflatinn est une façon d'alléger le poids de cette dette, mais qui menace la compétitivité.

Le poids de l'eodettemeot extérieur se fait également sentir dans la balance des paiemeots, à la rubrique *«intérêts et dividendes»*, dont les chiffres augmenteot régulièrement. Le déficit des paiements courants est comblé par des mouvements de capitaux, qui donneront lieu, demain, à de nouveaux paiements d'intérêts. Rien d'étonnant à ce que Moody's, la célèbre ageoce de *rating* américaioe, qui apprécie le «risque» des grands emprunteurs privés et publics, ait anooncé le «déclassement» (de AAA à AA) de l'Italie.

Tout cela ne pèse pas lourd, dira-t-on, à côté de l'efficacité des entreprises italiennes. Le Snd ne fonctionne pas, le publie noo plus ; reste le privé du Nord, qui fait marcher la machine depuis quarante ans, et qui va bien contiouer encore quelque temps ! Il est vrai que l'efficacité, la créativité, le labeur et le courage des Lombards, des Emiliens, des Piémontais et des Vénitiens ont été et restent proprement stupéfiants. Le «modèle italien» de petites entreprises flexibles qui conqnièrent des marchés à coups d'innovation et d'agressivité commerciale a fait merveille dans les anoées 70 et 80. Mais il est menacé. Il l'est par sa propre structure.

Il n'y a pratiquement pas de grandes entreprises en Italie. Il o'y a que la Fiat, la Montedison, l'IRI et l'ENI. Les deux dernières sont publiques (e'est-à-dire politisées : président socialiste et vice-président démocrate-chrétien, et l'ioverse, ce qui n'est pas un gage d'efficacité), et ce sont des holdings. La Fiat elle-même tourne au holding, et se diversifie dans les secteurs les plus inattendus. Cepeodant, dans la compétition internationale d'aujourd'hui et de demain, la mondialisatioo et la techoologie soot les cartes maîtresses, et elles sont surtout eotre les mains des grandes entreprises.

Les entreprises italienoes, parce qu'elles soot trop petites, sont peu présentes dans les secteurs «de pointe», et à l'étranger. Elles soot spécialisées dans des produits «traditioonels», à valeur ajoutée modeste. Elles s'étendeot peu à l'étranger, et se font au cootraire beaucoup acheter. On dira qu'il vaut mieux gagner de l'argent chez soi dans le pull-over ou la lampe de bureau qu'en perdre dans les ordinoteurs ou à l'étranger. Reste à savoir si cette stratégie peut être payante à terme. De plus, ces entreprises s'appuicot sur un système baocaire provincial et politisé, insuffisant pnur un grand pays comme l'Italie.

Surtout, les industriels du Nord sont menacés par le Sud et le secteur public. Ils en ont assez, et le erient de plus en plus fort. Un «aoonyme Lombard», qui serait en fait un important homme d'affaires, vient de publier un livre dont le titre est tout un programme : *De la guerre des politiciens contre le Nord et contre l'Italie*.

Le succès des «ligues», qui oot l'audience du Front natinnal, est une autre manifestation de ce ras-le-bol. Le poids des impôts, le prix de l'argent, le taux de l'inflation, l'inefficacité des services publics, et les meneces des maffias, cela fait beaucoup. Le quart qui travaille – dor – et qui fait vivre le reste du pays est las, et crie «pouce!». Il ne sera sans doute pas entendu.

Le gouvernement et le système politique qui en a accouehé ne sont probablement pas capables de rétablir la situation, et d'abord de réduire le déficit des finances publiqoes. Il y a bien des hommes lucides et courageux, comme Guido Carli, ancien gouverneur de la Banque d'Italie et aetuel ministre du Trésor, qui vont se battre à cet effet. Mais ils n'auront probablement pas gain de cause. On ne réduira pas les dépenses à un an des élections géoérales. Après nous, le déluge ! Oo dit cela lnngtemps, et puis un jour, il arrive, le déluge.

► **Professeur à l'université Paris-XII.**

Le Pérou balance entre pétrole et forêt

Le président Fujimori doit-il céder à l'attrait de l'argent américain en signant un contrat avec Texas Crude ou refuser cette offre, au nom de la sauvegarde de la réserve naturelle de Pacaya-Samiria ? Dilemme...

UN pays eo quête désespérée d'iovestissements étrangers peut-il feire la fine bouche en peosant à la préservation de l'environnement, s'il croit eo retour pouvnir obteoir un certificet de bonne conduite de ses eréanciers et, pour un proche avenir, un visa pour le modernité ? Pour le président Fujimori, au pouvoir au Pérou depuis le 28 juillet 1990, un contrat avee la cnmpagnie américaine Texas Crude est une affaire à ne pas rater ear elle serait le premier indiee que sa politique oéo-libérale porte ses fruits. Un *satisfecit* dont il a bieo besoio pour justifier auprès de ses électeurs une péourie dont ils sont victimes.

La Texas Crude eonvoite uo million d'bectares en Amazooie. Or les trois quarts de eette aire empiètent sur la réserve oeturelle de Pacaya-Samiria. Celle-ci, représeotaot près de denx millions d'heetares de fnrêt tropieale, encerclée par les fleuves Pacaya et Samiria, est déclarée *«zone réservée»* depuis uo demi-siècle. Les Verts estiment que e'est la plus importaote *«banque génétique»* de l'Amazonie, et peut-être même de le planète. Elle ebrite 150 espèces de mammifères et de reptiles, uo millino d'espèces pour les iosectes et les invertébrés, einq ceots pour les oiseaux, et quatre mille variétés de fleurs.

Crise énergétique

Cinqueote mille aborigèoes, membres des tribus Cocama et Cocamilla, y vivent de la ebasse et de la pêche. Cinquante mille autres personnes dépendent de ses ressources, nntamment de la capture du paiche, un énorme poisson à la cbair blanche et ferme, de la récolte des œufs de tortue et de la cueillette de quelque deux mille plantes médicinales, entre autres le curare, la griffe de chat, nu la terramycine naturelle. Paradis terrestre ? Terre vierge abandonnée ? Quel dnit être le sort de Pacaya-Samiria ?

Le ministre de l'éoergie et des mines, Fernandn Frances Albavera, explique que le développemeot repose sur trois axes : écologie, société, énergie... et que le pays est bien trnp pauvre pnur s'offrir le luxe d'un respect absolu des ressources naturelles. *«Si nous superposons les cartes des bassins pétroliers et celle des réserves écologistes*, ajoute-t-il, *nnus nous rendons cnmpte que leurs emplacements se chevouchent le plus souvent, si bien qu'il serait impossible d'envisager des investissements pétroliers au Pérou.»* Une affirmatino discutable poisque Pacaya-Samiria oe représente que 3 % des 74 millions d'hectares de l'Amazonie péruvienne.

Ce que persoone oe conteste, c'est que le Pérnu a un hesoio urgent d'investissemeots dans le secteur de l'nr nnir. En effet, les réserves de brut sont tombées de 800 à 300 millinns de barils en uoe déceooie, et la produetinn journalière de 193 000 à 118 000 barils pendeot eette même période. Les importations de pétrole obligeroot à débourser en 1991 près de 400 millions de dollers. Cette erise énergétique est due ao fait que l'industrie pétrolière a été saignée à blane par l'Etat, qui lui a prélevé près de 9 milliards de dollars d'impôts pendant ces dix ans.

Evoquant les futurs accords, le ministre les légitime par quatorze elauses prévoyant le respect le plus absolu de l'enviroonement pour que *«le pétrole soit extrait de façon chirurgicale en utilisant tablier, gants blancs et, si possible, un masque de protection»*. Et il ajoute : *«La région n'est pourtant plus vierge depuis vingt ans, puisque 5 000 kilomètres de ligne sismique ont déjà été explnrés, et la Texas Crude ne pense en faire que 200 de plus.»*

Désastre hydrobiologique

Cet argument est justement ntilisé par la partie adverse pnur s'npposer à la signature de ee contrat. En effet, depuis la décennie 70, la réserve a été explorée successivemeot par la Pbilips Amco, puis par la Hamilton International Oil eompaoy et Petroioca. A première vue, les résultets soot catastropbiques. La legune de Pastocoeba o'est plus qu'une étendue d'eau morte, et le désastre hydrobiologique a cootamioé tous les alentours.

Il n'y a pas de solution miracle avec l'exploitatioo de l'or ooir. Celle-ci oblige au déboisement de la fnrêt – oe serait-ce que pour eoostruire les campemeots, les routes et les pistes d'atterrissage – et surtont à l'élimination d'eau saline provenant du sous-sol, au cours du forage des puits.

Comment obliger à la réhabilitatioo des zones dévastées ? Comment contrôler les employés de la Texas pnur qn'ils s'abstieonent d'extraire les ressonrces naturelles de la réserve et respectent la populetinn aborigène ? Pnurquni insister sur l'explnitatino de Pacaya-Samiria, s'interrogent les Verts, si plus des neuf dixièmes de l'Amazonie préseotent les mêmes caractéristiques géologiques ?

En fait, le site de Pacaya-Samiria n'a pas été choisi au hasard par la Texas. Il appartient à un bassin sédimentaire déjà exploré, et partiellement exploité, par la compagnie natinnale Petro-Pérou, et il est procbe de l'nléodue, d'nù un coût de transport mioime au cas où la compagnie américaine ferait des découvertes iotéressantes.

Celle-ci eovisageait un iovestissement d'enviroo 40 millions de dnllars eo sept ans (alors que les experts estimeot que le capital oaturel de la réserve représente 2 milliards de dollars). Celte offre négligeable a cootribué à alimeoter la campagne d'opposition à la sigoatore du eontrat. Beatriz Merino, sénateur, présidente de la commission pour la protection de l'eovironoement de la cbambre baute, juge que cette somme est risible, compte tenu du fait que la seule productinn de poisson dans la réserve rapporte 26 millinns de dollars par an. Membre du mnuvement néo-libéral «Libertad», elle n'en pense pas mnins : *«Les pnys développés ont mnntré leur intérêt pnur la préservatinn de l'Amaznnie afin de freiner le réchauffement de lo terre. Pour autant, nous devons être les pionniers de cette politique pour exiger en contrepartie un transfert massif de fonds. Vendons la protectinn de l'Amaznnie ! Mois vendons-la très cher !»*

Dans l'attente d'une décisinn finale des autorités, et en guise d'avertissement, la pnpulatinn lncale a débrayé peodant quarante-buit heures fio juio.

de Lima
NICOLE BONNET

(Publicité)

C.N.E.S ARIANESPACE

APPEL DE CANDIDATURES

Le **Centre National d'Études Spatiales (C.N.E.S.)** et **ARIANESPACE** lancent un appel de candidatures pour effectuer leurs opérationns de Transit-Transport à partir de 1992, pour une période de trois à cinq ans.

Le titulaire se verra confier les opérations de transport et les formalités de transit pour les mouvements de matériels, principalement entre la métrnpnle et la base de laocement ARIANE, eo GUYANE FRANÇAISE :
- Matériels destinés au Centre Spatial Guyanais de KOUROU ;
- Matériels lanceurs, pièces de rechanges et ergnls destinéa à ARIANESPACE/KOUROU ;
- Import de satellites en GUYANE.

Par ailleurs, il aura à effectuer des transports ponctuels sur d'autres destinations.

TRAFIC ANNUEL (chiffres donnés à titre indicatif) :

MARITIME
- Matériels lanceurs : 7 à 8 voyages par an ;
- Export-Import divers : 3 000 tonnes, dont 72 TC 20' ergols + 8 TC 20' pyrotechnie.

AÉRIEN
- Export : 320 tonnes ;
- Import : 200 tonnes.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR :
- Lettre de candidature ;
- États des références et expériences dans des activités similaires ;
- États des implantatinna propres dans les ports et aéroports desservant la GUYANE FRANÇAISE ;
- Liasse fiscale des années 1988, 1989 et 1990 ;
- Extrait des statuts.

Les candidatures devront être adressées au plus tard le 11 septembre 1991, au CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES (C.N.E.S./MAT), 2, place Maurice-Quentin, 75039 PARIS CEDEX 01.

Une présélection sera effectuée par le C.N.E.S. et ARIANESPACE, les eandidats retenus recevront un dossier de consultation.

Vous retrouverez la chronique de Paul Fabra dans «Champs économiques» de la semaine prochaine.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Gestion

GRANDE BANQUE DE RESEAU RECHERCHE POUR SA SALLE DES MARCHES A PARIS

Opérateur CAP/FLOOR

Intégré à la Division de la Trésorerie Franc, vous assurez en coordination avec le Responsable du Desk, la gestion d'un book d'options dans l'optique d'effectuer des cotations pour une clientèle très diversifiée et de prendre des positions pour le compte de la banque.
Vous avez une double formation scientifique et financière valorisée par une première expérience en salle sur les marchés optionnels de taux d'intérêts.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions, sous réf. 398, à **MEDIAPA** - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra en toute confidentialité.

SOFAP L'innovation immobilière

Groupe de Promotion Immobilière à vocation nationale et européenne *recherche pour le développement de ses activités sur Paris*

PROSPECTEUR - MONTEUR

Rattaché au Directeur Régional, vous serez chargé de rechercher des sites nouveaux pour la réalisation d'opérations de logements et de mener à bien la négociation de leurs acquisitions.

Vous avez donc un sens aigû des opportunités à saisir et possédez une expérience dans ce domaine.

Si vous souhaiter nous rejoindre, envoyez CV et lettre manuscrite + photo à DRH SOFAP, 8 rue Blaise Pascal Neuilly sur Seine.

---

36 15 LM

Nous sommes une société de Bourse de tout premier plan (CA : 150 MF). Pour faire face à l'évolution de nos marchés et à la complexité de notre gestion, nous recherchons notre

CHEF COMPTABLE ADJOINT

Vous êtes le véritable bras droit du Chef Comptable. Vous l'assistez dans toutes les opérations de comptabilité générale et dans l'animation de l'équipe (4 personnes). Vous êtes garant du bon fonctionnement du système informatique et vous avez en charge la consolidation. De plus, vous gérez de façon autonome trois de nos filiales.

De formation supérieure + DECF, vous avez 2 à 3 années d'expérience dans un service comptable et une bonne connaissance de l'anglais. Ouvert d'esprit et autonome, vous êtes décidé à évoluer au sein d'une équipe reconnue pour son professionnalisme. Votre intérêt pour la Bourse pourra faire la différence...

Merci de bien vouloir adresser votre dossier (CV, photo, salaire actuel) sous référence 910715M à notre conseil : Hay Managers - 26-28 rue Marius Aufan - 92300 Levallois.

HayManagers
HAYGROUP 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

GROUPE MOULET IMMOBILIER

23 années d'expérience - SA au capital de 60 000 000 F
Filiale de MOULET DEVELOPPEMENT holding au capital de 160 000 000 F

Concepteur et développeur de la formule **PATRIMOINE EPARGNE**

Dans le cadre de sa croissance (C.A. x 4 en 5 ans) et de ses importants projets de développement à moyen terme, recherche :

UN DIRECTEUR FINANCIER D'ENVERGURE

Directement rattaché au P.D.G.

- 38/45 ans, de formation type HEC, X, PONT, ESSEC, ENA... Evoluant depuis une dizaine d'années dans le milieu FINANCIER/PROMO-IMMOBILIERE/BANCASSURANCES et assumant une fonction équivalente dans un contexte industriel.
- Vous participez à l'élaboration des stratégies. Vous assurez la responsabilité du bon déroulement de la politique financière.
- Cette création de poste vous amènera également à proposer de nouveaux instruments de contrôle, notamment de la gestion financière opérationnelle et de repenser de façon constructive ceux existants.
- La finesse de vos analyses, votre capacité de synthèse, la pertinence de vos propositions vous donneront la maîtrise de l'anticipation et de l'amplification de flux importants.

Vous garantissez la fiabilité des informations.
Vous êtes connu dans le monde financier et reconnu comme un homme de parole.

Jean-Paul MOULET, Président Directeur Général, vous remercie de lui faire parvenir : CV, lettre manuscrite, photo et vous garantit une parfaite confidentialité.
Groupe Moulet Immobilier - BP 5 - 44260 MALVILLE.
Poste basé Région Nantaise.

CONFESS

---

634 000 LECTEURS CADRES SUPÉRIEURS, *le Monde* est la première source d'information des cadres supérieurs. (IPSOS 90)

Nouvelles Galeries

ADJOINT DE TRESORERIE

Au sein de notre département trésorerie (5 personnes) vous serez chargé :

- de l'analyse et du contrôle de la fiabilité des systèmes et procédures
- du suivi des études et développements informatiques pour une meilleure adaptation à notre système de trésorerie
- du suivi de la gestion de trésorerie, de l'établissement des prévisions du groupe et de l'assistance aux filiales
- du budget de l'activité financière
- du contrôle du respect de l'application des conditions bancaires
- de la réalisation d'études diverses

De formation supérieure obligatoirement, vous avez déjà une première expérience de trésorerie d'environ 2 ans.

Vos capacités d'analyse, votre rigueur, votre dynamisme mais aussi votre aptitude à communiquer vous permettront une intégration rapide dans notre groupe.

Merci d'écrire sous référence 136/M à *A.L CONSEIL* 35 rue de Naples 75008 PARIS

CURRICULUM

ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Paris — 300 KF +

La maison-mère d'un Groupe de sociétés de production audiovisuelle recherche celui qui saura gérer et contrôler l'ensemble des opérations du Groupe.

Gestionnaire, organisateur, créatif, il participera aux décisions de mise en production grâce à sa maîtrise des coûts et son approche financière des risques.

Agé de 30 ans minimum, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, il a une expérience significative de responsabilité financière dans un environnement international ainsi qu'une pratique des méthodes de contrôle interne et de reporting.

Anglais de façon courante et professionnelle.

Contacter Pascale d'Arbaumont au 47 47 13 50
ou envoyer un dossier de candidature à l'adresse suivante :
Pascale d'Arbaumont
3 bis rue Garnier
92200 NEUILLY/SEINE

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

92 Hauts-de-Seine

ASNIÈRES 3/4 P. 75,5 m2 Dans imm. stand. 1974, 3e ét. Tout confort. Dble exposition Dble living, 2 gr. chambres Cuis. équip. et s.-d.-b neuve(s) Porte blindée. Parking couvert. 850 000 F Tél. 40-86-08-69

CUCHY ALLÉES GAMBETTA F4 70 m², 5.mn métro, imm. ravalé, 4e ét., asc. dble, 2 ch. cuis. équip. Cave. Ascens. Prix : 1 050 000 F. Tél. apr. 18 h: 30-52-58-28 ou 46-68-28-62

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS
rech. APPTS DE GRANDE CLASSE VIDES OU MEUBLÉS, HOTELS PARTICULIERS PARIS ET VILLAS PARIS OUEST.
TÉL. : (1) 45-62-30-00.

locations meublées demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY
URGENT rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons, LUXUEUX APPTS MEUBLÉS DURÉE 1 à 2 ANS. LOYERS GARANTIS.
TÉL. : (1) 45-27-12-19.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de société
Démarche et tous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50.

CHAMPS-ELYSÉES
Loue direct. 1 bureau + 45-63-17-27

villas

COTE D'AZUR
DOMAINE PRIVÉ DU CAP SENAT
FACE AUX ILES D'HYERES
3 luxueuses villas
Livraison été 91
A partir de : 6 700 000 F.
Documentation sur demande :
Tél. : 92-97-03-00.
fax : 92-97-17-76.

propriétés

25 km Paris/95, 1,5 km sortie A1. Parc 1 ha, 11 pièces principales, 550 m² habitables, 150 m² dépendances. 7 500 000 F à débattre. URGENT. 42-88-06-77.

Le Monde des Juristes

Important groupe français à capitaux publics en pleine évolution, disposant d'une implantation internationale, recherche pour son service juridique basé à Paris un

JURISTE OPÉRATIONNEL

pour conseiller ses différentes directions et participer aux études et opérations liées aux fusions, acquisitions, prises de participations... Généraliste, il sera capable d'intervenir également, au sein de l'équipe juridique, sur des dossiers dans d'autres domaines du droit des affaires (droit des contrats, de la concurrence, de la distribution).

Agé de 30 à 35 ans, titulaire d'un DEA ou DESS, vous êtes juriste en droit des affaires, avec une expérience de 5 à 7 ans acquise dans le service juridique d'une grande entreprise ou au sein d'un cabinet.

Anglais juridique indispensable.

Merci de téléphoner ou d'adresser votre CV sous réf. 3008.

FAIRWAY Horizon juridique,
27 rue Marbeuf, 75008 Paris. France. Tél. : 47.23.32.75

FAIRWAY HORIZON

Le Monde des Cadres

ASSOC. DE SANTÉ MENTALE RECHERCHE
JEUNE INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE
Adr. c.v. et prétentions : HOPITAL L'EAU-VIVE Service informatique 6, av. du général-de-Gaulle, 91450 SOISY-SUR-SEINE.

ISEM
Inst. sup. Europ. Mode RECRUTE pour la RENTRÉE 1991 :
Professeurs de gestion et de langues (all., jap.)
Contacter Mme GARNIER au : 42-46-88-48 16, bd Montmartre, 75009 Paris.

UNIVERSITÉ DU KOWEIT Centre des Langues demande
PROFESSEURS DE FRANÇAIS
Titulaire d'un D.E.A. ou Doctorat en Lettres Françaises
Envoyez c.v. + photo et lettres manuscrites en Français/Anglais au Bureau Culturel, Ambassade du Koweit 2, rue de Lübeck, 75116 Paris.

OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE SANTÉ D'ILE-DE-FRANCE recrute
UN MÉDECIN DE SANTÉ PUBLIQUE
pour gérer une campagne de dépistage du cancer du sein dans le Val-d'Oise
Exp. indispensable dans la coordination d'enquêtes
Poste temps plein basé à Cergy-Pontoise
Contrat 7 mois renouvelable
Adr. lettre manuscrite + c.v. + photo à : ORSIF 21-23, rue Molitor, 75016 Paris Renseig. tél. : 40-61-80-36

URGENT
La ville d'Yvetot (76) recrute pour discothèque, vidéothèque de sa médiathèque
UN(E) BIBLIOTHÉCAIRE 2e cat.
Licence et CAF + B, opt. discothèque, anglais, esp. souhaités.
Adr. candidature et CV à M. le Maire, hôtel de ville, BP 219 Yvetot Cedex

Cie aérienne recrute agent commercial et trafic expérimenté, espagnol, anglais courants exigés.
Envoyer CV à M. SCHERTZ, Orly Sud 286 - 94544 Orly aérogare Cedex.

VILLE DU HAVRE 200 000 habitants recherche
ANIMATEURS
Pour les services : Enfance, Jeunesse, Centres de loisirs et d'échanges culturels.
Mission : Mise en œuvre des actions définies dans le cadre de la politique de la jeunesse. Animation de quartier.
Profil : Lauréat du concours d'adjoint administratif ou de rédacteur. Titulaire d'un baccalauréat + BAFA ou BAFD.
Statut : Recrutement : par voie de mutation, détachement, ou en qualité d'auxiliaire. Rémunération : en fonction du diplôme de 5 070 F à 6 861 F.
Net mensuel + prime de sujétion animation, + prime de fin d'année.
Les candidatures (lettre manuscrite + CV) seront adressées jusqu'au 31 juillet 1991 à : Mairie du Havre Bureau Gestion des Emplois et des Carrières BP 51, 76084 LE HAVRE CEDEX
Pour tous renseignements *complémentaires*, contacter : Madame SIPAN Téléphone : 35-41-45-45 (poste 5575)

COLLÈGE INTERNATIONAL privé sous contrat d'Assoc. recherche
CHEF D'ÉTABLISSEMENT
anglais indispensable. C.V + phot : E.A.B. 1, r. Alfred-de-Vigny, Paris-8e.

Exploitant en remontées mécaniques d'une importante station de sports d'hiver recherche
2 JEUNES INGÉNIEURS
A.M., ENSI, INSA... (formation mécanique ou génie civil),
- l'un chargé de seconder le Directeur d'exploitation.
- l'autre affecté au service études et développement.

1 AGENT MARKETING
ESC ou équivalent, chargé de mener, en concertation avec l'Office du Tourisme, les actions commerciales qu'il aura définies avec l'équipe de Direction.
Ces postes conviendraient à des jeunes cadres, dont l'expérience est inférieure à 3 ans.
Une bonne connaissance de milieu montagnard, un contact aisé seront appréciés. La pratique du ski est indispensable.
Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo et prétentions à : RDTS 24, boulevard de la Colonne 73000 Chambéry

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune femme sérieuse et affectueuse cherche faire des heures de ménage, garde d'enfants, prendre soin des personnes âgées, repassage. Contacter au 47-00-63-86.

J.H. 23 ans, titulaire d'une maîtrise de statistique, ch. emploi pour août et septembre. TÉL 42-00-21-18 (16) 32-34-50-82

J.H. 38 a., 4 enfants, sans revenu, ch. emploi bureau désespérément. 40-66-97-62.

L'AGENDA

Vacances

Tourisme

CORSE CALVI
Loue caravane 2-3 personnes dans camping ombragé 200 mètres de la plage Tél. : 40-10-20-10

CORSE sud Bastia. A louer studios bord plage, tout confort, 4 pers., pass. tennis et piscine, dans pinède. Juillet/août. Tél. : 45-89-26-75 37-31-16-22

ILE D'OLÉRON
Maison située à 50 m de la mer. Deux niveaux compr. un sous-sol avec garage, une chambre, un rez-de-chaussée avec cuisine, séjour, salon, 2 chambres, 1 salle de bains, w.-c., cour fermée. 23 au 29 juin : 1 800 F 29 juin au 13 juillet : 2 800 F Tél. : 48-78-52-19

MARCHÉS FINANCIERS

Pour affronter l'année 1992 et ses risques

M. Jean-Paul Parayre organise « la relève » chez Dumez

Un an après avoir scellé son sort avec celui de M. Jérôme Monod et de la Lyonnaise des eaux, M. Jean-Paul Parayre, PDG de Dumez, a annoncé, lundi 22 juillet, la réorganisation de son groupe, qui constitue le pôle « construction et travaux publics » de la galaxie Lyonnaise des eaux-Dumez.

L'objectif de M. Parayre est avant tout la simplification de l'organigramme de Dumez, la suppression des doubles emplois et ce qu'il a appelé *« la préparation de la relève »*. A ses côtés apparaît, outre M. André Kamel, vice-président-directeur général et fidèle du groupe depuis très longtemps – dont dépendra directement le secteur international, – M. Bernard Cabaret, vice-PDG, qui aura sous sa responsabilité non seulement Dumez-France mais aussi toutes les opérations européennes. Un quatrième homme – qu'on dit être celui qui monte – apparaît à côté de ce triumvirat : M. Jérôme Tolot, qui vient de Degrémont, filiale de la Lyonnaise, et qui aura le titre de directeur général pour l'économie et les finances.

M. Parayre n'a pas caché qu'il s'agissait aussi, à travers ces réformes et à la veille d'une année 1992 pleine d'incertitudes et de risques, *« de resserrer les boulons. Il est indispensable de diminuer nos frais généraux et nous ne pourrons pas échapper à une réduction d'effectifs. On peut être à la fois performant et léger. Alors, allégeons-nous encore »*, a-t-il déclaré.

M. Parayre a jugé avec sévérité la politique gouvernementale actuelle, axée sur la rigueur et sur le gel de plusieurs crédits d'équipement. La réalisation d'un lot de lignes de TGV pour le contournement est de Paris a été repoussée de dix-huit mois, ainsi que l'opération de réaménagement de la porte Maillot. *« Cette politique va avoir des effets destructeurs sur nos secteurs du bâtiment et des travaux publics »*.

Si la conjoncture française cause des soucis au président de Dumez, en revanche les carnets de commandes à l'exportation sont satisfaisants. *« Le groupe commence à s'implanter dans des pays où il n'était pas jusqu'alors »*, a précisé M. Kamel. Grâce à un financement de la Banque mondiale, Dumez devrait signer, début septembre, le contrat d'un gigantesque barrage en Chine, en association avec des entreprises italiennes. D'importantes perspectives, notamment pour les routes, s'ouvrent aussi au Nigeria. Enfin, M. Parayre a précisé qu'à la suite de la construction du ministère de l'économie et des finances à Bercy *« le différend qui restait encore à régler avec les pouvoirs publics n'est plus que de second ordre »*.

F. GR.

Les pratiques boursières déloyales au Japon

Le scandale s'étend aux courtiers de taille moyenne de la Bourse de Tokyo

Les compensations financières accordées à leurs meilleurs clients ne seraient pas seulement le fait des « quatre grands » courtiers japonais – Nomura, Daiwa, Nikko et Yamaichi (*le Monde* du 10 juillet). Selon l'agence de presse Jiji, d'autres maisons de courtage, de taille plus modeste, auraient indemnisé, de 1988 à 1990, les pertes boursières encourues par certains de leurs clients.

Ces autres maisons impliquées dans ce scandale boursier seraient, dans un premier temps, au nombre de trois. New Japan Securities aurait payé 14 milliards de yens de compensations (620 millions de francs), Kankaku Securities 2,5 milliards de yens (110 millions de francs), et Kokusai Securities, 1 milliard de yens (44,3 millions de francs), soit au total 17,5 milliards de yens (774,3 millions de francs) pour ces trois firmes, sur une période de deux ans terminée fin mars 1990. Une dizaine d'autres maisons de courtage moyennes sont également soupçonnées d'avoir procédé à des versements illégaux, camouflés, vis-à-vis du fisc japonais, en dépenses exonérées d'impôt.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

D E P U I S 1 8 4 8

LE COMPTOIR REMERCIE SES ACTIONNAIRES

Le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs, réuni sous la présidence de Jean-Jacques Piette le 11 juillet 1991, a pris connaissance des résultats encore provisoires de l'option offerte aux actionnaires de recevoir le paiement de leur dividende en actions.

Les chiffres, confirmés le 15 juillet, sont très favorables. En effet, plus de 76 % des actionnaires du Comptoir ont choisi cette option qui permet, par ailleurs, une nouvelle amélioration des fonds propres de l'établissement. Un choix aussi massif témoigne de la confiance placée par l'ensemble des actionnaires (y compris par ceux ne possédant qu'un faible nombre de titres) dans l'avenir de leur société.

Le conseil a, également, été informé de l'activité du Comptoir du premier semestre 1991, en progression de près de 12 % par rapport au premier semestre 1990, et des perspectives de résultat social semestriel, en sensible amélioration par rapport à celui enregistré sur la même période l'année dernière.

Schlumberger

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 1991 : PROGRESSION DE 25 % DU BÉNÉFICE NET

La progression de chaque grand secteur d'activité a porté le bénéfice net du deuxième trimestre à 181 millions de dollars, en augmentation de 25 % par rapport à la même période de l'année dernière. Le bénéfice net par action de 0,76 dollar a progressé de 25 % par rapport à 1990 et de 36 % par rapport au trimestre précédent, grâce aux services pétroliers qui ont réussi à effacer aussi bien les effets saisonniers que les retards résultant de la guerre du Golfe. Le chiffre d'affaires d'exploitation pour le deuxième trimestre est de 1,55 milliard de dollars, en progression de 20 % par rapport au deuxième trimestre de 1990. Hors acquisitions, le chiffre d'affaires a augmenté de 12 %.

Au premier semestre de 1991, le bénéfice net et le bénéfice net par action ont progressé de 15 % par rapport à la même période de l'année dernière, pour atteindre respectivement 314 millions de dollars et 1,32 dollar par action. Le chiffre d'affaires d'exploitation est de 3,06 milliards de dollars, en hausse de 22 % par rapport au premier semestre de 1990.

Euan Baird, président-directeur général, a déclaré : *« Malgré la baisse de 7 % du nombre des appareils de forage en activité au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires des services pétroliers a progressé dans toutes les régions du monde, en particulier grâce à une nette reprise d'activité dans l'hémisphère oriental et en Amérique latine. Les services et produits nouveaux ont favorisé cette progression soutenue. »*

Il a ajouté : *« Le retour rapide de la confiance des milieux d'affaires après la guerre du Golfe paraît assurer une reprise prochaine de l'économie mondiale. La croissance de l'activité pétrolière observée en dehors de l'Amérique du Nord témoigne des efforts constants déployés par les gouvernements et l'industrie pétrolière pour diversifier leurs sources d'approvisionnement. En conséquence, nous sommes convaincus que les progrès reflétés par les résultats du deuxième trimestre vont se poursuivre. »*

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1990

	12-7-91	19-7-91
Valeurs franç. à rev. variable	113,1	113,2
Valeurs industrielles	118,1	118,6
Valeurs étrangères	124,6	122,9
Pétroles-Energie	122,9	123,3
Chimie	118,1	118,2
Métallurgie, mécanique	122,6	124,5
Electricité, électronique	107	107,4
Bâtiment et matériaux	120,6	118
Ind. de consom. non alim.	118,3	118,9
Agroalimentaire	120,6	121
Distribution	113,1	113,1
Transports, loisirs, services	113,1	112,3
Assurances	108,5	108
Crédit banque	112,4	115,1
Sicomi	93,8	94,7
Immobilier et foncier	94,8	92,7
Investissement et portefeuille	107	106,4
Base 100 : 28 décembre 1990		
Valeurs franç. à revenu fixe	104,8	104,4
Emprunts d'Etat	105,3	104,9
Emprunts garantis et assimilés	104,2	104,2
Sociétés	103,9	103,9
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	3 839,7	3 843,1
Valeurs étrangères	4 641,4	4 581,7
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	654,2	654,8
Valeurs étrangères	620	612
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	117,6	117,2
Emprunt d'Etat	97,6	97,2
Emprunts garantis et assimilés	116,4	116,3
Sociétés	116	116

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	488,1	487,9
Produits de base	403,8	406,5
Construction	482,6	483,6
Biens d'équipement	280,7	286
Biens de consom. durables	421	434,5
Biens de consom. non durables	607,2	608,6
Biens de consom. alim.	764,8	768,2
Services	481,3	479,3
Sociétés financières	478,8	478,7
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	464,8	460,9
Valeurs industrielles	481,7	483,1

Coopération boursière entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon

Les autorités de régulation boursière américaines, britanniques et japonaises se sont mises d'accord pour renforcer leur coopération afin d'éviter les fraudes sur les marchés boursiers. Cet accord est le fruit d'une réunion qui s'est tenue jeudi 19 et vendredi 20 juillet à Hever-Castle dans le Kent (sud-est de l'Angleterre).

La Securities and Exchange Commission (SEC) américaine, le Securities and Investments Board (SIB) britannique et le Securities Bureau du ministère des finances japonais échangeront dorénavant rapidement leurs informations lorsqu'apparaîtront des problèmes *« susceptibles d'affecter la position financière de firmes multinationales »*, indique le communiqué conjoint des trois organismes.

Les trois gendarmes boursiers vont aussi développer des principes communs de régulation pour s'adapter à un marché qui devient de plus en plus global et mondial. Ils chercheront aussi à coordonner et renforcer les punitions des fraudeurs qui tentent d'échapper à la justice de leur pays.

PARIS, 22 juillet ⬇

En quête d'orientation

La Bourse de Paris a de nouveau baissé lundi sans profiter de la modeste reprise enregistrée à la veille du week-end. En retrait de 0,33 % au début des transactions, les valeurs françaises abandonnaient un peu plus de 0,4 % en fin de matinée. En début d'après-midi, l'effritement matinal se poursuivait et l'indice CAC 40 perdait encore 0,47 %. *Plus tard* dans la journée, peu avant le début des transactions à la Bourse de New-York, la tendance restait faible et l'indicateur de la place s'inscrivait en repli de 0,37 %.

« Si un mot devait décrire l'état d'esprit des gestionnaires pour ce mois de juillet, ce serait lassitude », constatait l'un d'entre eux *à la mi-journée. En effet*, les gestionnaires sont las. Les d'attendre cette détente des taux qui ne vient toujours pas et qui malgré tout demeure leur préoccupation principale. Une fois encore, à l'issue de l'*appel d'offres* de ce lundi, la Banque de France a laissé sa politique monétaire en l'état, à savoir 9 % pour le taux d'intervention et 10 % pour les prises en pension.

De plus, à la veille de la liquidation générale, qui doit intervenir mardi 23 juillet, les opérateurs en ont profité pour ajuster leurs positions. Les opérateurs encore *présents, car nombre d'entre eux* sont déjà en vacances. Et si, pour foncer un peu plus le tableau, on ajoute à cela les mauvais résultats des sondages de popularité de Mme Edith Cresson et de *M. François Mitterrand*, on ne voit vraiment pas, au milieu de toutes ces médiocres nouvelles, ce qui pourrait inciter les intervenants à prendre des initiatives.

Du côté des valeurs, Bic reculait de 5,5 % pour un peu moins de 5 000 titres. La société a annoncé dans la matinée que les négociations sur l'entrée d'un partenaire dans son capital avaient échoué. Cosina, en revanche, gagnait 3,3 % pour 44 000 titres.

TOKYO, 22 juillet ⬇

La baisse se poursuit

Les valeurs japonaises ont terminé en baisse lundi à la Bourse de Tokyo. L'indice Nikkei a cédé 161,07 points, soit un repli de 0,7 %, pour clôturer à 22 705,29. Le volume des transactions s'est vivement contracté, représentant à peine *160 millions de titres* soit le courant d'échanges le plus bas depuis sept ans au Kabuto-cho.

Le peu de transactions réalisées a surtout été le fait des arbitragistes, *la plupart des investisseurs*, affectés par les retombées des scandales financiers et par l'absence d'éléments directeurs, sont restés à l'écart.

VALEURS	Cours du 19 juillet	Cours du 22 juillet
Akai	1 120	1 100
Bridgestone	1 020	1 040
Canon	1 550	1 540
Fuji Bank	2 480	2 480
Honda Motors	1 520	1 500
Matsushita Electric	1 880	1 880
Mitsubishi Heavy	698	700
Sony Corp.	6 150	6 140
Toyota Motors	1 530	1 530

FAITS ET RÉSULTATS

□ **M. Sabeg adopte « le principe de sa participation à l'augmentation de capital de la CSEE ».** – M. Yazid Sabeg, président du conseil d'administration de la CSEE (électronique professionnelle), a précisé dimanche 22 juillet que le conseil d'administration de Quadral, actionnaire principal de la CSEE, avait *« définitivement adopté le principe de sa participation à l'augmentation de capital »* de la CSEE. M. Sabeg, qui est également président de Quadral, a indiqué que le conseil d'administration de Quadral l'avait chargé de *« mettre en oeuvre les modalités pratiques »* de cette augmentation de capital. La CSEE avait annoncé vendredi 20 juillet qu'elle venait de décider une augmentation de capital de 80 millions de francs et l'émission d'un emprunt obligataire de 50 millions de francs (*le Monde* des 21-22 juillet). M. Sabeg avait alors indiqué que la participation de Quadral n'était pas encore acquise, puisque le conseil d'administration de Quadral ne s'était pas encore réuni à ce sujet.

□ **Moody's abaisse la notation de six assureurs américains.** – Moody's, l'une des principales agences d'évaluation financière de New-York, vient d'abaisser la note attribuée à six grands assureurs américains (John Hancock, Massachusetts Mutual, Mutual Life, New England Mutual, Principal Mututal, Travelers) en raison de la détérioration persistante de la valeur de leur portefeuille immobilier et des pertes qui peuvent en résulter. Environ un cinquième des investissements des assureurs-vie américains est constitué d'actifs ou de prêts immobiliers. Cette décision de Moody's confirme les difficultés que connaît actuellement ce secteur aux Etats-Unis, manifestées récemment par la prise de contrôle de Mutual Benefit (*le Monde* du 18 juillet), par l'Etat de New Jersey, et la prise de participation du français AXA chez Equitable Life (*le Monde* du 20 juillet).

□ **OPA sur Davy : Spie-Batignolles apporte ses actions à Trafalgar.** – Spie-Batignolles (groupe Schneider), principal actionnaire du groupe d'ingénierie britannique Davy, a finalement décidé, après plusieurs semaines de réflexion, de ne pas s'opposer à l'offre publique d'achat lancée par le conglomérat britannique Trafalgar House. Spie-Batignolles a en effet annoncé, vendredi 19 juillet, qu'elle avait décidé d'apporter les 17 400 000 actions, soit 14,5 % du capital, qu'elle détenait à l'OPA de Trafalgar House, au prix de 95 pence par action. La vente de cette participation fera apparaître dans les comptes de Spie-Batignolles une perte de 220 millions de francs, d'ores et déjà provisionnée dans les comptes au 31 décembre 1990 à hauteur de 100 millions.

□ **GB : Prudential Corporation supprime 550 emplois.** – Prudential Corporation, la principale compagnie d'assurance-vie britannique, a annoncé vendredi 19 juillet la *suppression de 550 emplois* dans sa division logement et automobile au cours des dix-huit mois à venir. La compagnie a indiqué qu'elle souhaitait éviter les licenciements secs. Le personnel de la division logement sera réduit à 1 000 personnes après ces suppressions d'emplois.

□ **La Compagnie générale des eaux prend le contrôle d'Esys.** – La Compagnie générale des eaux détient désormais 98,99 % des droits de vote de la société Blanzy-Ouest, holding qui détient Esys, une filiale d'Elf Aquitaine spécialisée dans le chauffage urbain, a indiqué vendredi 19 juillet la Société des bourses françaises (SBF). Cet apport par Elf a été rémunéré par l'émission de 376 741 actions nouvelles Compagnie générale des eaux. La Générale des eaux, avec la garantie de la Société générale, s'est engagée à se porter acquéreur des actions Blanzy Ouest au prix unitaire de 2 220 francs, pendant quinze séances de Bourse à compter du 23 juillet, indique la SBF. Le numéro un de la distribution d'eau en France avait passé un accord au Printemps 1990 pour acquérir Esys, leader du chauffage des collectivités, afin de renforcer son pôle chauffage. Mais plusieurs concurrents, dont la Lyonnaise des eaux, avaient voulu s'opposer à cette reprise. Le ministère de l'économie avait finalement donné son feu vert en juin dernier.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3389	3390	Idianova	124	123
Arnault Associés	296 90	290	Immob. Hôtelière	899	885
B.A.C.	128	128	Internt. Computer	161	161
Bque Vernes	815	815	I.P.B.M.	95 10	95
Boiron (Ly)	353	360	Loca investis.	242	240
Boisset (Lyon)	202	205	Locamic	75 25	76 25
C.A.L.-de-Fr. (C.C.L.)	914	899	Matra Comm.	119	119
Calberson	375	374	Molex	143 10	150
Cardif	852	852	Publ.Filipacchi	384	385
C.E.G.E.P.	154 30	155	Razel	750	746
C.F.P.I.	272 10	272 10	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	328	323
C.N.I.M.	940	904	S.H.M.	160	180
Codetour	273 80	273 50	Select Invest (Ly)	92 10	94 80
Conforama	1100	....	Serbo	388	390
Creeks	170	....	S.M.T. Goupil	130	...
Dauphin	405	400	Sopra	278	...
Delmas	1134	....	TF1	335	337
Demachy Worms Cie	499	499	Thermador H. (Ly)	282	...
Devanlay	950	950	Unilog	193 50	194
Deville	340	326 40 n	Viel et Cie	90	91
Dolisos	120	124 80 d	Y. St-Laurent Groupe	769	765
Editions Belfond	225	230			
Europ. Propulsion	261	269			
Finacor	122 50	117 80			
Frankoparis	130	132 20			
GFF (group.fon.f.)	238 80	232 50			
Grand Livre	390	391			
Gravograph	218	....			
Groupe Origny	670	661			
Guintoli	925	920			
I.C.C.	205 80	207 40			
IDIA	329	325 50			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 19 juillet 1991
Nombre de contrats : 55 999

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	104,90	104,90	105
Précédent	104,88	104,92	104,94

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
105	0,58	1,19	0,70	1,24

CAC 40 A TERME

Volume : 5 264 (MATIF)

COURS	Juillet	Août	Septembre
Dernier	1 773,50	1 786	1 802
Précédent	1 766	1 779	1 790

CHANGES

Dollar : 5,9680 F ⬇

Le dollar se maintenait lundi 22 juillet, dans un marché calme, autour de ses niveaux les plus bas atteints en fin de semaine dernière. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,9680 francs contre 5,9835 francs vendredi au fixing.

	19 juillet	22 juillet
FRANCFORT		
Dollar (en DM)	1,7515	1,7579
TOKYO		
Dollar (en yens)	137,10	136,65

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (22 juillet)	9 - 9 1/8 %
New-York (19 juillet)	5 11/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 28-12-90)*

	18 juillet	19 juillet
Valeurs françaises	113,80	114,10
Valeurs étrangères	123	122,90
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	465,61	467,99
(SBF, base 1 000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 757,54	1 763,54

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	18 juillet	19 juillet
Industrielles	3 016,32	3 016,32

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	18 juillet	19 juillet
100 valeurs	2 547,30	2 541,60
30 valeurs	1 969	1 959,30
Mines d'or	212,60	212,90
Fonds d'Etat	85	84,94

FRANCFORT

	18 juillet	19 juillet
Dax	1 618,33	1 623,99

TOKYO

	19 juillet	22 juillet
Nikkei Dow Jones	22 866,36	22 705,29
Indice général	1 794,84	1 786,07

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –	Rep. +	ou dép. –
$ E.-U.	5,9675	5,9695	+ 167	+ 177	+ 335	+ 355	+ 880	+ 940
$ can.	5,1378	5,1417	+ 15	+ 28	+ 23	+ 44	+ 62	+ 126
Yen (100)	4,3600	4,3637	+ 71	+ 81	+ 142	+ 160	+ 431	+ 484
DM	3,3931	3,3952	+ 4	+ 20	+ 11	+ 32	– 13	+ 40
Florin	3,0116	3,0141	+ 4	+ 12	+ 8	+ 22	– 6	+ 36
FB (100)	16,5351	16,5589	+ 27	+ 77	+ 80	+ 180	– 35	+ 261
FS	3,9265	3,9304	+ 40	+ 52	+ 78	+ 101	+ 244	+ 298
L (1 000)	4,5580	4,5612	– 81	– 70	– 155	– 136	– 552	– 499
£	10,0296	10,0359	– 156	– 128	– 289	– 244	– 695	– 566

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	6	6 1/8	5 15/16	6 1/16	6	6 1/8	6 1/4	6 3/8
Yen	7 5/16	7 7/16	7 7/16	7 1/2	7 7/16	7 1/2	7 3/8	7 9/16
DM	8 11/16	8 13/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	9	9	9 1/8
Florin	8 1/4	8 3/4	8 13/16	8 15/16	8 7/8	9	9 1/8	9 1/4
FB (100)	8 3/4	9	8 3/4	9	8 7/8	9 1/8	9 3/16	9 7/16
FS	7	7 1/4	7 3/4	7 7/8	7 13/16	7 15/16	7 13/16	7 15/16
L (1 000)	10 1/4	11 1/4	11	11 3/8	11 1/8	11 1/2	11 1/2	11 7/8
£	11 3/16	12 1/8	10 13/16	11	10 13/16	11	10 11/16	10 7/8
Franc	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 3/16	9 5/16	9 1/4	9 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Avec Le Monde *sur Minitel*

Admissibilité :

ENSAE CGSA

36.15 LE MONDE

Tapez RES

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 22 JUILLET

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4000	C.N.E 3%	3995	....	....	....
885	B.N.P. T.P.	905	890	030	-1 66
860	Cr.Lyon. T.P.	840	540	840	....
1260	Renault T.P.	1254	1260	1260	+0 48
1601	Rhone Poul. T.P.	1520	1505	1505	-0 99
1140	Saint Gobain T.P.	1049	1050	1049	....
980	Thomson T.P.	1020	1025	1025	+0 49
760	ACCOR	749	745	744	-0 87
670	Air Liquide	662	665	656	-0 01
575	Alcatel-Alsthom	577	577	577	....
1540	Als.Superm.	1605	1610	1610	+0 31
385	ALSPI	391	389	389	-0 01
2060	Arjom. Prioux	2195	2195	2196	+0 05
510	AGF Sté Centrale	487 50	485	485	-0 01
1160	Aux. Entrepr.	1069	1050	1030	-3 56
205	Avenir H. Média	203	201	200	-1 48
1050	Axa (ex Cie Midi)	941	932	934	-0 74
295	Axa Midi Ass.	265	265	264 10	-0 64
188	Bafip	170	190	162 50	-4 41
122	Bail-Equipem.	128	128	128 80	+0 40
865	Bail Investiss.	790	790	790	....
490	Bancaire	497	500	498	+0 20
750	Bazar H.-V.	890	895	896	+0 72
580	Beghin-Say	568	568	573	+0 10
1080	Berger (M)	1058	1059	1059	+0 28
345	Bertrand Faure	348	345	327 10	-0 01
735	Bic	725	681	685	-5 82
950	B.I.P.	925	920	920	-0 54
365	BIS	335	341 80	334	-0 30
270	ONP (Cl)	238	240	240	+0 84
855	Bolloré Tech	830	832	830	....
2420	Bongrain	2300	2280	2300	....
820	Bon-Marché	810	016	808	-0 12
575	Bouygues	558	555	555	-0 54
128	BP France	110 50	110 60	110	-0 46
880	BSN	900	899	900	....
1000	Canal Plus	1057	1056	1060	+0 28
330	Cap Gem.S	330 80	331	327 10	-0 94
1960	Carrefour	1883	1883	1878	-0 27
130	Casino	125 10	128	129 50	+3 02
83	Casino ADP	86	99	85 65	-0 41
1280	Castorama D.I.	1294	1290	1290	-0 31
151	C.C.F.	146 10	148 10	143 60	-2 18
66	CCMC Ly.	57 60	57 60	60 50	+5 03
300	C.D.M.E.	282 30	285 10	281 10	-0 43
275	C.E.G.I.D.	253	253	253	....
235	Centrest (Ny)	238	237 20	233	-2 10
420	C.E.P. Comm.	420	418	415	-1 19
128	Cerus	124 10	124	122 10	-1 13
675	Cetelem	740	749	741	+0 14
385	CF Int.	360	360	360	....
300	CGI Info.	276	280	280	+1 82
1090	CGIP	1014	1015	1011	-0 20
800	CGP	875	880	836	-5 78
740	Chargeurs S A	735	725	723	-1 63
540	CICA (M)	491	....	....	....
335	Ciments franc.	304	304	303 10	-0 10
450	Club Méditer.	436	435	435	-0 23
151	CMB Packa.	153 40	152 60	153	-0 26
95	Codetel	95	94	93 20	-1 89
545	Colas	527	530	540	+2 47
210	Cpt. Entrep.	207 90	207 60	207 50	-0 19
1200	Compt Mod.	1156	1120	1120	-3 03
129	Concept S.A.	129 60	129 50	129 60	....
285	CPR (Paris Réun.)	237	240	238 10	+0 40
1110	Créd. Foncier	1134	1131	1131	-0 28
565	Cr Lyon (CI)	808	502	500	-1 57
1170	Credit Nat.	1190	1190	1187	-0 20
250	CSEE	311 10	....	....	....
1980	Damart	1997	1995	1995	-0 10
450	Dassault Aviation	455	451	450	-1 10
220	Dassault Electr.	205	200	200	-2 44
1410	De Dietrich	1310	1329	1320	+0 76
153	Dév.P.d.C.(Li)	144	148 50	145	+0 69
285	Dév.R.Sud-Est	254	254	254	....
376	DMC	337	337	333	-1 15
3700	Docks France	360	358	358	-0 28
2670	Eaux (Gle)	2357	2360	2362	+0 21
735	E.B.F.	730	730	730	-1 37
405	Ecco	376	370	370	-1 33
385	Elf Aquitaine	362	360	348 20	-0 77
240	Eap-Elf (Certif)	218 90	219	220	+0 69
385	Essilor	339 05	338	339	-0 26
176	Essil.Int. (DP)	151	161	191 20	+0 13
030	Esso	573	572	573	....
1030	Eurafrance	1599	1600	1600	+0 06
805	Eurocom	789	770	770	-2 41
110	Eurodisneyland	121 60	121 10	120 80	-0 74
3930	Euromarché	4300	4310	4310	+0 23
1010	Europe 1	1031	1060	1060	+2 81
45 •	Eurotunnel	45 35	45 30	45 30	-0 11
1420	Exor	1380	1380	1371	-0 55
1330	Facom	1275	1278	1280	+0 39
122	Finextel	110	115	110	-0 86
240	Fives Lille	222	221	214 10	-3 56
2080	Fromager. Bel	2165	2145	2190	+1 10
1670	Gal.Lafayette	1538	1532	1532	-0 26
1970	G.A.N.	1960	1959	1960	....
480	Gascogne (B)	488	493	485	-0 01
1380	Gaz et Eaux	1355	1380	1380	+1 85
750	Géophysique	740	721	721	-2 57
560	Gerland Ly.	543	540	535	-1 47
585	Groupe Cité	570	560	560	-1 78
410	GTM-Entrep.	425	428	425	....
1290	Guyenne-Gas.	1165	1155	1156	-0 06
184	Hachette	182 80	184	180	-1 37
485	Havas	455 40	456	456 60	+0 20
605	Hénin (La)	590	575	591	-1 19
1260	Hutchinson	1344	1336	1344	....
325	Imétal	270	265	269	-0 37
182	Immob. Phénix	175	171	173	-1 14
89	Ingénico	79	10 10	77	-2 53
4400	Inst. Mérieux	4310	4315	4315	+0 12
495	Interbail	461 80	462	462	+0 11
1080	Intertechnique	975	971	960	-1 54
750	J. Lefebvre	713	712	680	-4 63
665	Klepierre	662	660	638	-3 63
770	Labinal	737	737	737	....
270	Lafarge	343 10	340	340 30	-0 80
360	Labon	345	345	336	-2 61
3440	Legrand	3520	3539	3521	+0 03
1780	Legrand (DP)	1676	1685	1676	....
575	Legris Industries	560	565	561	+0 18
....	Locafrance	446	450	450	+0 90
780	Locindus	713	710	715	+0 20
4240	L.V.M.H.	4185	4190	4184	-0 02
585	Lyon.Eaux/Dumez	642	639	642	....
157	Majorette Ly.	141	140	140 10	-0 64
300	Mar. Wendel	306	305	305	....
225	Matra	199 10	200 05	198 50	-0 10
485	Merlin-Gerin	478	468 10	468	-2 09
102	Metaleurop	99	98 10	98 60	+0 51
89	Métrologie In.	77 80	10 55	75	-2 98
100	Michelin	102 90	101 20	101 20	-1 65
87	Midi. Bk Sa*	80	82 60	82	+2 50
220	Min. Saleg (Ny)	215	215	213	-0 93
180	MMB	98 45	96 40	96	-2 49
144	Moulinex	150	150	148 90	-0 07
1105	Navig. Mixte	1148	1159	1125	-2 00
127	Nord-Est	119	110 40	119	....
280	Nordon (Ny)	257	255 20	258 20	-0 10
....	Nouv Galeries	850	680	680	-7 88
770	Occid. (Gle)	770	774	781	-1 17
1770	Omn. f. Paris	1905	1902	1890	-0 79
225	Olipar	222	212 80	219	-1 35
570	Oréal	592	592	601	-0 17
440	Paribas	409	408 05	411	+0 49
1220	Pechelbronn	1138	1130	1140	+0 18
173	Pechiney Int.	167 05	165	166 10	-0 64
350	Pechiney (CIP)	356	351	345	-3 09
485	Penhoet	470	463	463	-1 49
1150	Pernod Ricard	1196	1195	1192	-0 33
590	Peugeot	590	588	588	-0 34
305	Pinault	276	272 30	270	-2 17
385	Plastic-Omn.	393	396	396	+0 10
435	Poliet	435	421	421	-3 22
410	Primagaz	434 10	435	435	+0 21
605	Printemps	770	772	768	-0 26
2300	Promodès	2230	2211	2230	....
520	Radiotechn.	474	474	460	-2 95
3650	Redoute (La)	4170	4190	4150	-0 48
240	Rémy et Associés	225	220	218 20	-3 02
240	R. Poulenc CIP	359	353	352	-1 95
345	Rober Financ.	335	335	335	....
74	Rochette (La)	10	75 10	75	....
1860	Roussel Uclaf	1860	1675	1645	-0 80
3250	R. Impé.Ly*	3153	3152	3150	-0 10
205	Sade (Ny)	177	180	190	+1 89
1730	Sagem	1690	1650	1660	-2 37
435	Saint Gobain	460	449 10	449 05	-0 64
1430	Saint Louis	1420	1407	1411	-0 83
1450	Salomon Ly.	1520	1520	1540	+1 82
380	Salvepar (Ny)	342	345	340 20	-0 53
850	Sanofi	866	861	858	-0 92
1880	S.A.T.	1820	1844	1821	+0 05
250	Saul. Chât.	242 60	242 70	242 10	-0 06
1410	Saupiquet (Ns)	1435	1430	1430	-0 35
675	Schneider	665	684	679	-0 88
26	SCOA	26 45	26 05	26 50	+0 19
1580	S.E.B.	1556	1595	1580	+1 54
440	Sefimeg	420	420	415 10	-1 17
475	Sommer A.	408	425	425	+4 17
1020	SFIM	977	980	969	-0 82
245	S.G.E.	235 90	235	237	+0 72
520	Simco	464 90	466	468 30	+0 73
665	St. Rossignol	651	651	664	+2 00
485	Sligos	471	474	471	....
408	Société Géné.	438 20	436 05	436	-0 50
111	Sodecco (B)	100 50	..	...	....
151	Sodero (Ns)	153 90	148	152	-1 17
715	Sodexho	714	714	719	+0 10
75	Sogeral (Ny)	97 05	57 05	69	+2 91
370	Sogerap	379	378	378	-0 26
1520	Sommer-Allib.	1401	1401	1387	-0 29
1480	Source Perrier	1386	1392	1383	-0 93
640	Sovac	690	690	690	....
405	SPEP	398	403	387	-2 78
490	Spie-Batignol.	417	415	411	-1 44
905	Strafor	867	867	865	-0 23
360	Suez	336 10	337 10	333 80	-1 42
780	Synthélabo	680	680	679	-0 23
141	Thomson CSF	125 50	125 40	124 50	-0 80
....	Total	850	850	848	-0 24
138	- (certif.)	133 70	133 90	132	-1 27
270	Tauffat Fin.	257 05	255	251	-2 52
550	U.A.P.	526	529	520	-1 14
270	UFD Locab.	286 20	285	285 10	-0 45
855	UIC	795	795	791	-0 50
535	UIF	481	478	480	-0 21
730	UIS	681	670	677	-0 59
670	Unibail	645	645	645	....
113	U.C.B.	133	130	131	-1 50
485	Valéo	517	519	520	+0 58
315	Vallourec	315 60	315	312	-1 11
345	Via Banque	339	340	334	-1 47
1250	Zodiac	1220	1225	1260	+3 28
1260	Elf Gabon	1183	1183	1185	+0 17
148	Amax	138 10	139 10	139 10	+0 72
143	Amer. Express	142	138 90	139 50	-1 10
230	A.T.T.	234 20	239 50	242 20	+3 42
220	Anglo Amer.C.	237 20	235	231	-2 61
435	Amgold	465	465	462 10	-0 49
295	Banco Santander	271 50	268 10	280	+3 13
845	B.A.S.F.	814	805	805	-1 11
980	Bayer	938	938	938	....
78	Buffelsfont.	81 10	81	79 55	-1 91
117	Chase Manh.	118	128	110 40	+0 34
146	De Beers	167 90	167 05	164 50	-1 97
2240	Deutsche Bank	2110	2138	2139	+1 37
1270	Dresdner Bank	1183	1182	1181	-0 17
75	Driefontein	84 55	84 75	83 78	-0 96
285	Du Pont-Nem.	277	278	278 50	+0 54
245	Eastman Kodak	245	245 60	245 50	+0 20
20	East Rand	21 40	21 35	21 20	-0 93
55	Echo Bay	59 90	59	58 30	-2 57
245	Electrolux	265	262	260	-1 89
194	Ericsson	182	182 30	182	....
345	Exxon Corp.	360	352 60	352 90	-2 06
220	Ford Motor	206 80	206	205	-0 83
52	Freegold	54 60	54 05	54 60	+0 10
23	Gencor	27 70	27 10	27 20	-1 01
450	Gén. Elect.	435	438 60	439	+0 82
265	Gén. Motors	253 50	253	259	+2 17
390	Gén. Belgique	398	385 10	385 10	-3 24
75	Gd. Métropol.	78	78	78 10	-1 14
97	Guinness	97 55	97 55	98 50	+0 97
21	Hanson PLC	21 50	21 50	21 10	-1 86
36	Harmony Gold	37 15	36 75	36	-3 10
310	Hewlett Packard	332 80	337 60	337 70	+1 53
47	Hitachi	49 55	49 75	49 20	-0 71
320	Hoechst	827	823	823	-0 48
99	Homestake	106 10	105	104 20	-1 78
128	I.C.I.	130	129 90	130	....
010	IBM	587	598	598	+1 87
380	I.T.T.	345 80	347 90	348	+0 64
192	Ito Yokado	195	192 90	192 90	-1 06
71	Matsushita	74 05	73	74	-1 97
20	Maxwell	20 05	19 20	10 10	-0 78
193	Mc Donald's	201 50	201 50	203 10	+0 10
700	Merck	730	721	725	-0 89
580	Minnesota M.	543	540	540	-0 55
385	Mobil corp.	404	401 90	402 10	-0 47
330	Morgan J.P.	310 05	311	311	-2 48
33550	Nestlé	33500	33550	33520	+0 06
171	Norsk Hydro	170	189 10	168 10	-1 12
114	QFSR	128	128 10	127 60	-0 31
1940	Pétrofina	1910	1913	1819	+0 16
400	Philip Morris	397 70	395	395 30	-0 06
97	Philips	95 10	95 10	89	+1 98
....	Placer Dome	82 10	82 40	82 40	-0 36
350	Quilmès	281 50	287	294	+4 44
20	Randfontein	31 30	30 90	31	-0 20
500	Rhone Poul. Rorer	253	251 50	201 20	-0 71
470	Royal Dutch	486 90	487 20	486 20	-0 35
54	RTZ	56 10	55 70	55 60	-0 89
1 76	Saat.& Saatch.	1 78	1 76	1 78	+1 14
48	St Helena	51 25	51	51 50	+0 88
365	Schlumberger	395 10	406 10	407	+2 86
60	Shell transp.	52	52 75	53 50	+2 89
2220	Siemens	2183	2198	2182	-0 05
900	Siemens Nixdorf	850	834	834	-1 98
285	Sony	270 20	267	268	-0 81
99	Sumitomo Bank	94	93	93	-1 06
255	T.D.K.	287	287	287 90	+0 34
52	Telefonica	52 50	51 10	52 95	+0 86
31	Toshiba	32 10	32 30	32	-0 31
490	Unilever	480 10	481	484	+0 01
275	Unit. Techn.	287	287 50	286 80	-0 14
410	Vaal Reefs	452 10	452	451	-0 24
350	Volvo	350	351	353	+0 99
235	West. Deep	248 60	251 60	245 50	-1 25
325	Xerox Corp.	339	339	337 50	-0 44
114	Yamanouchi	117	119 20	116	-0 85
1 86	Zambia Cop.	1 78	1 80	1 78	....

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	121 10	1 44
Emp.Etat 9,8%78	100 80	0 26
10,80% 79/94	102 65	9 49
Emp.Etat 13,4%83	108 60	7 82
Emp.Etat 12,2% 84	103 02	6 59
Emp.Etat 11% 85	109	4 55
10,26% mars 86	103 90	3 70
OAT 10% 5/2000	104 10	1 53
OAT 9,9% 12/1997	103 45	5 89
OAT 9,8% 1/1996	102 32	4 64
ORT 10,30% 1985	1802	....
PTT 11,2% 85	104 50	5 60
CFF 10,30% 86	100 70	4 64
CFF 10,25% nov 90	103 25	3 61
CNA 10 % 1979	101	3 77
CNB Bques 5000F	98 31	0 52
CNB Paribas 5000F	98 50	0 52
CNB Suez 5000F	99 80	0 82
CNE 11,5% 85	101 15	1 38
CNI 1/82 5000F	99 45	0 52
CNT 8 % 86	99	2 34
CRH 10,90% déc.85	106 25	5 48
CHARB FCE 3% 100	138 61	....
CMCA	966	....
Cams	2160	....
Alcatel 0 % janv. 89	572	....
Ly. Eaux cv 8,5%	789	....
Thoms. cv 9,2% 86	780	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ex fin.)	1130	1130
Applications Hydr.	1480	1524
Arbel	465	446 40
Bains C.Monaco	1278	1270
B.Hypoth.Europ.	383 50	....
B.N.P. Intercont.	272	268 10
Beghin-Say (C I)	430	....
Bénédictine	3300	....
Bidermann Internat.	510	510
Blanzy Ouest	3179	....
BTP	70 40	69 20
Cambodge	902	....
Carbone Lorraine	645	645
Cass Pochin	11	11
C.E.G.F (Frigor.)	410	....
Centenaire Blanzy	491	481 10
Cerabati	90	89 05
Champex Ny	119	119
CIC (CIP)	178	176
C.I.M.	1005	1030
C.I.T.R.A.M. (B)	2600	....
Cofimeg	256	....
Cogifi	316	313
Comiphos	525	....
Cie Industrielle	4411	....
Cpt Lyon Alemand	394	392 10
Concorde	747	747
Constr.Mét.Prov.	34 90	34 90
Crédit Gén.Ind.	280	280
Cr Universel (Cie)	567	....
Créditel	112 10	....
Darblay	700	....
Degremont	1780	1740
Delalande	1534	1550
Delmas Vieljeux	3800	....
Didot Bottin	1097	1100
Eaux Bassin Vichy	2450	....
Eaux Vittel	910	915
Ecia	264 80	261 20
Electro-Finan.	774	....
Electro-Banque	325	310
Ent.Mag. Paris	3788	3940 d
Eurex (ex Eternit)	1675	1705
Finalens	265	252
F.I.P.P.	140	....
F.N.A.C.	1570	....
Foncière (Cie)	545	540
Fonc.Lyonnaise	680	670
Foncina	488	461
Fougerolle	735	735
France I.A.R.D.	707	679 o
France SA (La)	1610	1605
From. Paul-Renard	2500	....
Gaumont	830	030
Genefim	305 05	305
Gévelot	453	....
G.F.C.	385	380
G.F.I.I.	284 50	282
Grds Moulins Paris	1460	1460
Groupe Victoire	1118	1083
G.T.I (Transport)	460	....
Immobail	320	320
Immobanque	660	655
Im.Marseillaise	5350	5350
Imm. Plaine-Monceau	012	310
Immofice	407	410
Invest.(Ste Cle.)	3450	....
Lambert Frères	295 05	307 70d
Lille Bonnières	1450	1500
Loca-Expansion	308	....
Locafinancière	441	....
Locatel	183 10	....
Louis Vuitton	625	628
Louvre	3030	3000
Lucia	1410	1400
Machines Bull	41	42
Mag.Uniprix	181 05	190 50
Magnant	751	....
Métal Déployé	554	....
Mors	107	107
Navigation (Nle)	202	200
Opera	332	332
Orial (C)	278	....
Origny-Desvroise	1090	1096
Palais Nouveauté	1109	1076
Paluel Marmont	612	603
Parfinance	150	150
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	249	....
Paris Orléans	245	236
Parthena Invest.	349 99	340
Pathé Cinéma	789	....
Piper Heidsieck	1825	1825
Porcher	460	382 10o
Promodis (CI)	1045	....
Publicis	776	775
Rochefortaise	110	110
Rosario	290 60	293 05
Rougier	444	444
S.A.C.E.R.	343	350
S.A.F.A.A.	145	....
S.A.F.I.C Alcan	294	368 20d
SAFT	1265	....
Saga	340 10	....
Saint Dominique (F.)	119	110
Salins du Midi	675	670
Speichim M.	180	....
S.C.A.C.	800	600
Senelle Maubeuge	407 50	410
S.Eud.Part. (M)	145	....
Silic	550	560
Sinvim	258	262
S.I.P.H.	282 40	265
S.M.C.I.	275	174 90o
Sotal	522	520
Soflo	429	429
Soficol	1290	1230
Sofitam (ex Saturn)	62 10	63 80
Sofragi	1847	1900
Sophia-Bail	389	387 05
Sopagel	157 80	153
Soudure Autogène	775	771
Sovabail	308	307
Stemi	770	790
Suez (CIP)	362	....
Taittinger	3430	3430
Testut-Aequitas	665	....
Tour Eiffel	235	232
Ufiner	1105	1180
U.T.A.	2220	....
Vicat	380 50	380
Valpriz	2700	2498 o
Virax	145 10	145
Maroc Sté Brasserie	220	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	680	....
Akzo Ny.Stco.	360	369
Alcan Aluminium	127 50	....
American Barrick	135	135 60
American Brands	228	230
Arbed	700	690
Asturienne Mines	151	151 50
Banco Popular Espa.	620	....
B.Reglements Int.	27000	27000
Can.Pacifique	100 10	100 10
Chrysler Corp.	86	....
CIR	12 10	12 10
Commerzbank	819	....
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	324	....
Fiat	26 90	....
GBL (Brux Lamb.)	580	....
Gevaert	1030	....
Glaxo Holdings Ltd.	122	125
Goodyear Tire	222	225
Grace and Co (WR)	196	198
Honeywell Inc.	353	....
Johannesburg	85	88
Kubota	27 20	....
Latonia	310	310
Midland Bank	19	....
Noranda Mines	96	97
Olivetti priv.	10 60	....
Pakhoed hold	575	577
Pfizer Inc.	380	357
Procter Gamble	479	472
Ricoh	28 50	....
Robeco	303	300 50
Rodamco NV	160	....
Rolinco	303	301 10
Saipem	5 60	....
Sema Group	27	....
SKF Aktiebolaget	97	94
Tenneco Inc.	215	....
Thorn Electrical	72	72
Toray Ind.	26 40	....
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1130	1065
West Rand Cons.	14 35	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	280	....
Belvel	815	815
Calciphos	122	113
CGH Cogenhor	40	36 90o
C. Occid. Forestière	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	380	....
Coparex	564	566
Drouot Assurances	368	370
Elf Antargaz	1400	....
Europ. Accum.	82	....
Europ Soufres Ind.	20	....
Gachot S.A.	71 60	10 10
Groupe Expansion	82	....
Guy Degrenne	010	....
Haribo Riglez Zan.	210	....
Hoogovens	297	....
IN2	308	....
Jaeger	125	....
Lecours du Monde	205	204
Nicolas	775	....
Paternelle RD.	1410	....
Particip. Perrier	390	....
Quadrant	240	....
Rorento N.V.	199	....
St-Gobain-Emballage	2300	1781 o
Sema Metra	201 50	....
S.E.P.R.	1440	....
S.P.R. act. B	349	....
Télémécanique Elect.	3350	....
Ulnor	200	....
Waterman	1500	....

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 22/7	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 983	5 968	5 700	6 200
Ecu	6 976	6 978	....	....
Allemagne (100 dm)	339 410	339 480	328	348
Belgique (100 F)	16 489	16 496	15	17
Pays-Bas (100 fl)	301 220	301 280	290	310
Italie (1000 lires)	4 557	4 558	4 300	4 800
Danemark (100 krd)	87 780	87 780	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	10 031	10 045	9 600	10 400
Grèce (100 drachmes)	3 104	....	2 800	3 500
Suisse (100 f)	391 450	....	380	400
Suède (100 krs)	93 820	....	90	98
Norvège (100 k)	87 150	....	83	91
Autriche (100 sch)	46 240	....	46 900	49 900
Espagne (100 pes)	5 430	....	5 150	5 700
Portugal (100 esc)	3 959	....	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	5 182	....	4 950	5 350
Japon (100 yens)	4 364	....	4 230	4 430

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/7
Or fin (kilo en barre)	70900	71000
Or fin (en lingot)	71250	71400
Napoléon (20f)	406	405
Pièce Fr (10 f)	370	....
Pièce Suisse (20 f)	420	420
Pièce Latine (20 f)	410	416
Souverain	517	519
Pièce 20 dollars	2220	2210
Pièce 10 dollars	1200	1240
Pièce 5 dollars	575	....
Pièce 50 pesos	2645	2640
Pièce 10 florins	422	425

SICAV (sélection) 19/7

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1033 14	1007 64
Actilion	227 33	221 25
Agepargne	787 21	763 31
Amérigan	7698 11	7402 03
Amplitude	927 87	909 39
Arbitrages Court.T.	8652 16	8638 87
Associc.	1112 78	1112 78
Atout Futur	369 90	359 90
Aussic	1430 53	1388 86
Avenir Alizés	1681 98	1649 •
Avenir CIC	109 25	106 07
Axa Capital	157 01	150 20
Axa Court Terme	7303 01	7303 61
Axa Europe	123 59	118 27
Axa Investissements	121 84	116 59
Axa NPI	116 83	113 71
Axa Première	109 10	108 43
Axa Valeurs PER	121 51	118 28
Capimonétaire	5838 78	5832 95
Capiobig	5937 38	5849 64
Capiacic	1205 87	1188 06
Cardan Pierre	26 06	26 35
Cessic	1224 23	1194 37
Comptavalor	3244 28	3239 42
Convertimmo	378 28	363 73
Creditor	484 82	470 50
Credit Mutuel Capital	1190 83	1167 49
Dieco	1203 97	1174 60
Drouot France	836 32	800 31
Drouot Investiss.	1028 60	984 21
Drouot Sécurité	250 40	239 82
Drouot Sélection	139 01	138 50
Ecocic	1052 42	1036 87•
Ecuper	129 35	122 62
Ecureuil Capitalisation	2370 48	2346 83
Ecureuil Générateurs	2195 98	2132 02
Ecureuil Investissement	404 82	393 03
Ecureuil Monoprimaire	01792 40	01792 40
Ecureuil Monétaire	36436 93	36435 83
Ecureuil Trésorerie	2254 06	2254 06
Ecureuil Trimestr.	2018 60	1998 91
Elicash	574366 51	574366 51•
Energic	289 38	276 25
Epercic	3319 49	3319 43
Eparcourt-Sicav	4317 60	4308 83
Epargne Associat.	25067 42	25029 98
Epargne Capital	9889 85	9791 63
Epargne Court Terme	623 69	623 99
Epargne Croissance	1766 31	1738 60
Epargne Industrie	01 10	88 72•
Epargne J.	64421 99	64421 99
Epargne Long Terme	191 88	180 74•
Epargne Monde	1302 37	1267 51•
Epargne Obligat.	191 84	186 71
Epargne Premiers	13410 47	13310 54
Epargne Quatre	1086 17	1057 10
Epargne-Unie	1310 40	1278 44
Epargne Valeurs	450 15	438 10
Epsilon	1230 90	1210 42•
Eufi Cash capi.	7785 97	7785 97•
Eufinvest capi.	684 11	644 71•
Eurocic Leaders	1052 24	1021 59
Eurodyn	1190 60	1181 40
Euro Gan	6533 25	6281 97
Foncicav	13269 61	13269 67
France-gan	8451 01	9088 09
France Garantie	201 98	201 36
France Index Sicav	104 98	101 81
France Investiss.	343 31	334 84•
France Obligations	462 97	458 39
Francic	442 87	429 78
Francic Pierre	108 64	104 89
Francic-Régions	1191 85	1105 94
Fructi-Associations	32 83	32 83
Fructi-Capi	38 78	38 32
Fructi Court	131303 14	131303 14
Fructidor	237 42	233 91
Fructi-Epargne	31 78	31
Fructifrance	842 51	821 96
Fructimmo	28 33	27 64
Fructi-Première	11557 20	11396 40
Fructivar	5017 02	5004 51
Futuroblig	1316 10	1284
Gestilion	13630 44	13582 63
Gest.Associations	167 85	164 16
Horizon	1201 25	1166 26
HLM Monétaire	12848 12	12848 12
Interépar	109878 77	106678 42
Interoblig	13437 88	12920 86
Intersélection Fce	521 82	506 82
Japacic	110 32	165 36•
Jeunepargne	268 38	264 41
Laffitte Amérique	246 09	236 06
Laffitte Europe	250 01	239 82
Laffitte Expans.	253 32	242 99
Laffitte France	101 51	289 22
Laffitte Immobil.	222 23	213 17
Laffitte Japon	424 14	408 99
Laffitte Oblig.	137 78	132 13
Laffitte Rendement	196 30	189 30
Laffitte Tokyo	375 80	360 46
Latitude	2087 80	2084 67
Lionl C.T.	11647 01	11647 01
Lionl L.T.	6507 21	6317 66•
Lion Association	11291 80	11291 30
Lion Institution	27147 44	27079 74
Lionplus	889 14	881 51
Lion Trésor	2108 17	2087 30
Lion 20 000	24376 60	24376 60
Livret Bourse Inv.	530 44	514 99
Livret Portefeuil.	709 64	688 97
Méditerranée	186 89	178 84
Mensuel CIC	10071 90	9971 16
Monecic	5789 51	5789 61
Moneden	62602 43	62602 43
Mone.J.	67343 04	67343 04•
Monévalor	75711 72	75711 72
Mutualité dépôts	12529 16	12504 15
Mutuelle Unie Sél.	151 96	145 42
Natio Court Terme	262025 00	262025
Natio-Epargne	16406 64	16244 10
Natio-Ep. Ret.	125 60	122 53
Natio Eparg.Trésor	7261 82	7247 33
Natio-Imm.	1182 10	1160 28
Natio-Inter	1350 13	1319 83
Natio-Monétaire	23503 87	23503 87
Natio Obligations	538 39	522 03
Natio-Patrimoine	1441 21	1402 64
Natio-Placements	64819 48	64819 48
Natio-Revenu	1030 11	1019 91
Natio Sécurité	12082 60	12082 06
Natio-Valeurs	829 03	806 84
Nippon-Gan	6435 15	0187 64
Nord Sud Dévelop.	1447 72	1444 83
Obli-Associations	140 21	130 82
Oblicic-Mondial	2513 20	2478 75
Oblicic-Régions	1012 40	997 50
Oblig. mai capi.	185 32	182 99
Oblilion	1282 94	1270 24
Oblisécurité Sicav	11902 09	11902 06
Optimat	33453 78	32479 40
Oraceon	1089 54	1043 46
Orvalor	6827 57	6580 79
Paribas Capitalisation	1368 18	1347 20
Paribas Epargne	19226 48	19188 07
Paribas Opportunités	131 10	125 10
Paribas Patrimoine	577 73	554 10
Paribas Revenus	92 01	91 89
Patrimoine Retraite	207 99	202 97
Pervalor	631 52	613 13
Placement A.	1293 68	1268 31
Placement J.	6683 67	6670 33
Placement M.	01611 36	01488 38
Placement Nord	988 57	978 99
Planinter	1139 90	1112 10
Pléiade	126 60	138 59
Poste Gestion	60626 75	60626 10
Première Oblig.	10705 51	10694 82
Prévoy. Ecureuil	110 15	109 06
Pri/ Associations	27234 81	27234 81
Pr.Toles	1083 38	1056 97
Quartz	130 78	127 60
Réalvalor	893 30	867 28
Rentacic	181 35	158 97
Revenus Trimestr.	5360 28	5297 31
Revenu-Vert	1149 41	1132 42
St Honoré Bio-Alim.	919 57	877 97•
St Honoré Bons du Tr.	10401 12	10349 37
St Honoré Global	229 89	218 46
St Honoré Invest.	765 20	720 95•
St Honoré Mat Prec.	190 97	182 31
St Honoré Pacifique	819 4•	591 32
St Honoré PME	622 30	498 62
St Honoré Real	13830 49	13775 39
St Honoré Services	489 61	470 78
Sécuricic	1618 30	1010 10
Sécuri-Gan	12924 39	12670 97
Sécuritaux	1289 10	1289 10•
Sicaeden	710 64	700 04
Sicav Associations	1714 26	1711 69
SFI-CNP Assur.	671 99	652 13
S.G. Fr. opportunités	1037 16	1010 94
Sicav 5.000	408 28	397 35
S.I. Est	1466 37	1402 27
Silvafrance	653 64	635 56
Silvam	423 42	412 99
Silvarente	207 90	203 90
Silvistar	462 73	450 35
S.N.I.	1230	1194 17
Sogenfrance	986 17	976 64
Sogépargne	330 22	310 28
Sogevar	1079 97	1031
Soginter	1371 06	1308 99
Soleil Investissements	593 03	570 22
Solstice	2110 32	2114 05
Stratégie Action	803 91	772 98•
Stratégie Rendement	1299 06	1258 15•
Technocic	1092 75	1060 92
Techno-Gan	5849 10	5824 13
Thesora	607 85	601 93
Tranoplus	140 71	134 55
Trésor Plus	1101 88	1190 06
Trésor Real	13282 14	13282 14
Trésoricic	119497 16	119497 16
Trilion	5125 12	5074 38
U.A.P.Investiss.	447 89	431 41
U.A.P. Act. F.	554 91	534 85
U.A.P. Act. Sél.	620 32	597 06
U.A.P. Audif.	578 80	567 98
U.A.P. Alsof.	203 14	195 90
U.A.P Alto	159 44	152 71
UAP Moyen Terme	128 34	123 70
UAP Prem. Catég.	10880 28	10294 23
Uni-Associations	124 24	124 24•
Uni-Foncier	1273 77	1242 70
Unifrance	558 98	545 35
Uni-Garantie	1336 97	1313 04
Uni Régions	1389 01	1365 13
Uniwesta	2631 99	2567 60
Univar	220 40	220 40•
Univers Actions	1272 56	1241 56
Univers-Obligation	1803 94	1759 64
Valorg	1013 81	1011 90
Valrel	49308 10	49283 46
Vauban	26707 84	26681 13

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

DÉFENSE

L'abandon du missile S 45 provoque des réactions dans les milieux politiques

M. Pierre-André Wiltzer, député UDF de l'Essonne, s'est étonné, dimanche 21 juillet, que le Parlement ait appris *« par la presse »* l'abandon par la France du programme de missile nucléaire S 45 pour moderniser le site stratégique du plateau d'Albion (*le Monde* daté 21-22 juillet). *« C'est un signe de mépris dans lequel le pouvoir actuel tient le Parlement »*, a expliqué le député, qui est l'auteur, comme membre de la commission de la défense à l'Assemblée, d'un rapport favorable à la conception d'un missile déplaçable.

« Cette décision est lourde de conséquences, considère M. Wiltzer. *Sans qu'aucune information sérieuse ait été fournie sur d'éventuelles solutions de remplacement, le président de la République vient de renoncer à un projet qui, jusqu'à nouvel ordre, était le plus crédible pour permettre à notre pays de disposer en l'an 2 000 d'une seconde composante de nos forces de dissuasion. Lors de la session d'automne, le Parlement sera invité à voter une nouvelle loi de programmation militaire. Ces débats ont d'ores et déjà perdu tout intérêt, puisque les décisions essentielles auront été prises à l'avance. »*

De son côté, M. Gérard Fuchs, député européen et spécialiste des questions de défense au PS, a déclaré : *« Il est souhaitable que le choix du président de la République intègre surtout la perspective de l'européanisation nécessaire de notre défense. Ma préférence va à une seconde composante air-sol qui pourrait, si nos partenaires de la CEE le souhaitent, être stationnée en temps de crise sur leur territoire, marquant ainsi une solidarité qui ira croissant. »*

□ **Incendie accidentel à bord du porte-avions *Clemenceau*.** – Il a fallu quatre heures d'effort à une centaine de pompiers pour venir à bout d'un incendie qui a éclaté, dimanche 21 juillet, à bord du porte-avions *Clemenceau*, à quai dans le port de Toulon. Le feu a pris accidentellement dans un hangar, à l'arrière du bâtiment, sous le pont d'envol, qui sert d'entrepôt de pièces de rechange et qui enfermait des moteurs et des radars mais aucune arme ni munition. On compte cinq blessés, dont quatre pompiers intoxiqués par des émanations de fumée. Selon la marine, l'incendie serait d'origine électrique et la remise en état du hangar prendrait de un à deux mois.

SCIENCES

A la suite d'un incident à la centrale de Pierrelatte (Drôme)

Les exploitants nucléaires accusés de « rétention d'informations »

VALENCE

de notre correspondant

La commission locale d'information sur les équipements énergétiques du Tricastin a tenu récemment une réunion extraordinaire, mercredi 10 juillet, pour examiner un cas de *« rétention d'informations »* de la part de la direction de la centrale nucléaire de Pierrelatte (Drôme) et des responsables nationaux de la sécurité nucléaire, selon les termes employés par le président de cette commission, M. Rodolphe Pesce, président du conseil général de la Drôme.

M. Pesce faisait référence à un incident survenu dans la centrale le 21 juin. Lors du transvasement d'une cuve dans une autre, de l'eau contaminée s'était déversée dans un caniveau fissuré. Les analyses effectuées par EDF n'ont révélé qu'une pollution négligeable, et l'eau ne devrait pas se répandre hors du site nucléaire du Tricastin ni atteindre la nappe phréatique a affirmé M. Michel Andrieux, directeur de la centrale. *« Ce n'est qu'un épisode, un non-événement »*, a ajouté ce dernier, pour expliquer aux membres de la commission pourquoi il n'avait pas jugé bon de les en aviser ni d'alerter les autorités locales.

Les affirmations rassurantes du directeur de la centrale n'ont cependant pas satisfait la commission, qui avait réclamé la possibilité de faire procéder, par un laboratoire indépendant, à des analyses de la nappe située à l'intérieur du site du Tricastin. Le ministre de la santé a répondu que la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) ferait les prélèvements et que les analyses seront confiées au Service central de protection contre les radiations ionisantes (SCPRI). M. Pesce a menacé de saborder la commission locale du Tricastin si, à l'avenir, *« les exploitants du nucléaire ne jouent pas davantage le jeu de la transparence »*.

G. M.

MÉDECINE

Suivant une proposition de M. Jesse Helms

Le Sénat américain voudrait punir les médecins séropositifs qui n'avertiraient pas leurs patients

Selon un texte adopté, jeudi 18 juillet par le Sénat américain, les personnels de santé contaminés par le virus du sida, qui ne préviendraient pas leurs patients et pratiqueraient des interventions à risques en dépit de leur maladie, seront passibles de peines de prisons et d'amendes. Cette mesure, proposée par le sénateur républicain ultra-conservateur Jesse Helms et adoptée par 81 voix contre 18, doit à présent être examinée par la Chambre des Représentants. Elle prévoit des peines de prisons d'au moins dix ans et des amendes d'un montant minimum de 10 000 dollars.

Un autre texte adopté par le Sénat prévoit d'obliger les médecins, dentistes et infirmiers qui se livrent à des interventions à risques à subir un test de dépistage du sida. Il y a quelques jours, le Center for Disease Control avait appelé les médecins et les dentistes à pratiquer – volontairement – des tests de dépistage. Jusqu'à présent un seul dentiste a été reconnu comme responsable d'avoir contaminé cinq de ses patients. Au 31 mars, il y avait, aux Etats-Unis, 6 436 personnes appartenant aux personnels médical ou paramédical atteintes du sida (dont 708 médecins et 171 dentistes). On estime en outre que 300 chirurgiens et 1 200 dentistes sont actuellement, outre-atlantique, séropositifs. *(AFP, AP, UPI.*

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

Distributeur Distique

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES
PHILOSOPHIE - HISTOIRE
POLITIQUE

Bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères
75007 Paris - Tél. : 45-48-80-28

ÉDUCATION

Polémique autour du brevet à Toulouse

Sujet d'histoire ou « apologie du nazisme » ?

Le sujet d'histoire proposé au brevet des collèges dans l'académie de Toulouse conduisait-il les candidats à faire *« l'apologie du nazisme »* ? Pour le SGEN-CFDT, la réponse ne fait pas de doute et le syndicat d'enseignants vient de la faire savoir, dans une lettre indignée adressée au ministre de l'éducation nationale, au président de la République et au recteur de Toulouse.

Le sujet comportait cinq questions sur la situation de l'Allemagne à la veille de la guerre, à partir de trois documents : d'une part un discours d'Hitler devant le Reichstag en 1939 dans lequel il se targue d'avoir remis sur pied l'économie allemande qui, *« par suite de la mauvaise gestion de gouvernements démocratiques, se trouvait au bord de la ruine totale »*. D'autre part, deux tableaux statistiques sur l'évolution de la production industrielle et des dépenses publiques entre 1933 et 1939.

Pour les responsables toulousains du SGEN, les questions posées *« focalisaient l'attention des élèves sur les chiffres qui semblaient confirmer le discours d'Hitler »*. Elles étaient formulées de telle manière que *« la conclusion d'une grande partie des élèves a été : Hitler a redressé l'Allemagne, un régime fasciste permet de régler les problèmes économiques »*.

Pour le rectorat de Toulouse, en revanche, il s'agit d'un *« mauvais procès, car les candidats avaient eu l'occasion, pendant l'année scolaire, d'étudier le nazisme et ils avaient donc parfaitement appris que derrière l'apparence d'une réussite économique, il y avait une monstruosité »*.

Une réponse qui ne satisfait pas le syndicat. A ses yeux, la manipulation est patente. *« Il nous paraît impossible que la commission de contrôle des sujets, ainsi que les personnes ayant la responsabilité du choix des sujets, n'aient pas été conscientes des réponses induites par le libellé de ce sujet, alors que nombre de correcteurs s'en sont immédiatement émus. Nous supposons donc qu'il ne s'agit pas d'une »* bavure. »

ARCHÉOLOGIE

Au musée de Tautavel

Les vingt ans du « plus vieil Européen »

Le 22 juillet 1971, il y a donc vingt ans, était découvert dans la caune de l'Arago (une grotte dominant la vallée de Tautavel, un village des Pyrénées-Orientales) le crâne presque complet d'un jeune homme ayant vécu probablement aux alentours de – 450 000 ans – et qui a sans doute été mangé par ses congénères. Certes, la grotte, fouillée depuis 1964 par l'équipe dirigée par Henry de Lumley, actuellement professeur en Musée de l'Homme (Muséum national d'histoire naturelle), avait déjà livré, et a livré depuis, des mandibules et quelques autres os d'hommes fossiles. Mais le crâne découvert en 1971 est doublement remarquable : il est le plus complet, pour cette ancienneté, à être connu en Europe.

La caune de l'Arago a été habitée à maintes reprises, entre – 700 000 et – 100 000 ans, comme l'ont montré les carottages pratiqués dans son remplissage épais de 15 mètres constitué par l'empilement de couches stériles et de couches fossilifères, dont seules les plus superficielles sont déjà fouillées. Dans les couches fossilifères, on a trouvé ou on trouvera les restes de différentes industries lithiques, des faunes et des flores caractéristiques des différents climats dans lesquels ont vécu les occupants intermittents et successifs de la grotte.

Le remarquable musée de Tautavel, ouvert en 1979 grâce à la ténacité des deux maires successifs Albert Pla et Guy Ilary, et à la volonté des 654 habitants du village, connaît depuis lors un succès considérable. Mais il est trop petit et une grande extension est en cours d'aménagement. Ce qui permettra de mieux présenter la préhistoire en général, l'homme de Tautavel en particulier, et de disposer de vastes locaux pour le travail des chercheurs (*le Monde* du 10 avril).

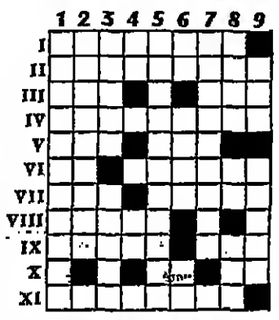
Y. R.

FAITS DIVERS

□ **Collision ferroviaire à Glasgow.** – Quatre personnes ont été tuées et une trentaine blessées lors d'une collision entre deux trains affectés aux transports régionaux, à Newton (10 kilomètres de Glasgow), dimanche 21 juillet. Un train quittait Newton pour Glasgow dimanche vers 22 heures locales, lorsqu'un convoi arrivant en sens inverse l'a percuté et l'a fait dérailler. Les causes de l'accident restent inconnues, mais une *« sérieuse enquête »* va être ouverte, selon le porte-parole de British Rail. – *(AFP.)*

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5568



HORIZONTALEMENT

I. Maladie qui peut conduire à la morgue. – II. Qui peuvent faire un grand trou. – III. D'un auxiliaire. Peut être héroïque. – IV. Qui ont des qualités d'espèces. – V. Plante fourragère. Plus précis quand on dispose d'une table. – VI. Un drame. Endroits où l'on peut s'enfermer. – VII. Utile quand on ne peut pas se mettre dans le bain. Une touffe de tigec. – VIII. Pas dynamique. – IX. Avoir une attitude de mouton. Chez un poissonnier du Midi. – X. Préposition. Note. – XI. Un homme qui ne porte pas toujours la culotte.

VERTICALEMENT

1. Qui peut aller se faire voir. – 2. Est entièrement chauffée. – 3. Petites misères. Stimule la sécrétion biliaire. – 4. Trenche d'ennemi. Participe. – 5. Parmi eux, on trouve des coulins. – 6. Dans l'alternative. Sur la Côte d'Azur. Possessif. – 7. Qui ont les mêmes propriétés. – 8. Chantait dans les cours. Adverbe. En France. – 9. Possessif. Chevalier, à la montagne.

Solution du problème n° 5567

Horizontalement

I. Bénédicité. Ordo. – II. Amiral. Notateur. – III. Bile. Lentement. – IV. Os. Ires. Atérien. – V. Usine. Talé. Aéré. VI. Calter. Te. Piété. – VII. Hilarant. Arts. – VIII. Erin. Caisse. As. – IX. Sections. Stress. – X. Ultérieures. – XI. Lu. Eléis. Suisse. – XII. Orateur. Cerna. – XIII. Cana. Salis. Pé. – XIV. Animée. II. Dullo. – XV. Lèse. Ses. Sexe.

Verticalement

1. Babouches. Local. – 2. Emissaire. Urane. – 3. Nil. Illico. Anis. – 4. Ereintant. Etamé. – 5. De ; Réer. Iule. – 6. Ille. Racoleuses. – 7. Est. Nantira. – 8. Inn. Attises. Lis. – 9. Totale. Cil. – 10. Etêté. Assises. – 11. Ame. Prêteur. Dé. – 12. Oteralt. Ruineux. – 13. Reniées. Erse. Lé. – 14. Dutert. Ases. Pi. – 15. Or. Née. Assenées.

GUY BROUTY

DÉCOUVRIR NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

CARNET DU Monde

Décès

– Chantilly.

La famille Collette,
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Raymonde COLLETTE,
née Mouré,

le 19 juillet 1991, à Creil, dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 24 juillet, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame de Chantilly, sa paroisse.

Réunion à l'église.

Condoléances sur registre.

Inhumation au cimetière Saint-Pierre de Chantilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

46, avenue de Verdun,
60500 Chantilly.

– Mme Christiane Dubois,
Catherine et Jean-François,
M. et Mme Jack Magnen,
Valérie et Catherine,
M. René Magnen,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice DUBOIS,
ingénieur divisionnaire des TPE
en retraite,

survenu le 9 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-unième année.

Ils rappellent le souvenir de son épouse

Madeleine,
née Crecy,

décédée le 4 février 1991.

Les obsèques ont été célébrées le 11 juillet, à Condé-sur-Marne.

21, rue Sleidan,
67000 Strasbourg.
12, rue de la Crayère,
51150 Condé-sur-Marne.

– Le président,
Le directeur
Et tout le personnel de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites,
Ses collaborateurs du ministère de la culture et de la communication et du ministère de l'éducation nationale,
Ses très nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Pierre MOUILLESEAUX,
historien du néo-classicisme,
chef du service éducatif
de la Caisse nationale
des monuments historiques et des sites,

survenu à Paris, le 18 juillet 1991, dans sa quarante-cinquième année.

Les obsèques auront lieu à Arcachon, dans l'intimité.

La mort de Rellys

L'interprète de Pagnol est mort le 20 juillet à Marseille

Le comédien Rellys, interprète des films de Pagnol et chanteur d'opérette, est décédé samedi 20 juillet à l'hôpital Sainte-Marguerite à Marseille, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Dans la ville même où il était né le 13 décembre 1905 et dont il incarna, sur scène, et à l'écran un personnage « typique ». De son vrai nom Henri Bourrelly, il avait débuté à l'Alcazar de Marseille, avant qu'Alibert le fasse monter à Paris après qu'ils eurent joué ensemble *Un de la Canebière*. Il apparaissait au cinéma dans *Au pays du soleil*, en 1933, premier d'une série de quelque quatre-vingt films. Généralement confiné dans des emplois *avec l'accent*, il rejoignait pour la première fois la troupe de Marcel Pagnol pour *Merlusse* (1935) puis *César* (1936). Rellys faillit devenir une vedette populaire lorsqu'il interpréta un vaudeville militaire très enlevé, *Narcisse*. Mais c'était en 1939 et l'heure n'était plus à brocarder l'armée française.

Après la guerre, il devait donner le preuve de son registre, plus étendu que celui des emplois auxquels on le reléguait, avec le rôle « sérieux » de *Tabusse*. Pourtant c'est en interprétant Croquignol dans *les Pieds Nickelés* qu'on le remarqua, avant que Pagnol fasse de nouveau appel à lui pour le personnage d'Ugolin dans *Manon des Sources* – son rôle le plus mémorable, – puis pour un petit rôle dans *les Lettres de mon moulin*. On devait le revoir dans *la Tour de Nesle* d'Abel Gance, *Crésus* de Giono, *Heureux qui comme Ulysse* d'Henri Colpi. Il fit un dernier retour au chant en enregistrant, à soixante-dix-sept ans, son premier disque, *le Grand-père et l'Enfant*. Bien qu'il ait tenté de nuancer son personnage de comique provençal, la carrière de Rellys ne réussit pas vraiment à échapper à des stéréotypes qui l'ont empêché de démontrer la diversité de son talent.

JEAN-MICHEL FRODON

– Alain et Magdeleine Mathiot
et leurs enfants,
Claire Mathiot,
Eric et Dominique Mathiot
et leurs enfants,
Martine et Manuel Sanchez
et leurs enfants,
Ginette Mathiot,
Françoise Serbource,
ont la douleur de faire part du décès de

André MATHIOT,
professeur émérite
à l'université Paris-II,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,
commandeur des Palmes académiques,

leur père, grand-père, frère et beau-frère,

survenu le 19 juillet 1991, à Paris.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

Un service religieux sera célébré au mois de septembre.

– Son épouse,
Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis PICHAT,
conseiller d'Etat honoraire,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 15 juillet 1991, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, au Bois-d'Oingt (Rhône).

– Mme Roger Weill,
née Jeannine Klein,
M. et Mme Christian Buzon,
M. Gilbert Weill,
Mme Michèle Weill et M. Yvonick Plaud,
Céline et Julien,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Roger Bernard WEILL,
ingénieur civil de l'aéronautique,
officier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 20 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 23 juillet, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse.

78, rue Lafontaine,
75016 Paris.

Messes anniversaires

– Le jeudi 25 juillet 1991, à 18 h 45, la messe paroissiale en l'église Saint-François-Xavier (chapelle de la Sainte-Vierge), place du Président-Mithouard, Paris-7e, sera célébrée pour

Alain BELLANGER,
cofondateur de l'agence-conseil
en marketing direct
Bellanger, Foucauccourt & Associés
et de la revue
les Dossiers du marketing direct,

qui a quitté les siens et ses amis, il y a trois ans, le 23 juillet 1988.

Sa famille remercie ceux qui s'en souviendront.

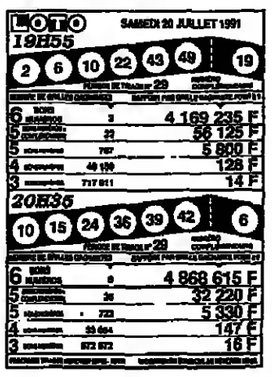
Anniversaires

– Pour le sixième anniversaire de la disparition de

André JANNEY,

sa mémoire est rappelée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

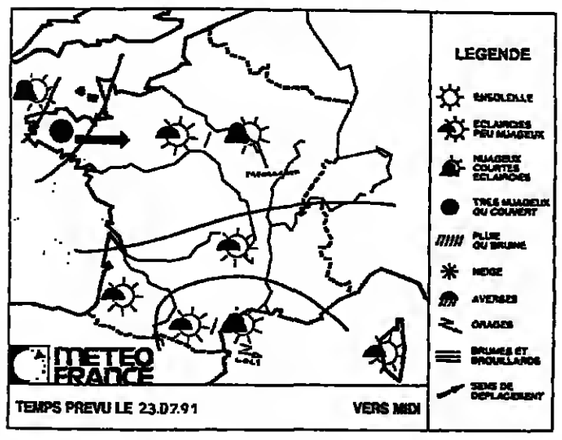
CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94



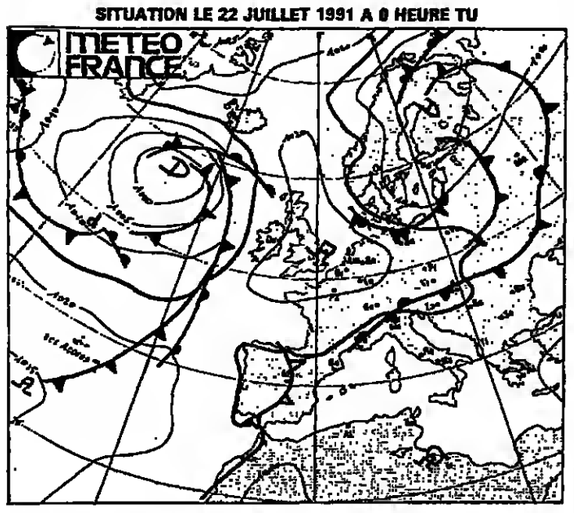
هكذا من الأصل

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 23 Juillet 1991
Aggravation



SITUATION LE 22 JUILLET 1991 A 0 HEURE TU



Mercredi : variable – De la Bretagne et des Charentes au Nord, au Centre et aux Ardennes, nuages et éclaircies se partageront le ciel. Des averses sont possibles, principalement au nord de la Seine.

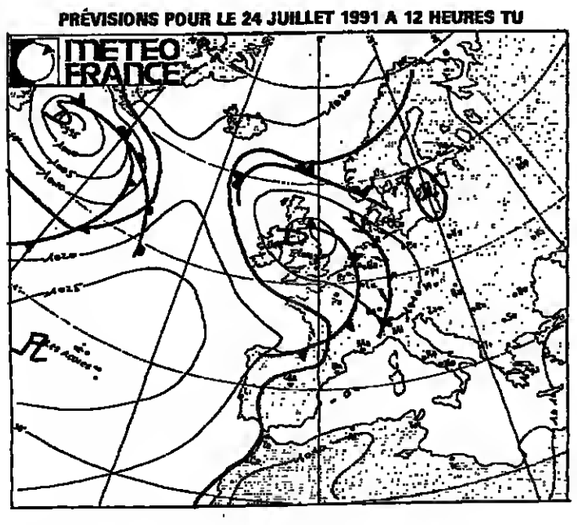
Du Massif central à l'Alsace et aux Alpes, les nuages prédominéront, donnant pluies, averses et orages isolés.

Sur le Sud-Ouest, les nuages seront présents, mais laisseront la place à de larges éclaircies.

Près de la Méditerranée, des nuages élevés voileront le soleil par moments. Un mistral modéré soufflera l'après-midi. Les températures maximales seront comprises entre 15 degrés et 18 degrés sur le Sud-Ouest, entre 18 degrés et 21 degrés près de la Méditerranée, entre 14 degrés et 16 degrés sur les autres régions.

Les températures maximales seront voisines de 20 degrés sur les côtes de la Manche. Elles atteindront généralement 23 degrés à 26 degrés sur le reste du pays, sauf sur les régions méditerranéennes et la basse vallée du Rhône où elles iront de 28 degrés à 32 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 24 JUILLET 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 22-7-91
Valeurs extrêmes relevées entre le 21-7-1991 à 18 heures TU et le 22-7-1991 à 6 heures TU

FRANCE				ÉTRANGER							
AJACCIO	29	19	D	TOULOUSE	30	17	D	LUXEMBOURG	21	13	C
BIARRITZ	24	18	–	TOURS	27	14	D	MADRID	36	17	D
BORDEAUX	30	18	D	POINTE-A-PITRE	33	25	D	MARRAKECH	34	18	D
BOURGES	27	14	D					MEXICO	–	–	–
BREST	19	10	N					MILAN	32	21	B
CAEN	20	8	D					MONTRÉAL	27	22	D
CHERBOURG	19	10	D					MOSCOU	23	14	N
CLERMONT-FER.	29	11	D					NAIROBI	20	10	C
DIJON	26	14	D					NEW-DELHI	36	28	D
GRENOBLE	30	14	D					NEW-YORK	33	23	C
LILLE	22	11	B					OSLO	23	8	N
LIMOGES	26	17	D					PALMA-DE-MAJ.	36	21	D
LYON	28	15	D					PÉKIN	34	25	C
MARSEILLE	34	20	D					RIO-DE-JANEIRO	26	19	D
NANCY	24	11	D					ROME	–	20	B
NANTES	27	16	D					SINGAPOUR	32	25	C
NICE	27	22	N					STOCKHOLM	18	12	C
PARIS-MONTS.	24	15	N					SYDNEY	19	14	C
PAU	26	16	B					TOKYO	34	25	C
PERPIGNAN	33	19	D					TUNIS	34	19	D
RENNES	24	12	D					VARSOVIE	22	13	C
ST-ETIENNE	29	12	D					VENISE	23	21	N
STRASBOURG	25	11	D					VIENNE	27	16	A

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 22 juillet

TF 1

20.45 Divertissement : Les Soirées du rire. Présenté par Alexandra Debanne.
20.50 Variétés : Surprise sur prise. Les meilleurs moments : Pierre Richard, Alice Dona, Richard Bohringer, Pierre Perret, Robert Castel.
21.50 Divertissement : Les Arnaqueurs.
22.45 Série : Duo d'enfer.
23.40 Magazine : Minuit sport. Fun board à Barcy ; Super cross de Barcy.
0.35 Journal, Météo et Bourse.
0.50 Au trot.

A 2

20.45 Série : Seulement par amour. Clara, d'Andrea et Antonio Frazzi (2e épisode).
22.15 Magazine : Les Arts au soleil.
22.20 Opéra : Les Noces de Figaro. Opéra de Mozart, mise en scène de Rudolf Noelte, restransmis en différé du Festival d'Aix-en-Provence, en simultané et en stéréo sur France-Musique.
0.40 Journal et Météo.
0.55 Les Noces de Figaro (suite).

FR 3

20.45 Cinéma : Brigade antigangs. □ Film français de Bernard Borderie (1966). Avec Robert Hossein, Raymond Pellegrin.
22.15 Journal et Météo.
22.35 Magazine : Océaniques. Les trois trajets d'Armand Gatti, de Raoul Sangla ; à 23.25, Jorge Lavelli ou le tango des masques, de Brigitte Carreau et Colette Godard.

0.15 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Le Destin de Lee Khan. □ Film chinois de King Hu (1973).
22.10 Flash d'informations.
22.15 Cinéma : La Terrasse. ■■ Film italien d'Ettore Scola (1980). Avec Ugo Tognazzi, Vittorio Gassman.
0.50 Documentaire : Le Mystère Morrison. De Philippe Manœuvre.
2.25 Téléfilm : Retour. De Josée Dayan.

LA 5

20.45 Téléfilm : Soif de vengeance. De Rod Holcomb.
22.30 Cinéma : Les Filles du régiment. □ Film français de Claude Bernard-Aubert (1972). Avec Laurence Mercier, Dora Doll.
0.05 Journal de la nuit.
0.15 Demain se décide aujourd'hui. Invité : Jacques Falzant.
0.20 Le Club du télé-achat.

M 6

20.40 Feuilleton : Holocauste. De Marvin Chomsky (2e épisode).
22.15 Série : Les Cadavres exquis de Patricia Highsmith. Puzzle, de Maurice Dugowson.
23.10 Magazine : Charmes.
23.40 Six minutes d'informations.
23.45 Série : Destination danger.
0.35 Magazine : Jazz 6. Présenté par Philippe Adler. Hommage à Charlie Parker, avec Dizzy Gillespie, Stan Getz, Phil Woods et Max Roach.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.30 Documentaire : Bouche sans fond ouverte sur les horizons. De Thierry Zéno.
21.00 Cinéma : Bunker Palace Hotel. ■■ Film français d'Enki Bilal (1989).
22.35 Court métrage : Star Suburb, la banlieue des étoiles. De Stéphane Drouot.
▶23.00 Jazz : Martial Solal et Toots Thielemans en toute liberté. De Dominique Colonna.
23.35 Documentaire : Gnaouas. D'Izza Genini.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. Jusqu'où peut aller la médecine ? (2e partie, rediff.).
21.30 Voix proscrites. Boris Pasternak.
22.40 La radio dans les yeux. Autour d'Antoine Vitez.
0.05 Du jour au lendemain. Autour de Jean Vilar.
0.50 Musique : Coda. Critiques et musiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Discothèques privées. Edmonde Charles-Roux.
21.30 Anacrouse.
22.15 Opéra (donné au Théâtre de l'Archevêché d'Aix-en-Provence) : Les Noces de Figaro, opéra en quatre actes, de Mozart, par l'Ensemble orchestral de Paris, le Chœur du Festival, dir. : Friedrich Haider. Retransmis en simultané sur Antenne 2.
1.15 Jazz.

Mardi 23 juillet

TF 1

17.10 Série : Texas police.
18.05 Feuilleton : Riviera.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Feuilleton : Santa Barbara.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
20.40 Cinéma : Nos plus belles années. ■■ Film américain de Sydney Pollack (1973).
22.50 ▶ Magazine : Combien ça coûte ? Invité : Robert-Alfred Vivien.
23.45 Série : Des voix dans la nuit.
0.40 Journal, Météo et Bourse.

A 2

18.06 Jeu : Des chiffres et des lettres (et à 4.35). Animé par Laurent Cabrol.
18.35 Série : Mac Gyver.
19.25 Sport : Le Journal du Tour (et à 1.10).
20.00 Journal et Météo.
20.45 Cinéma : Le Sicilien. ■ Film américain de Michael Cimino (1987).
23.10 Cinéma : Adieu les anges. □ Film sud-africain d'Elmo De Witt (1986).
0.45 Magazine : Les Arts au soleil.
0.50 Journal et Météo.
1.40 Musique : Jazz à Antibes. Spécial Michael Brecker (2e partie).

FR 3

16.20 Magazine : 40° à l'ombre de la 3. En direct de Biarritz. Invités : Thierry Hazard, Zéphir, Yianna Katsoulkos, Igor et Grichka Bogdanov.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Classe.
20.45 Téléfilm : Le Temps d'une miss. De Jean-Daniel Simon.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Mardi en France. Le magazine Ramdam : best-of.
23.30 Magazine : Espace francophone. Fabienne Thibeault en concert au Festival francophone d'Evry (automne 1990).
0.00 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

16.05 Cinéma : Elvira, maîtresse des ténèbres. ■ Film américain de James Signorelli (1988).
17.35 Série : Sois prof et tais-toi.
18.00 Canaille peluche.
18.30 Dessin animé : Tiny Toons.
18.50 Top 50.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Dessin animé : Les Simpson.
20.00 Les Nuls... l'émission. Invitée : Gabrielle Lazure.
20.30 Cinéma : Leviathan. □ Film américain de George Pan Cosmatos (1989).
22.00 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Jusqu'au bout du rêve. ■ Film américain de Phil Alden Robinson (1989) (v.o.).
23.50 Cinéma : Le Cauchemar de Freddy. □ Film américain de Renny Harlin (1988).
1.20 Cinéma : Tempête. ■■ Film français de Bernard Deschamps (1939).

LA 5

16.20 Tiercé à Saint-Cloud.
16.45 Youpi ! Les vacances.
17.55 Série : Cap danger.
18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.45 Série : Desperado. De l'or et des fusils.
22.25 Téléfilm : Les Faux Jumeaux. De Bruce Pittman.
23.50 Série : Hitchcock présente.
0.15 Journal de la nuit.
0.25 Demain se décide aujourd'hui. Invité : Traz, dessinateur.
0.30 Le Club du télé-achat.

M 6

16.40 Jeu : Hit hit hit hourra !
16.45 Jeu : Zygomusic.
17.15 Série : L'Homme de fer.
18.05 Série : Mission impossible.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Magazine : Mode 6.
20.40 Téléfilm : L'Hôpital en flammes. De Rod Amateau.
22.05 Série : Equalizer.
23.00 Magazine : Culture pub. Le business du rire ; Enquête : la télévision de Leningrad ; La saga des marques : Dim.
23.25 Magazine : Le Glaive et la Balance. L'inceste.
0.15 Six minutes d'informations.
0.20 Musique : Boulrock'and hard.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

15.20 Documentaire : Roger Planchon. De Fabienne Pascaud et Dominique Gros.
17.20 Documentaire : L'Œil au-dessus du puits.
19.00 Documentaire : Introduction à l'art océanien. D'André S. Labarthe.
19.45 Documentaire : Les Praticables de Jean Dubuffet. De Daniel Cordier et Jacques Scandelari.
20.00 Documentaire : Famine 87. De Sanjiv Shah.
21.00 Documentaire : Portrait imaginaire d'Alain Cuny. De Jean-André Fieschi (1re partie).
23.00 Documentaire : Vilar aventure et passion. De Marcel Teulade.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. La grasse matinée, ou le sommeil des vacances.
21.30 Débat. Et le public alors ?
22.40 Les nuits magnétiques. Avignon, scènes de nuit.
0.05 Du jour au lendemain. Autour de Jean Vilar.
0.50 Musique : Coda. Critiques et musiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Discothèques privées. Edmonde Charles-Roux.
21.30 Opéra (en direct du Festival de Montpellier) : Trois pièces pour orchestre op. 6, de Berg ; Tristan et Isolde, acte 2, de Wagner, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. : Marek Janowski.
0.07 Jazz. En direct de Montpellier, le trio du guitariste Patrice Thomas.

Voyage
avec
Colomb
par Edwy Plenel

D'Europe en Amérique, un grand reportage sur les traces du navigateur pour revisiter le présent au miroir du passé.

CHAQUE JOUR DANS
Le Monde

A PARTIR DU LUNDI 29 JUILLET 1991
(numéro daté mardi 30)

Le Monde

Au cours d'un entretien diffusé sur TF 1

« L'immigration ne doit pas tendre vers l'intégration » déclare le roi Hassan II

Voici les principaux extraits de l'entretien avec le roi du Maroc Hassan II, accordé à quatre journalistes français et diffusé dimanche 21 juillet sur TF 1.

■ **Immigration** : *« Elle ne doit pas tendre vers l'intégration... Si l'immigré sait qu'il peut être intégré ne serait-ce que par intérêt ou stabilité sociale, son nombre augmentera. »*

■ **L'opposition et les droits de l'homme** : *« Il n'y a pas d'opposants au sens* stricto sensu *du mot... La seule façon* [pour Abraham Sarfaty, le plus ancien prisonnier politique du Maroc] *de sortir de prison est la grâce royale. Tant que ce monsieur n'aura pas reconnu que le Sahara est marocain, la grâce royale ne jouera pas pour lui... Les témoignages* [sur les conditions de détention au bagne de Tazmamart au sud du Maroc] *ne valent que par les témoins et le témoin principal dans cette affaire est une personne qui a usé et abusé de notre hospitalité. Je l'ai fait prévenir* [l'épouse de M. Serfaty] *qu'elle n'aurait plus le droit de remettre les pieds au Maroc. »*

■ **L'expulsion de M. Diouri** : *« Cela fait vingt ans que cet individu est en France, si j'avais voulu demander son expulsion je l'aurais peut-être fait au temps où les socialistes n'étaient pas au pouvoir. Je ne l'ai jamais fait et je ne pense pas que je l'aurais fait. Je ne m'ingère pas dans les affaires du gouvernement français (...) Sachant que le président Bongo avait autour de lui... des gardes du corps marocains, craignant que cet individu* [Diouri] *subisse des préjudices physiques qu'on aurait pu mettre sur le dos du Maroc, j'ai demandé avec insistance à mon ami le président Bongo de bien vouloir le renvoyer en France (...) A mon avis, cette affaire-là est un méchoui franco-français sur lequel on a mis de l'ail marocain alors, vous, vous l'avez mangé et, nous, nous sentons. »*

■ **La fondation France-libertés** : *« Je souhaite pour le comité de vigilance* [animé par Mme Mitterrand à propos du Sahara occidental] *qu'il n'aille pas jusqu'au bout du ridicule, car il risque de se heurter à deux murs. Le premier, le jour où le référendum commencera son processus, à ce que l'ONU lui dise :* « le comité doit s'occuper de ses oignons », *le deuxième est que nous sommes entièrement libres de lui refuser l'entrée au Maroc. Mon peuple a 1 200 ans d'histoire. Le Maroc* n'est *pas vassalisable... Le problème de Mme Mitterrand ne se pose à mal que sur le plan juridique... car l'épouse du président est une épouse morganatique, c'est en cela que les deux constitutions* [française et marocaine] *se rapprochent. »*

■ **Les relations France-Maroc** : *« Si sur le plan mécanique certains rouages grincent, cela ne veut pas dire que, pour autant, on doive changer tout le moteur. Je pense que l'avenir entre nos deux pays est appelé à un cheminement commun, mais je dirais un peu plus franc et un peu plus pudique (...) Entre le président* [Mitterrand] *et moi-même les choses vont comme elles doivent aller. »*

■ **Le multipartisme en Afrique** : *« On a fouetté le cancer en Afrique, qu'on le veuille ou non... Ceux qui veulent absolument que du jour au lendemain il y ait le multipartisme, des élections organisées en dehors des clans ou des ethnies, on aurait pu leur donner cela à dose homéopathique... J'ai dit qu'il ne fallait pas procéder avec cette précipitation et cette pression. »*

■ **L'intégrisme musulman** : *« Chaque décade surgit (...) comme une fièvre récurrente, une sorte d'intégrisme qui se veut panislamique. Ce n'est pas d'aujourd'hui... Le danger iranien a beaucoup baissé. »*

■ **Désarmement régional** : *« Il faudrait démilitariser la région* [du Moyen-Orient] *sur le plan atomique... Ce serait la conséquence première d'une grande paix (...) J'ai toujours pensé que le génie juif et le génie arabe pourraient être d'une créativité extraordinaire. »*

L'ESSENTIEL

DÉBATS

« Bernard Tapie est-il dangereux ? », par Pierre Bergé ; « Réconcilier économie et culture », par Jean Castarède ; Bibliographie 2

ÉTRANGER

La situation à Madagascar
L'opposition déterminée à mettre en place son gouvernement 4

Yougoslavie : apaisement et inquiétude
Les Slovènes soulagés, les Croates perplexes 5

Les fonds de l'Inkatha
Vive émotion en Afrique du Sud après les révélations sur le versement d'argent du pouvoir au parti zoulou 5

SOCIÉTÉ

Nouvelles armes contre le feu
La recherche scientifique fait progresser les techniques de lutte contre les incendies de forêts.. 6

CULTURE

Festival d'Avignon
Tradition chiite avec le Taziah et tradition juive avec Edmond Jabès ; Georges Lavaudent à Théâtre Ouvert et, dans la Cour d'honneur, le théâtre cède le pas à la danse 8

Elvis Costello à l'Olympia
Un nouveau groupe, un nouveau disque 9

ÉCONOMIE

Ralentissement des créations d'emplois
Une hausse de 0,1 % seulement au premier trimestre de 1991 12

Peu de syndiqués en France
Le plus faible taux de syndicalisation des pays de l'OCDE 12

Nouvelle grève de pilotes à Air Inter
Les syndicats ont peur de l'Aéropostale 12

CHAMPS ÉCONOMIQUES

● La Sardaigne jette des ponts vers la Corse ● La CEE épaule le continent sud-américain ● Le Pérou balance entre pétrole et forêt ● L'Italie hémiplégique, par Rémy Prud'homme...... 13 et 14

Services

Abonnements 2
Annonces classées 15
Carnet 18
Loto, Loto sportif 18
Marchés financiers 16
Météorologie 19
Radio-Télévision 19
Spectacles 10

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 21-22 juillet 1991 a été tiré à 488 216 exemplaires.

UNE FEMME :
– "CHEZ RODIN, IL Y A UN MONDE FOU !"
SON AMIE :
– "FORCÉMENT ILS OFFRENT LEURS TISSUS A DES PRIX "FOUS"...
SOLDES-COUPONS (MODE ET DÉCORATION)
RODIN
36, CHAMPS-ELYSEES PARIS

NICARAGUA : réunis en congrès un an après leur défaite électorale

Les sandinistes maintiennent leur orientation

En réunissant à présenter une image d'unité monolithique au cours de son congrès organisé à Managua du 19 au 21 juillet, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a surmonté avec succès sa première épreuve depuis sa cuisante défaite aux élections de février 1990.

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

Euphorique, le commandant Tomas Borge s'est permis, dans son discours de clôture, une petite phrase qui passera à l'histoire : *« Le front sandiniste est immortel »*, a-t-il lancé, visiblement soulagé d'avoir conjuré les mauvais augures qui parlaient déjà de la *« mort du sandinisme »*. Vêtu entièrement de blanc, celui qui fut en 1961 l'un des fondateurs du FSLN avait déjà été rassuré par l'importance de la manifestation organisée le 19 juillet à l'occasion de la célébration du douzième anniversaire de la révolution.

Pour la commandante Monica Baltodano, *« il fallait réagir à la campagne de diffamation menée contre nous par l'ennemi, mais sans remettre en question les dirigeants historiques du parti. C'est pourquoi nous avons décidé de reconduire en bloc les sept commandants de la direction nationale, malgré les critiques que cela pouvait susciter »*. L'ancien vice-président de la République, M. Sergio Ramirez, et le secrétaire du FSLN, M. René Nunez (frère du commandant Carlos Nunez décédé l'an dernier), ont également été élus au sein de la direction nationale, qui aura donc neuf membres, comme à l'époque où le parti était au pouvoir. Les cinq cent quatre-vingt-un délégués ont voulu souligner leur appui au général Humberto Ortega en l'incluant dans la liste des dirigeants. Le chef de l'armée faisait déjà partie des neuf, mais il avait suspendu ses activités politiques à la suite de la décision de la présidente Violeta Chamorro de le maintenir dans ses fonctions militaires. Il déclinera donc sans doute l'invitation de ses partisans afin de poursuivre sa collaboration avec le gouvernement.

Le général Ortega, qui n'avait pas participé aux travaux du congrès, s'est présenté au moment de la clôture. Malgré les critiques dont il est l'objet de la part des secteurs radicaux du FSLN – on lui reproche, à gauche, d'avoir trahi la révolution et, à droite, de s'être *« infiltré »* au sein du gouvernement, – il a reçu une ovation chaleureuse. La plus grande surprise fut cependant de le voir arriver en compagnie du ministre de la présidence, M. Antonio Lacayo, l'« homme fort » du gouvernement et le principal artisan de la politique de réconciliation nationale. Tous deux ont prononcé des discours très applaudis en faveur de *« l'établissement d'un Etat de droit au Nicaragua et la fin de l'esprit de revanche »*.

« Nous devons résoudre nos divergences par le dialogue, a déclaré M. Lacayo, qui est le gendre de Mme Chamorra. *Nous devons oublier les guerres intestines et les ingérences étrangères* [allusion aux Etats-Unis] *qui ont toujours empêché le développement du Nicaragua, faisant tomber nos indicateurs socio-économiques au niveau le plus bas de toute l'Amérique latine »*.

« Guerre imposée par Ronald Reagan »

L'intervention de l'ancien président de la République, M. Daniel Ortega, réélu à la direction nationale, a été au contraire surtout consacrée au passé et à *« la guerre imposée par Ronald Reagan »*. Cela confirmerait les désaccords surgis avec son frère, le général Ortega, qui a appelé les militants sandinistes à s'adapter aux changements intervenus dans le monde et à collaborer à l'entreprise de reconstruction nationale pour préserver les conquêtes sociales de la révolution.

Le principal dirigeant de la guérilla salvadorienne, le commandant Joaquin Villalobos, qui faisait partie des nombreux observateurs étrangers invités par le FSLN, a prononcé un discours de la même eau. Un peu plus tôt, il avait remis en question des propos attribués à l'ancien président Ortega, qui avait durement critiqué le rôle de l'Internationale socialiste (IS) au cours d'une réunion privée avec plusieurs dirigeants de la gauche latino-américaine.

« Nos relations avec l'IS sont très positives » (le Front Farabundo-Marti de libération nationale – FMLN – a le statut d'observateur), avait-il déclaré, visiblement embarrassé par les critiques de M. Ortega qui aurait reproché à cet organisme de *« ne plus défendre les intérêts des pays pauvres »* et a proposé de créer un Front de lutte international pour réunir les formations de gauche dans le tiers-monde.

A ce sujet, un représentant du Parti socialiste français, M. Gérard Collomb, a tenu à souligner que sa formation était *« très sensible au fait que l'IS devait s'ouvrir aux nouvelles forces politiques apparues en Amérique latine »*. Il a rappelé que le PS appuyait la démarche effectuée à la fin février par six organisations qui souhaitaient obtenir le statut d'observateur à l'IS (le FSLN, les partis socialistes uruguayen et chilien, le M-19 colombien et, pour le Brésil, le Parti des travailleurs, et le Parti socialiste démocratique-PSDB). Comme plusieurs observateurs étrangers et quelques sandinistes, M. Collomb estime que le congrès sandiniste a surtout consacré son énergie à la *« recherche de l'unité plus qu'au renouvellement »*. Même s'ils soulignent la nécessité de transformer ce qui a été *« un mouvement de guérilla en un parti politique »*, les documents de base du FSLN n'ont pas subi de grosses modifications, en particulier l'article premier : le FSLN reste *« un parti révolutionnaire, démocratique et anti-impérialiste qui défend les intérêts populaires »*.

Le processus de démocratisation interne du parti n'a guère évolué, et l'on a d'ailleurs noté l'absence de ceux qui, au cours des derniers mois, s'étaient prononcés avec vigueur pour la fin du centralisme démocratique. Les quatre-vingt-dix-huit membres de l'Assemblée sandiniste – sorte de comité central – ont certes été élus, et cette organisation devient désormais l'organe suprême du parti entre les congrès.

BERTRAND DE LA GRANGE

M. Noir critique le « parler cru » du premier ministre

Invité, dimanche 21 juillet, du Forum RMC-L'Express, M. Michel Noir a critiqué le *« parler cru »* de Mme Cresson, estimant que *« plus le verbe est fort, plus est ressenti par l'opinion l'écart entre la force d'un verbe et l'absence de résultat dans l'action »*.

Le maire de Lyon a déploré la manière d'aborder *« les relations diplomatiques avec les Britanniques en les traitant de pédés, avec les Japonais en les traitant de rats »*. *« Il ne faudrait pas,* a-t-il ironisé, *qu'on soit obligé d'inventer cinq ou six 14 juillet pour que le président de la République soit obligé de faire un oral de rattrapage pour un premier ministre en difficulté, parce qu'elle se plante. »*

Interrogé sur son éventuelle candidature à des élections primaires de l'opposition pour l'élection présidentielle, M. Noir a affirmé *« qu'il faudrait sûrement qu'il y ait un troisième homme »*. *« Peu importe la personne,* a-t-il conclu. *Il faut qu'on offre aux Français un choix qui soit différent de ce remake de* « règlement de compte à OK Corral » *qui dure depuis vingt ans entre Giscard et Chirac. »*

Les difficultés du numéro un français de la distribution de bijoux

La coopérative Codhor SA devrait déposer son bilan

Le tribunal de commerce de Pontoise devrait prononcer, lundi 22 juillet, la mise en dépôt de bilan de Codhor, coopérative d'achat de bijoutiers. Les fournisseurs du premier réseau français de distribution de bijoux ont cessé d'être payés depuis plus d'un an.

Le montant du sinistre Codhor est estimé à 130 millions de francs. Cette somme représente la totalité des créances contractées depuis l'automne dernier par la coopérative envers les fabricants et sous-traitants en horlogerie, bijouterie et orfèvrerie.

Numéro un français de la distribution de bijoux depuis le rachat des magasins Pierre Guerrault en 1989 (une soixantaine de fonds de commerce), Codhor, qui représentait l'an passé 15 % du chiffre d'affaires de la profession, accumule les impayés depuis près d'un an. A la veille du week-end, Me Goulletquer, administrateur judiciaire en charge du dossier, était résolu à demander le dépôt de bilan de Codhor SA, *maison mère*, issue de la coopérative créée en 1959.

Le sort de Codhor Europe Expansion (C2E), la filiale qui gère le propre réseau de distribution de la coopérative et qui a été introduite au second marché pour permettre l'acquisition de l'enseigne Pierre Guerrault, n'est pas encore réglé. Un repreneur est en tout cas sur les rangs : le financier suisse M. Dominique Motte, PDG de Marjoris, filiale de l'Institut de développement industriel, a présenté un plan de redressement qui a été examiné par le conseil d'administration de Codhor vendredi dernier. M. Motte se propose de reprendre C2E pour 1 franc symbolique. En contrepartie, il prévoit d'y injecter 40 millions de francs et de négocier un plan de rééchelonnement des dettes avec les fournisseurs.

La décision judiciaire attendue ne mettra pas forcément un point final à cette affaire. La destination des 130 millions manquants soulève de multiples questions. Malversations, détournements de fonds au profit d'un parti politique, voire d'une secte : toutes les hypothèses sont aujourd'hui évoquées. Un rapport d'audit a été commandé.

L'OGC Nice rejette les bons offices de M. Tapie

M. Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, s'est proposé de venir au secours du club de football de Nice, relégué en seconde division en raison de ses difficultés financières. Le club, dont le déficit est évalué à 58 millions de francs, est en redressement judiciaire. Dans un entretien accordé au quotidien *Nice-Matin*, M. Tapie se dit prêt à l'aider à devenir *« une équipe de niveau européen dans les trois ans »*, en lui apportant une aide financière, des contrats de publicité et en lui prêtant l'entraîneur Raymond Goethals et *« un joueur de gros calibre. »*

Rejetant toute arrière-pensée politique à l'approche des élections régionales, M. Tapie justifie son offre par *« les affinités »* entre les villes de Nice et Marseille. M. André Boni, adjoint chargé des sports à la mairie de Nice, a fermement rejeté ces propositions, dimanche 21 juillet, sur RMC : *« Nous n'avons pas besoin de Bernard Tapie. Les interférences politiques ont déjà suffisamment nui à l'OGC Nice. Nous connaissons tous les arrières pensées de Bernard Tapie. Qu'on laisse aux Niçois le soin de trouver une solution aux problèmes de l'OGC Nice. »*

EN BREF

□ **TCHECOSLOVAQUIE : M. Alexander Dubcek quitte le mouvement Public contre la violence.** – Le président du Parlement tchécoslovaque Alexandre Dubcek a déclaré lundi 22 juillet à l'agence CTK qu'il avait abandonné toutes ses fonctions au sein de Public contre la violence (VPN), le mouvement slovaque issu de la *« révolution de velours »* et qui est membre de la coalition gouvernementale au pouvoir à Prague et à Bratislava. M. Dubcek reproche au VPN, dont il était l'un des dirigeants, son *« glissement à droite »*. *« Le VPN a abandonné sa politique centriste et opté pour la scission »*, a-t-il estimé. – *(AFP.)*

□ **ROUMANIE : le chef de l'ex-Securitate condamné à neuf ans de prison.** – Le général Vlad, chef de l'ex-Securitate (police politique) sous Nicolae Ceausescu, a été condamné à neuf ans de prison pour *« avoir favorisé le génocide »*, lundi 22 juillet à Bucarest, par la section militaire de la Cour suprême roumaine. Il a en outre été dégradé et privé de ses droits civiques pour cinq ans. Son avocat a immédiatement fait appel de cette sentence, *« dénuée de tout fondement »* et *« honteuse »*, selon lui. L'accusé avait toujours clamé son innocence. – *(AFP.)*

□ **La principale usine de tracteurs polonaise en faillite.** – Avec des pertes de plus de 300 millions de francs depuis le début de l'année, Ursus, la plus importante usine polonaise de tracteurs, s'est déclarée en faillite, a rapporté la presse polonaise samedi 20 juillet. D'ici à la fin de la semaine, le ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz, doit décider de lui accorder ou non une subvention de 180 millions de francs. – *(AFP.)*

□ **M. Henri Rouilleault nommé directeur général de l'ANACT.** – M. Henri Rouilleault, ancien conseiller technique au cabinet de M. Michel Rocard, a été nommé directeur général de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT). M. Rouilleault, agrégé en sciences sociales et administrateur de l'INSEE, succède à M. Pierre-Louis Remy, conseiller social auprès du premier ministre, Mme Edith Cresson.

□ **Mort de Rick Sabblinck.** – Le peintre et dessinateur néo-expressionniste Rick Sabblinck est mort le samedi 20 juillet à Bruges. Il était âgé de soixante-seize ans. Cofondateur de la jeune peinture belge, en 1945, Rick Sabblinck était, depuis 1979, professeur honoraire à l'Institut national supérieur des arts plastiques. – *(AFP.)*

IUA SAN FRANCISCO
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
California State Approved University - A.C.B.S.P. - Public Benefit Corporation
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104
MBA Master of Business Administration
■ Université de San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel ■ programme américain unique dans son concept habilité à délivrer le
Master of Business Administration
for International Management
■ Filière d'admission : 3e CYCLE
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises
■ Programme de 12 mois à San Francisco, en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au :
M.B.A. en Management International
IUA SAN FRANCISCO
Informations et sélections pour l'Europe :
17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris (Métro : Iéna)
tél. : (1) 40 70 11 71
Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : Pacific C of HONG KONG

هكذا من الأصل